

Université de Montréal

**Le cadrage des débats linguistiques dans la presse anglophone et  
francophone au Québec: un clivage médiatique?**

*Analyse de la couverture du projet de loi 14*

par Florian Zschalich

Département de science politique de l'Université de Montréal

Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de Maître ès sciences (M. Sc.)

en Études internationales, option Cultures, conflits et paix

Janvier 2021

© Florian Zschalich, 2021

Université de Montréal

Département de science politique, Faculté des Arts et des Sciences

---

*Ce mémoire intitulé*

**Le cadrage des débats linguistiques dans la presse anglophone et francophone  
au Québec: un clivage médiatique?**

*Analyse de la couverture du projet de loi 14*

*Présenté par*

**Florian Zschalich**

*A été évalué par un jury composé des personnes suivantes*

**Alain Noël**

Président-rapporteur

**Simon Thibault**

Directeur de recherche

**Frédéric Bastien**

Codirecteur

**Richard Nadeau**

Membre du jury



## Résumé

La littérature scientifique estime généralement que les messages médiatiques influencent les perceptions des récepteurs. Ils contribuent ainsi à la formation d'identités et à la cohésion sociale. La recherche au Canada a souvent constaté une divergence de couverture entre les médias québécois et canadiens-anglais. Ce clivage médiatique a été soupçonné d'avoir amplifié les différences entre les deux communautés. Toutefois, la recherche sur les divergences entre la presse francophone et anglophone au *Québec* reste peu développée. Ce travail se demande si ce clivage médiatique existe également dans le paysage médiatique québécois. À cette fin, nous identifions les cadres (*frames*) employés par des journaux de langue anglaise et française au Québec, c'est-à-dire les schémas interprétatifs fournis par les médias pour faire sens de l'actualité. Pour vérifier l'hypothèse, selon laquelle le cadrage diverge entre la presse anglophone et francophone du Québec, nous avons analysé la couverture du projet de loi 14 dans dix journaux pendant 50 semaines. Avec une approche mixte, combinant une analyse automatisée et une analyse qualitative selon la matrice (*frame matrix*) de Van Gorp (2005), nous avons identifié les cadres linguistique, social, politique, pragmatique et souverainiste. Nos résultats montrent que quatre cadres sont mobilisés par la presse anglophone et francophone et que les médias reprennent partiellement les discours de l'autre communauté. Cependant, les deux groupes de médias favorisent différents cadres et les articulent différemment. Le rapprochement des médias anglophones et francophones au Québec est donc limité, entre autres en raison d'expériences historiques divergentes et de l'activisme de journaux communautaires.

**Mots-clés:** médias, cadrage, cadres médiatiques, Québec, question linguistique, deux solitudes, clivage linguistique, cultures journalistiques, classification hiérarchique, milieu minoritaire

# Abstract

It is generally believed that media messages influence the perceptions of audiences. Thus, they contribute to identity formation and to social cohesion. However, research in Canada has often found discrepancies in coverage by Quebec and English-Canadian media. This media divide has been suspected of amplifying the differences between the two communities. Yet, research on the differences between the Francophone and the Anglophone press in *Quebec* is limited. This thesis poses the question whether a linguistic divide also exists in the Quebec media landscape. For this purpose, we identified the frames mobilized by French- and English-language newspapers. We understand frames as interpretative schemata proposed by the media to make sense of news events. To verify our hypothesis that frames differ in the English and French language media of Quebec, we analyzed the coverage of Bill 14 by ten newspapers during 50 weeks. Using a mixed method, which combined a computer-assisted and a qualitative analysis using Van Gorp's (2005) frame matrix, we identified linguistic, social, political, pragmatic and sovereignist frames. Our results show that four of these frames were used by both French- and English-language newspapers and that the media partially took up discourses from the other language community. However, the two groups prefer different frames and articulate them differently. The rapprochement of Anglophone and Francophone media in Quebec is thus limited, among other things, by diverging historic experiences and activism by community newspapers.

**Keywords:** media, framing, media frames, Quebec, linguistic question, two solitudes, linguistic divide, journalistic cultures, cluster analysis, minority context

# Table des matières

Résumé .....	i
Abstract .....	ii
Liste des tableaux .....	v
Liste des graphiques .....	vi
Liste des sigles .....	vii
1. Introduction .....	1
1.1 Pertinence du concept du cadrage .....	2
1.2 Les débats linguistiques au Québec .....	3
1.3 Plan du mémoire .....	5
2. Revue de la littérature .....	8
2.1 Le <i>nation building</i> canadien et l'émergence de deux systèmes médiatiques .....	9
2.2 Contenu des messages médiatiques .....	12
2.3 Deux cultures journalistiques? .....	17
2.4 L'apport de l'étude pour combler les lacunes de la littérature .....	21
3. Cadre conceptuel .....	22
3.1 Le concept du cadrage .....	22
3.1.1 Origines et délimitation du concept .....	23
3.1.2 Types de cadres .....	25
3.1.3 L'interaction des cadres médiatiques et individuels: deux types de modèles .....	28
3.2 Notre approche .....	32
3.3 Opérationnalisation .....	35
4. Méthodologie: une approche mixte .....	39
4.1 Notre méthode: une analyse combinée .....	40
4.1.1 Étude de cas .....	41
4.1.2 Corpus .....	43
4.1.3 Classification hiérarchique automatisée .....	47
4.1.4 Analyse qualitative .....	48
5. Résultats .....	52
5.1 Analyse de l'attention médiatique .....	52

5.2 Analyse des cadres.....	56
5.2.1 Cadre linguistique: Le Québec contre la mer anglophone.....	57
5.2.2 Cadre social: Conflit, paix et justice sociale.....	65
5.2.3 Cadre politique: La course de chevaux et les jeux d'échecs.....	76
5.2.4 Cadre pragmatique.....	83
5.2.5 Cadre souverainiste.....	88
6. Conclusion.....	91
6.1 Synthèse des résultats.....	91
6.2 Les médias communautaires en milieu minoritaire.....	93
6.3 Réflexions sur la méthode.....	95
6.4 Le cadrage, un concept vague.....	96
6.5 Limites de la recherche.....	97
6.6 Perspectives de recherche.....	98
Bibliographie.....	99
Annexes.....	i
Annexe 1: Aperçu de la période échantillonnée.....	i
Annexe 2: Cadres préliminaires (grille d'analyse).....	iv
Annexe 3: Feuille de codage quantitative.....	x

## Liste des tableaux

Tableau 1. Nombre d'articles analysés par journal.....	53
Tableau 2. Nombre d'articles par cadre et corpus.....	57



## Liste des graphiques

Graphique 1. Nombre d'articles publiés sur le projet de loi 14, corpus francophone et anglo-qubécois, par semaine civile .....	56
Graphique 2. Nombre d'articles avec un cadre linguistique comme cadre primaire, corpus francophone et anglo-qubécois, par semaine civile .....	59
Graphique 3. Nombre d'articles avec un cadre social comme cadre primaire, corpus francophone et anglo-qubécois, par semaine civile .....	66
Graphique 4. Nombre d'articles avec un cadre politique comme cadre primaire, corpus francophone et anglo-qubécois, par semaine civile .....	77
Graphique 5. Nombre d'articles avec un cadre pragmatique comme cadre primaire, corpus francophone et anglo-qubécois, par semaine civile .....	85

## Liste des sigles

CAQ	Coalition avenir Québec
CBC	Canadian Broadcasting Corporation
CRITIQ	Canadian Rights in Quebec
CRTC	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
CSLF	Conseil supérieur de la langue française
MQF	Mouvement Québec français
OQLF	Office québécois de la langue française
PLQ	Parti libéral du Québec
PQ	Parti québécois
ROC	Rest of Canada
SRC	Société Radio-Canada

## Remerciements

J'aimerais tout d'abord remercier mes directeurs, Simon Thibault et Frédérick Bastien, qui m'ont accompagné avec leurs encouragements et leurs conseils précieux sur ce chemin qui n'était pas toujours facile. Merci infiniment pour votre patience, d'avoir cru en moi et de m'avoir donné le fameux coup de pouce nécessaire pour me faire mobiliser mon plein potentiel. Merci d'avoir lu plusieurs douzaines de pages pendant la nuit et d'avoir toujours été disponibles, même si vous avez vous-mêmes tant de projets, de cours et de corrections à réaliser. J'en garderai un beau souvenir. Je remercie aussi les professeurs et étudiants du GRCP pour leurs commentaires et les échanges stimulants dont j'ai pu profiter lors des séminaires.

Merci à mes parents, qui m'ont soutenu dans chaque étape et situation de ma vie et qui m'ont donné les ailes pour réaliser mes rêves, même s'ils ne comprennent toujours pas pourquoi je n'ai pas étudié quelque chose de « plus raisonnable ». Merci d'avoir eu confiance en moi et en mes décisions. Sans votre appui, je ne serais pas où je suis aujourd'hui.

Je remercie aussi tous mes amis à Montréal avec qui j'ai pu m'aérer l'esprit – particulièrement ceux qui ont passé des journées entières avec moi au Hive. C'est grâce à vous que j'associe mes études avec ces longues journées de travail à Concordia, avec des grosses tasses de café et des gâteaux en bonne compagnie. Avec vous, la rédaction était moins solitaire et beaucoup plus agréable que je n'aurais pensé. Merci également au People's Potato de m'avoir nourri gratuitement pendant deux années. Finalement, merci à toi, Ryan, pour ton soutien, ta patience et ta compréhension infinis tout au long de ces deux années. Merci d'avoir toujours cru en moi, de m'appuyer dans tous mes projets, d'écouter mes plaintes, mes soucis et mes monologues, de me rappeler ce qui est vraiment important dans la vie et de m'aider à devenir la meilleure personne que je puisse être.

# 1. Introduction

*Si vous voulez comprendre le problème du Canada, regardez les médias. Si vous voulez savoir ce qu'est une société distincte, regardez les médias. Si vous voulez avoir un exemple de l'exclusion sociale de certains groupes comme les femmes et les autochtones, regardez les médias.*

Marc Raboy (cité dans Monière et Fortier 2000, 7)

L'histoire du Canada et du Québec est marquée par la cohabitation des « deux peuples fondateurs » - les Canadiens anglophones et francophones - et leur coopération et, parfois, leurs conflits. L'expansion rapide des médias de masse au cours du dernier siècle a ouvert de nouvelles possibilités aux Canadiens: désormais, ils étaient en mesure de voir et entrer en contact avec leurs concitoyens à l'autre bout du continent, de débattre sur les mêmes sujets et de développer un regard explicitement canadien sur le monde (Siegel 1996). Or, les médias, comme le constate Marc Raboy, reflètent la division du Canada en deux sociétés distinctes – l'une québécoise et l'autre canadienne-anglaise. Au lieu de réunir les deux communautés, les médias ont souvent été soupçonnés d'amplifier le clivage entre le Québec et le reste du Canada (Taras 1993; Siegel 1996; Raboy 1997; Fletcher 1998; Hazel 2001; Rioux 2005; Oakes et Warren 2007; Freake 2012). À la lumière des inquiétudes autour de l'unité canadienne, leur rôle a donc fait l'objet de nombreux débats, voire de controverses, tant en politique qu'en recherche (Siegel 1996; Cohen-Almagor 2000; Hazel 2001). Les enquêtes menées au sujet de ce prétendu clivage médiatique sont toutefois peu concluantes. Tandis que des études plus récentes font état d'une convergence considérable des valeurs et des pratiques des journalistes québécois et canadiens (Pritchard et Sauvageau 1999; Bonin et coll. 2017; Rollwagen et coll. 2019), des doutes, surtout quant au contenu et à la présentation des nouvelles, persistent (Monière et Fortier 2000; Gagnon 2003; Hayes et coll. 2007; Young et Dugas 2012; mais voir aussi Soroka 2002; Chapman et Eichler 2014). Étant donné l'importance accordée à ce sujet, il est frappant que la recherche, hormis quelques exceptions (voir, entre autres, Robinson 1998), n'ait pas porté d'attention au clivage médiatique au sein du Québec, où les « deux solitudes » vivent côte à côte et où les négociations entre les deux communautés linguistiques sont particulièrement importantes pour le vivre-ensemble.

## 1.1 Pertinence du concept du cadrage

Ce travail cherche à combler cet écart en demandant si la couverture médiatique au Québec diverge aussi selon la langue du médium. Pour ce faire, il se sert du concept du cadrage. Trouvant ses origines dans les recherches sociologiques de Bateson ([1955] 1972) et de Goffman (1974), ce concept a été emprunté par la psychologie cognitive et par la communication politique, domaine dans lequel il est rapidement devenu l'un des plus importants types d'effets médiatiques des dernières décennies, selon Price et Tewksbury (1997, 175) (Van Gorp 2007, 60). S'inscrivant dans la tradition constructiviste adoptée dans la recherche sur les effets médiatiques vers les années 1980, le cadrage postule que l'individu doit activement construire sa réalité vécue, car celle-ci est, a priori, une table rase qui doit être interprétée (McQuail 2005; Esser 2015, 579). Comme l'illustre Edelman (1993, 232), « le monde social est un caméléon ou (...) un caléidoscope de réalités potentielles qui peuvent toutes être évoquées en altérant les manières dont les observations sont cadrées et catégorisées »<sup>1</sup>. Comme le sens ne s'attache pas automatiquement à des objets et des événements, l'individu s'appuie sur des schémas interprétatifs qu'il a appris et internalisés pour faire sens de son environnement (Scheufele 1999; Van Gorp 2007, 65-67; Snow et coll. 2007, 387). Ces schémas sont appelés des *cadres individuels*. Selon l'idée du cadrage, l'individu se sert également de systèmes de sens qui lui sont fournis par des médias et qui interagissent avec (et altèrent) ses cadres individuels (Scheufele 1999, 106). S'ils sont intégrés dans la pensée individuelle, ces *cadres médiatiques* peuvent exercer du pouvoir, notamment en portant l'attention publique sur un aspect particulier et en omettant d'autres (Kahneman et Tversky 1984; Pan et Kosicki 1993, 56-57; Entman 1993; 2003; Scheufele 1999, 106-7).

Mais un cadre médiatique n'est pas tout-puissant: son pouvoir est circonscrit, entre autres par la culture du public. Si un émetteur d'un message veut réussir à transmettre son cadre à un auditoire, ce cadre doit être congruent avec la culture des destinataires (Entman 2003, 422-23; Van Gorp 2007; 2010; Reese 2010). À la fois, le cadre médiatique n'émerge pas de rien: plutôt, il est aussi le résultat de processus conscients et inconscients au niveau de l'émetteur – dans notre cas, du journaliste. Celui-ci construit des cadres sous l'influence de facteurs individuels, professionnels et sociostructurels. C'est-à-dire que les valeurs professionnelles du journaliste, ses

---

<sup>1</sup> Traduction libre.

pratiques de routine, son rapport à ses sources et leurs stratégies de communication, ses attitudes et convictions politiques, son identité culturelle, la ligne éditoriale de son journal ou encore les opinions de son public auront une incidence sur son cadrage de l'événement (Scheufele 1999, 109-10; Borah 2011, 256; Brüggemann 2014). D'une part, nous mobilisons la littérature en communication, qui fait ressortir tant des différences de valeurs professionnelles entre des journalistes québécois et canadiens (quoique petites) que des différences de contenu médiatique. D'autre part, nous nous appuyons également sur les écrits d'autres disciplines qui indiquent des différences entre les Québécois francophones et anglophones quant aux valeurs et attitudes (Taylor et Dubé-Simard 1984; Labelle et coll. 1995; Oakes et Warren 2007; Medeiros 2019), aux comportements politiques (Blais 1991; Blais et coll. 1993; Nadeau et Fleury 1995; Drouilly 1999; Nadeau et Bélanger 1999; Gagné et Langlois 2000; Gidengil et coll. 2004; Bélanger et Perrella 2008) ou à la mémoire collective (Ramos et Gosine 2001; Bougie et coll. 2011). En partant de cette littérature, nous pouvons nous attendre à une divergence de cadrage entre la couverture francophone et anglophone.

Bien évidemment, examiner l'influence de chacun de ces facteurs sur les cadres identifiables dans la couverture médiatique dépasse la portée de ce projet. Nous proposons donc de mettre l'accent de notre travail sur un sous-processus particulier du cadrage, soit la « construction » de cadres par le journaliste et, plus particulièrement, sur le résultat de ce processus. L'objectif de ce travail sera alors d'identifier les cadres présents dans la couverture médiatique d'un sujet particulier.

## **1.2 Les débats linguistiques au Québec**

Concrètement, ce travail s'intéresse à la couverture des débats linguistiques au Québec. La langue est un enjeu particulièrement délicat au Québec depuis plus de 250 ans. L'histoire des relations entre les francophones et les anglophones au Québec est marquée par des négociations perpétuelles – et parfois conflictuelles – sur le statut de leurs communautés. Après la Conquête en 1759/60, ces relations s'articulaient sous forme de restrictions et concessions de l'élite anglaise face aux Canadiens français et leur langue (Levine 1990, 25-28). La langue a gagné en importance pour les francophones après la suppression de la rébellion des Patriotes en 1837/38 et les pressions exercées par l'élite britannique qui visaient à réduire le rôle des francophones sur le plan politique et démographique. En réaction à l'Acte d'Union (1840), mettant les francophones

dans une situation minoritaire au Canada-Uni, les francophones se sont refocalisés sur leurs traditions, leur langue et la religion pour ainsi assurer la survie de la culture canadienne-française en Amérique du Nord. C'est pendant cette période que le nationalisme canadien-français a commencé à se définir par la langue (Monière 2001). La séparation des systèmes institutionnels selon des critères religieux (et ultimement linguistiques) suite à la fondation de la Confédération a ensuite provoqué l'isolement des deux communautés, connu sous le terme de « deux solitudes ». Les inégalités sociales, économiques et politiques entre les anglophones et francophones causaient, dans les années 1960, l'émergence d'un néonationalisme et d'une identité québécoise dont le fait français et la promotion de la langue étaient des traits centraux (Levine 1990).

Même après la lutte réussie des francophones pour la protection et la valorisation de leur langue, qui a abouti à l'adoption de la Loi sur les langues officielles en 1969 et de la Charte de la langue française en 1977 au Québec, la question linguistique n'a rien perdu de son actualité. Selon un sondage Léger mené en septembre 2020, 71% des Québécois francophones s'inquiètent pour l'avenir de leur langue (*La Presse canadienne* 2020). En raison de l'intérêt du public, mais aussi du caractère conflictuel inhérent à cet enjeu, les médias au Québec suivent de manière intensive les débats linguistiques. Un des moments exemplaires de ce phénomène était l'affaire du soi-disant « Pastagate » en 2013, quand un inspecteur de l'Office québécois de la langue française (OQLF) avait envoyé une lettre d'avertissement à un propriétaire d'un restaurant, qui avait utilisé des mots italiens comme « pasta » et « vino » sur son menu – et cela en violation de la Charte de la langue française. L'incident, qui circulait d'abord sur les réseaux sociaux, a été rapidement repris par la presse écrite pour le présenter comme un scandale politique (Vessey 2016, 213-14). En conséquence de la pression publique générée en partie par une couverture médiatique négative reprochant au Québec de « déclarer la guerre à l'anglais » (Brenhouse 2013), la présidente de l'Office a dû démissionner (*Radio-Canada* 2013). Mais la sensibilité des médias québécois aux enjeux linguistiques a eu des effets sur les gouvernants à d'autres moments: en décembre 2018, un discours tenu en anglais par Valérie Plante, mairesse de Montréal, a provoqué de fortes réactions médiatiques et politiques. La controverse l'a incitée à s'excuser et à réaffirmer l'importance du français à Montréal (*Radio-Canada* 2018; Scott 2018). Plus récemment, en novembre 2020, une députée du Parti libéral du Canada a dû quitter son poste au sein du Comité permanent des langues officielles au Parlement après avoir remis en question le recul du français

au Québec (Lévesque et Dib 2020). Nous pouvons même observer une tendance du public de se servir de l'attention de la presse pour créer des tempêtes médiatiques autour des questions linguistiques. Quand l'OQLF a demandé un hôpital dans les Laurentides, en 2018, de retirer ses affiches bilingues (Corriveau 2019), un lecteur de l'hebdomadaire montréalais *The Suburban* a appelé les autres lecteurs à partager cet incident avec les médias nationaux et internationaux, « tout comme avec Pastagate » (Wajsman 2019). Cela montre que la langue reste une « fibre sensible de l'ADN québécois », pour le dire dans les mots du journaliste Pierre Asselin (2013), qui peut générer une couverture médiatique intensive.

Bien que les médias québécois et canadiens-anglais commencent à partager un agenda et à couvrir certains enjeux, comme les élections fédérales ou la politique internationale, d'une manière similaire, ce sont surtout les sujets constitutionnels et symboliques qui continuent de recevoir une couverture divergente dans la presse québécoise et canadienne (Siegel 1996, 222-23). La langue, qui est le marqueur clé de l'identité québécoise (francophone) et qui est, en conséquence, symboliquement chargée (Guibernau 2006, 52), est alors un enjeu particulièrement pertinent pour une étude qui cherche à explorer les différences de cadrage entre la presse anglophone et francophone du Québec. Pour cette raison, ce travail analysera la couverture du projet de loi 14, proposé par le gouvernement péquiste en décembre 2012, qui visait à réformer la Charte de la langue française. L'adoption de ce projet aurait apporté des changements importants dans de nombreuses sphères de la vie des Québécois, notamment en éducation, au travail et dans les villes bilingues. Dans les yeux de beaucoup d'anglophones, cependant, le projet de loi 14 aurait réduit leurs droits acquis. Le débat controversé, alimenté par une consultation publique à l'Assemblée nationale, par le « Pastagate » et par la mobilisation de divers groupes d'intérêt, a été couvert de manière abondante par la presse québécoise pendant presque un an jusqu'à l'abandon du projet en novembre 2013.

### **1.3 Plan du mémoire**

Ce travail cherche alors à répondre à la question de recherche spécifique suivante: le cadrage du projet de loi 14 était-il différent dans la couverture de la presse anglophone et francophone du Québec? Pour ce faire, le mémoire est structuré de la manière suivante.



D'abord, dans la revue de la littérature (chapitre 2), nous présentons les études qui ont été entreprises au sujet du clivage linguistique dans les médias canadiens. Nous exposons les origines historiques de l'idée de ce clivage et sa pertinence pour l'intégration canadienne. Nous voyons que les médias québécois ont contribué à la formation d'une identité québécoise plutôt qu'à la formation d'une identité pancanadienne (Siegel 1996; Fletcher 1998). Nous expliquons ensuite comment les médias québécois et canadiens-anglais divergent quant au contenu de leur couverture avant de résumer les études qui se sont intéressées à la culture professionnelle des journalistes canadiens. La revue de la littérature illustre que la majorité des études compare la couverture de presse canadienne et québécoise au lieu d'analyser les différences et les ressemblances de couverture dans la presse anglophone et francophone au Québec. C'est donc cette lacune qui inspire et justifie ce travail.

Ensuite, nous présentons notre cadre conceptuel (chapitre 3). Nous explorons, premièrement, les origines du concept du cadrage pour comprendre sa pertinence pour la recherche en communication. Puis, nous définissons les cadres individuels et médiatiques et nous découvrons, ensuite, comment ils interagissent. Après, nous intégrons les connaissances acquises lors de la revue de la littérature dans un modèle de cadrage pour présenter le raisonnement qui sous-tend notre enquête et pour démontrer la pertinence du concept du cadrage pour ce travail. Selon notre raisonnement, les facteurs influençant le travail du journaliste ainsi que les caractéristiques de son lectorat devraient varier selon la communauté linguistique à laquelle ils appartiennent. Nous formulons l'hypothèse, en conséquence, que le cadrage des débats linguistiques diverge dans la presse anglophone et francophone au Québec. Nous concluons ce chapitre par un rappel des traits centraux du concept qui guident notre approche méthodologique.

Dans le quatrième chapitre, nous traitons de la méthode appliquée pour répondre à la question de recherche. Après une recension des approches principales, nous exposons notre approche mixte qui consiste, d'une part, à effectuer une analyse automatisée qui oriente l'analyse des textes et, d'autre part, à effectuer une lecture approfondie qui s'appuie sur une démarche qualitative proposée par Van Gorp (2005). Le chapitre donne aussi un aperçu de notre étude de cas, de notre échantillon et de notre grille d'analyse.

Dans le cinquième chapitre, nous présentons les résultats de notre travail. Nous décrivons en détail les cinq cadres médiatiques identifiés lors de notre recherche, tant qualitativement que

quantitativement. Les résultats obtenus nous servent à conclure qu'il existe effectivement un clivage médiatique entre les journaux anglophones et francophones quant à leur couverture du projet de loi 14, surtout sur le plan quantitatif. Les différences observées confirment les résultats de certaines études menées au niveau national constatant que les médias québécois et canadiens-anglais mettent l'accent sur différents aspects d'un même sujet, et cela particulièrement dans la couverture d'enjeux identitaires et constitutionnels.

Finalement, dans la conclusion, les résultats principaux de la recherche sont synthétisés. Selon nous, il existe de différences significatives quant à l'emploi et à l'articulation de plusieurs cadres identifiés. À la fois, il y a aussi un certain échange de perspectives dans la presse québécoise, ce qui suggère que les Québécois francophones et anglophones n'habitent pas deux mondes médiatiques isolés. En plus, ce chapitre nous sert également à réfléchir sur le rôle des médias communautaires, sur la méthodologie appliquée, sur les limitations de notre étude et sur de possibles pistes de recherche. Nous constatons ainsi que les médias communautaires en milieu minoritaire sont plus politisés et présentent d'autres récits et points de vue que les plus grands journaux. Nous recommandons donc l'inclusion de ces journaux dans des futures recherches pour dresser un portrait plus complet des discours médiatiques et publics. Nous concluons aussi que, d'un côté, notre méthodologie mixte facilite l'analyse d'un vaste corpus médiatique, mais qu'elle n'évacue pas complètement le biais du chercheur. D'ailleurs, une analyse quantitative plus étendue peut apporter plus de précision à une telle analyse. Enfin, nous espérons inspirer de futures recherches sur les facteurs menant à une couverture médiatique divergente.

## 2. Revue de la littérature

Les débats autour des relations entre les Québécois anglophones et francophones sont aussi vieux que le Québec lui-même. La coexistence historique de ces deux communautés linguistiques est caractérisée par une négociation perpétuelle, par des conflits et de coopération. Cependant, ce sont la montée du néonationalisme québécois pendant les années 1960, l'émergence du mouvement souverainiste et leurs effets sur l'unité politique canadienne qui ont stimulé un véritable effort de chercheurs pour comprendre le rôle de la langue dans les dynamiques sociopolitiques au Québec et au Canada. En sociologie et en science politique, des chercheurs se sont, entre autres, intéressés au lien entre la langue et le vote péquiste ou le mouvement souverainiste (Olzak 1982; Blais et coll 1995; Nadeau et Fleury 1995; Gidengil et coll. 2004). Dans une multitude d'études, des politologues ont caractérisé la langue comme un des déterminants de vote principaux lors des élections et les référendums sur la souveraineté du Québec (Blais et coll. 1993; Drouilly 1999; Nadeau et Bélanger 1999; 2013; Gagné et Langlois 2000; Bélanger et Perrella 2008). D'autres chercheurs encore ont investigué comment l'appartenance à l'une des deux communautés linguistiques influence les perceptions et attitudes ainsi que la mémoire collective de leurs membres (Taylor et Dubé-Simard 1984; Bougie et coll. 2011). En plus, les chercheurs en sociologie et en anthropologie ont étudié et identifié les conceptions de la nation et de la citoyenneté présentes au sein des deux groupes (Labelle et coll. 1995; Salée 1997; Oakes et Warren 2007). Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que la recherche en communication se soit également intéressée à la présence d'un clivage linguistique entre les médias anglophones et francophones au Canada et, dans une moindre mesure, au Québec. Étant donné leur rôle comme source d'information, mais aussi comme véhicules d'une culture et d'une identité, ce questionnement est d'une grande importance pour l'unité canadienne, mais aussi pour comprendre le vivre-ensemble québécois.

Ce chapitre examine en particulier trois aspects de ce clivage. Premièrement, il présente l'importance des médias pour le *nation building* canadien et l'hypothèse qu'il existe deux systèmes médiatiques au Canada. Deuxièmement, il s'intéresse aux différences et similitudes de contenu de la couverture médiatique anglophone et francophone de manière générale et dans le traitement d'enjeux spécifiques. Finalement, il discute de possibles différences dans la culture et les valeurs professionnelles des journalistes francophones et anglophones. Nous constatons,

cependant, que la plupart des études opposent dans leur analyse les médias québécois aux médias canadiens-anglais au lieu d'examiner les différences et ressemblances entre la presse de langues française et anglaise au Québec. Ce dernier aspect mérite donc notre attention.

## **2.1 Le *nation building* canadien et l'émergence de deux systèmes médiatiques**

La préoccupation avec un présumé clivage médiatique au Canada est profondément liée à l'inquiétude concernant l'unité canadienne. L'interrogation quant à l'avenir de la confédération gagne particulièrement en importance à partir des années 1960, lors de la Révolution tranquille au Québec et l'émergence du néonationalisme québécois<sup>2</sup>, et puis pendant les années 1970, 80 et 90, qui ont été marquées par l'arrivée du Parti québécois et par les deux référendums de 1980 et 1995 et les crises constitutionnelles. Pendant ce temps, les médias francophones ont, d'un côté, activement contribué au développement d'une identité spécifiquement québécoise, éloignant ainsi les Québécois de leurs concitoyens du Canada anglophone. D'un autre côté, ils ont fait l'objet d'attaques politiques, leur reprochant incorrectement d'être biaisés, de défendre un agenda indépendantiste et de tromper leurs auditoires. Ces controverses ont incité un grand intérêt académique pour le système médiatique canadien, mais aussi une grande ambition politique de mettre les médias publics au service de l'unité canadienne et d'investiguer le rôle des médias dans la préservation (ou la destruction) de celle-ci.

L'association entre l'unité nationale et les médias se fonde, selon Siegel (1996), sur l'idée (exprimée par Karl Deutsch dans son ouvrage *Nationalism and Social Communication*) selon laquelle au sein d'un peuple, les membres doivent être capables de communiquer efficacement avec d'autres membres pour constituer une nation. Mais un réseau communicationnel au niveau pancanadien était loin de se réaliser, comme le décrit Siegel (1996) dans son ouvrage *Politics and the Media in Canada*. D'abord, sur le plan identitaire, les Canadiens manquaient de récits, mythes et symboles unificateurs, étant donné que la fondation du Canada n'était pas le résultat

---

<sup>2</sup> Nous parlons ici du « néonationalisme », car celui-ci se distinguait du « nationalisme de conservation » (Monière 2001) qui s'exprimait par l'idéologie de survivance entre les années 1840 et 1950. Ce nationalisme de conservation, qui était un nationalisme ethnique fondé sur les valeurs traditionnelles et rurales, était remplacé, au cours de la Révolution tranquille, par un nationalisme moderne. Plus approprié pour une société urbaine, industrielle et séculaire, le néonationalisme québécois visait la congruence entre la nation et le territoire québécois et remettait en question la dominance économique et sociale de l'élite anglophone (Levine 1990, 45-50; Monière 2001; Oakes et Warren 2007, 27).

d'un événement mémorable ou d'une lutte collective. L'identité canadienne était (et reste) alors faible. La présence de deux groupes linguistiques majeurs avec leurs propres institutions et des cultures distinctes restreint encore plus la communication entre les membres des deux groupes, faute d'une langue ou de références communes. À ces raisons s'ajoutent des difficultés géographiques: les grandes distances au Canada rendent l'échange entre les citoyens canadiens de différentes régions difficile, ce qui renforce, en conséquence, la tendance à la régionalisation des interactions et des communications. Pourtant, la concentration de la population canadienne à proximité de la frontière étatsunienne favorise, à son tour, le flux communicationnel entre les régions frontalières canadiennes et les États-Unis plutôt qu'un échange entre l'Ouest et l'Est canadien. Cette constellation de facteurs, couplée à la mondialisation et l'émergence du néonationalisme québécois, mène à deux pressions sur l'unité nationale en matière communicationnelle. Premièrement, la forte influence culturelle des États-Unis et l'importation de ses produits culturels au Canada, font en sorte que les Canadiens anglophones, par leur consommation médiatique, voient le monde à travers les yeux des Américains. Deuxièmement, le Canada et son réseau médiatique doivent contenir l'éloignement de ses périphéries (surtout du Québec) en promouvant une identité pancanadienne centrale sans pour autant abolir le système bilingue et biculturel sur lequel se fonde le Canada contemporain (Siegel 1996).

Dans ce contexte, les espoirs étaient portés vers les médias, qui étaient censés favoriser le *nation building* (Siegel 1996, 27-8). En partant de l'idée qu'une « nation suppose une vision commune de l'être ensemble », une identité nationale ne pourrait émerger « que si les individus juge[raient] la réalité avec les mêmes références » (Monière et Fortier 2000, 9). En suivant la logique de Deutsch, qui constate que le sentiment d'appartenance nationale est fortement lié au développement des réseaux de communication (Monière et Fortier 2000), le gouvernement canadien voyait dans les médias un outil pour façonner l'identité nationale canadienne et établissait diverses institutions pour contribuer au *nation building* canadien, comme la CBC/Radio-Canada, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) ou l'Office national du film (Siegel 1996).

Cependant, la capacité des médias, qu'ils soient publics ou privés, de produire le résultat souhaité, soit une vision canadienne du monde dans laquelle se reconnaissent tous les groupes sociaux, était limitée. Dans le contexte d'une conscience aigüe quant à l'unité nationale, plusieurs

instances ont enquêté sur l'état des médias au Canada entre les années 1960 et 1980. En 1965, la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme aborde dans son rapport préliminaire (Canada 1965, 71-3) le rôle des médias de masse dans les relations entre les Canadiens francophones et anglophones. Les auteurs du rapport soulignent la forte présence d'agendas régionaux tant dans la presse écrite qu'à la télévision publique et privée. Par ailleurs, ils observent que les médias ne sont pas seulement incapables de transmettre une perspective canadienne sur des enjeux; ils représentent aussi mal les membres et l'actualité de l'autre groupe linguistique, contribuant ainsi à une aliénation des groupes linguistiques et à l'ignorance de leur situation. En 1970, le Comité spécial du Sénat sur les moyens de communication de masse avance que le journalisme québécois diffère du journalisme du reste du Canada, entre autres quant aux traditions, aux préférences du public, à la situation économique et aux mythes véhiculés. Selon le rapport du comité, la différence était si grande que les médias québécois « ne peuvent être simplement considérés comme une partie du tout canadien » (Canada 1970, 105).

D'un point de vue gouvernemental, l'échec du système de radiodiffusion publique de contribuer à la formation d'une identité canadienne constituait une déception. Selon une étude de Siegel (1979), les journaux télévisés de CBC et de la SRC ne contribuent pas à la création de cette identité commune. Au contraire, le processus de sélection du contenu médiatique et de l'évaluation de l'intérêt de la nouvelle tendait même à renforcer les différences de valeurs selon des critères linguistiques (Fletcher 1998; Monière et Fortier 2000). En modelant la structure du système de radiodiffusion publique d'après la dualité linguistique des institutions fédérales, le gouvernement a ainsi créé une chaîne publique qui a, d'un côté, le mandat de promouvoir l'unité de l'État, mais qui renforce, d'un autre côté, les forces à ses périphéries. Qui plus est, la couverture de la SRC a soulevé la suspicion de politiciens, qui l'ont accusée de promouvoir un agenda séparatiste, voire de la propagande, en couvrant la crise d'octobre, les élections de 1976 menant à la victoire du PQ et les deux référendums sur la souveraineté du Québec. Même si les deux enquêtes dans les pratiques de la chaîne publique, soit l'enquête du comité Boyle, établie en 1977 par le CRTC, et du groupe Erin Research de 1997, n'ont pas trouvé de couverture partisane, voire de la manipulation, elles ont confirmé la divergence de couverture journalistique entre la CBC et la SRC (Raboy 1997; Robinson 1998; Hazel 2001, 103).

En effet, au lieu de créer un espace communicationnel singulier au Canada, la couverture de la SRC, avec son attention particulière aux affaires québécoises, a permis aux Québécois (francophones) de voir des représentations d’eux-mêmes à la télévision, de communiquer entre eux sur un même agenda et à travers une chaîne commune, contribuant ainsi à la formation d’une identité spécifiquement québécoise. Simultanément, les Canadiens anglophones, en raison de leur consommation médiatique, voyaient avant tout une représentation de la réalité américaine (Fletcher 1998). Fletcher (1998) argumente, par conséquent, que le Canada a établi un réseau de communications sans pour autant promouvoir l’idée d’une nation canadienne. À travers différentes études sur le contenu de la CBC et de la SRC (voir section 2.2 pour plus de détails), il s’est donc formé, entre les années 70 et 90, un large consensus en recherche autour du constat qu’il existe deux systèmes médiatiques distincts qui s’interpénètrent rarement au Canada. Cette division des médias canadiens, qualifiée d’« apartheid culturel » par le comité Boyle, était le résultat d’un manque d’intérêt mutuel entre les deux branches de la CBC et les différences entre les journalistes francophones et anglophones quant à leurs opinions, attitudes et pratiques (Siegel 1979; Raboy 1997, 317; Fletcher 1998; Robinson 1998; Rioux 2005, 10; Erk 2008, 50; Freake 2012).

Toutefois, le rapprochement des médias québécois des médias anglo-canadiens quant à la couverture de certains enjeux (Siegel 1979, 5-7) et la similitude des valeurs professionnelles des journalistes canadiens (Pritchard et Sauvageau 1999) remettent la persistance de ces deux systèmes de plus en plus en question (voir prochaines sections). Une étude récente de Thibault et coll. (2020) n’a pas pu observer une variation régionale significative de professionnalisation et de politisation médiatique au Canada. Les résultats de cette étude ne soutiennent pas l’idée selon laquelle le système médiatique québécois constitue un sous-système distinct de ceux des autres provinces canadiennes, comme Hallin et Mancini l’avaient suggéré (2004).

## **2.2 Contenu des messages médiatiques**

L’hypothèse du clivage linguistique au Canada est fondée sur un ensemble d’études comparatives abordant les différences de couverture dans les médias anglophones et francophones. Ces recherches portent tant sur le contenu que sur le style de la couverture. Ceux-ci varient dans leur degré de divergence ou de convergence, ce qui dresse une image ambiguë et nuancée de l’état du clivage médiatique. D’un côté, une tendance légère vers la convergence peut

être observée à travers le temps. D'un autre côté, les divergences persistent quant à la couverture de certains sujets.

L'inquiétude sur l'unité canadienne, tant politique que médiatique, a motivé une vague de recherches en communication entre les années 1970 et 90 sur les similitudes et différences de contenu, surtout dans la presse écrite et sur la CBC et la SRC. Sur le plan de l'agenda des médias, plusieurs études constatent que les médias québécois et les médias du Canada anglais portent l'attention sur différents sujets. C'est le cas de la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme qui, dans son rapport de 1965, souligne que les médias écrits et la télévision publique voient l'actualité à travers un spectre régional qui ignore largement les développements dans d'autres régions du pays (Canada 1965). De leur côté, Soderlund et coll. (1980) confirment dans leur analyse de la couverture de l'intégration canadienne à travers l'année 1976 qu'il existe des agendas régionaux et linguistiques dans les journaux canadiens. C'est-à-dire que les journaux québécois se concentrent davantage sur la politique québécoise, tandis que les médias anglo-canadiens portent plus d'attention à la politique fédérale. En plus, en traitant la politique nationale, les médias francophones semblent être plus attentifs aux enjeux constitutionnels et linguistiques, tandis que les médias anglais s'intéressent plus à l'économie (Fletcher 1998; Rioux 2005, 11). Cette divergence se montre, par exemple, dans la couverture francophone de la Cour suprême du Canada. Selon Sauvageau et coll. (2006, 49), les médias francophones sont généralement moins intéressés dans les affaires juridiques qui ne touchent pas aux intérêts du Québec. Dans la couverture de la politique internationale, diverses études indiquent que les médias québécois s'intéressent au rôle du Québec à l'international et qu'ils s'orientent vers l'Europe occidentale et la Francophonie, tandis que les médias anglo-canadiens accordent plus d'attention aux États-Unis que les médias québécois (Siegel 1979; Burton et coll. 1995, 67; Cohen-Almagor 2000). D'autres études, cependant, proposent que la couverture converge de plus en plus, notamment en raison de l'influence des agences de presse (Siegel 1996, 222). Une plus grande homogénéité a été observée, entre autres, dans la couverture de certains sujets à l'échelle nationale, comme lors d'élections fédérales puisque ce sont les partis politiques qui établissent l'agenda plutôt que les médias (Halford et coll. 1983; Fletcher 1998).

Les mêmes phénomènes s'appliquent également à la couverture par la CBC et par la SRC (Siegel 1979; Fletcher 1998). Outre la plus grande attention qu'accorde la SRC à l'actualité



québécoise, Siegel remarque en 1979 un plus grand intérêt des médias francophones à la politique et aux personnalités, alors que les médias anglophones préféraient couvrir des institutions, le sport, les finances et les juges. Même si Siegel observe aussi que l'écart entre la couverture de la CBC et de la SRC se réduit, notamment grâce à la couverture plus étendue de la politique nationale par la SRC, les divergences de l'agenda des deux chaînes publiques ne disparaissent que lentement. Dans leur comparaison des bulletins télévisés de la CBC, de la SRC et de la chaîne privée TVA, Monière et Fortier (2000) observent, 20 ans après l'étude comparative de Siegel (1979), cette même tendance en notant que les chaînes francophones privée et publique consacrent encore plus d'attention au sujet de la souveraineté, de la langue et de la culture que la CBC. Les auteurs notent néanmoins que les trois chaînes ont accordé le même niveau d'importance aux enjeux politiques. Selon les auteurs, l'opposition entre l'agenda de la SRC et de la CBC ne s'explique pas par une attitude francophone particulière, mais en raison de la pression économique qu'exerce la chaîne privée TVA sur la SRC, ce qui incite la SRC à favoriser une couverture plus proche de son auditoire.

À l'opposé de cette littérature, les travaux de Soroka (2002, 116-17) ne confirment pas l'hypothèse des agendas régionaux et linguistiques. Selon lui, par rapport à la *saillance*, il existe un agenda médiatique et un agenda public canadiens avec des différences régionales peu prononcées. Cependant, son étude ne permet pas de conclusion sur le *contenu* des messages.

D'ailleurs, plusieurs études comparatives se concentrent sur la couverture médiatique d'événements précis. Concrètement, comme la préoccupation sur un prétendu clivage était particulièrement présente lors de la montée du mouvement souverainiste et du questionnement politique sur l'existence d'un biais médiatique, la plus grande partie de ces études datent des années 1970, 1980 et 1990 et elles analysent la couverture d'événements en lien avec l'intégration canadienne, l'indépendance du Québec et les enjeux constitutionnels.

Dans le contexte de la crise d'octobre, Hazel (2001) et Cohen-Almagor (2000) constatent que les médias québécois s'intéressaient à d'autres aspects de la crise que les médias canadiens-anglais et qu'ils réagissaient, en partie, de manière différente à l'invocation de la Loi sur les mesures de guerre. Halford et coll. (1983) observent ce même phénomène lors de la campagne référendaire de 1980: même si l'agenda des médias québécois était similaire de celui des médias canadiens-anglais, ils mettaient l'accent sur différents aspects du débat. Dans les médias

anglophones et francophones du Québec, cette divergence de contenu était accompagnée par le développement de styles audiovisuels et de traitements narratifs spécifiques au contexte idéologique et culturel des auditoires ciblés (Robinson 1998). Ensuite, les négociations du lac Meech ont également été présentées différemment par la CBC et la SRC, même si les deux chaînes de télévision exagéraient l'importance d'événements symboliquement et émotionnellement chargés (Taras 1993). Quant au second référendum en 1995, Hazel (2001) et Gagnon (2003) observent que la couverture de la campagne était nettement plus polarisée dans les médias anglophones, qui étaient contre la souveraineté du Québec, que dans les médias francophones. Finalement, dans leur analyse de la couverture du renvoi relatif à la sécession du Québec, rendu par la Cour suprême en 1998, Sauvageau et coll. (2006, 101-2) ont trouvé une plus forte présence du cadre stratégique dans la presse francophone que dans la presse anglophone. Cependant, selon eux, les réactions à la décision se ressemblaient dans les deux groupes de journaux.

Les études récentes, effectuées après les crises constitutionnelles et pendant une période de calme relatif, sont plus ponctuelles et diverses dans leur choix d'enjeux. Elles révèlent, entre autres, que les médias anglophones s'intéressent plus aux enjeux militaires et qu'ils sont plus favorables aux interventions militaires (Rioux 2005; Chapman et Eichler 2014). Malgré ces différences d'attitude et d'attention, Chapman et Eichler (2014) soulignent la large convergence dans la couverture de femmes dans les forces armées: les deux groupes de médias mettent l'accent sur le progrès social et sur l'égalité entre hommes et femmes. Elles concluent alors que, dans le domaine spécifique d'égalité de sexes dans l'armée canadienne, il n'existe aucune division entre les médias québécois et les médias du reste du Canada. En matière de santé publique, Hayes et coll. (2007) remarquent que les médias anglophones mettent l'accent sur la fourniture de soins et sur l'environnement physique, tandis que les médias francophones s'interrogent sur la régulation, la gestion et le progrès de la médecine. En matière des enjeux environnementaux, Young et Dugas (2012) expliquent que les médias anglophones non seulement présentent les enjeux environnementaux différemment, mais qu'ils emploient aussi un ton plus sceptique, tandis que les médias francophones acceptent plus généralement le consensus scientifique et tendent moins à permettre d'autres perspectives sceptiques. Quant à la couverture de la Cour suprême du Canada, Sauvageau et coll. (2006) diagnostiquent que les médias francophones ont, en général, une attitude plus positive envers la Cour, critiquent moins son

activisme juridique que les médias anglophones, mais qu'ils sont aussi moins intéressés par la Cour comme institution. En outre, leur analyse montre que les médias francophones ont pris une perspective et un ton différents dans leur couverture de plusieurs affaires devant la Cour.

En ce qui concerne spécifiquement la politique linguistique, qui sera traitée dans ce travail, Soderlund et coll. (1980) montrent que la politique linguistique québécoise est plus saillante dans les médias québécois et que la politique linguistique fédérale est plus saillante dans les médias du reste du Canada. Cependant, le bilinguisme est traité le plus fréquemment par les médias québécois et particulièrement par les médias anglo-québécois. En plus, la manière dont les médias couvrent les langues diffère. Vessey (2016) et Freake (2012, 5-8) ont développé un inventaire « d'idéologies linguistiques » dans les médias canadiens, qui présente les attitudes et convictions envers les deux langues qui sont le plus fréquemment véhiculées par les médias. Ainsi, pour les journaux anglo-canadiens, elles constatent la présence d'une « idéologie monolingue » qui présente l'anglais comme la norme au Canada anglais tandis qu'elle réduit le fait français au Québec.<sup>3</sup> La presse anglophone expose aussi une vision instrumentaliste de la langue, selon laquelle cette dernière est avant tout un « outil » avec une valeur pragmatique pour le vivre-ensemble. Les journaux francophones, selon Freake (2012, 6), sont « linguistiquement hypersensibles »; ils font alors plus attention aux enjeux linguistiques que leurs homologues anglophones. Tout comme la presse anglophone, la presse francophone présente une « idéologie monolingue » favorisant la perception du Québec comme province unilingue française. Mais, en opposition aux journaux anglophones, la presse francophone perçoit la langue plutôt comme une valeur qui fait partie intégrale du système identitaire et qui est un véhicule de l'héritage et du nationalisme québécois. En outre, la presse francophone met l'accent sur les besoins de standardisation et sur la qualité de la langue. Finalement, elle perpétue la perception du français comme langue menacée. Selon cette idéologie, la menace est posée par les anglophones et les allophones (qui sont ainsi amalgamés dans un seul groupe) et par le bilinguisme qui est soupçonné de causer une assimilation des francophones à long terme. Cette idée est souvent ridiculisée dans les médias anglophones.

---

<sup>3</sup> Freake (2012) appelle cette idéologie « anglonormativité ».

Nous voyons donc que, malgré les rapprochements de couverture dans les médias anglophones et francophones (p.ex. dans le contexte des élections fédérales), des différences persistent, notamment quant à la couverture d'enjeux liés à l'identité et à la politique québécoise.

## **2.3 Deux cultures journalistiques?**

L'existence des deux systèmes médiatiques a largement été attribuée à une prétendue présence de deux cultures journalistiques au Canada, l'une inspirée par la culture journalistique française, l'autre par le journalisme nord-américain. Ces notions sont fondées sur une conceptualisation qui a été construite, entre autres, par Benson (2002) et Chalaby (1996). Selon cette différenciation, le journalisme nord-américain est caractérisé par un style objectif et strictement factuel, tandis que le journalisme français est, en raison de son ancrage historique dans le domaine littéraire et politique, plus subjectif et orienté sur l'expression d'une opinion personnelle (Chalaby 1996, 311; Benson 2002, 51-3).

C'est la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme qui constate, pendant les années 1960, que les journalistes francophones accordent plus d'importance à l'interprétation de l'actualité que les journalistes anglophones (Siegel 1996, 219). Dans le même ordre d'idées, la Commission royale sur les quotidiens (1980) a expliqué le style distinct de la presse québécoise par la culture particulière du Québec. Selon la Commission, la presse francophone se distinguait par un activisme et sa propension à promouvoir la cause nationaliste au détriment des faits et de l'objectivité. La Commission constatait aussi que la presse francophone favorisait l'analyse plutôt que le reportage, et qu'elle était caractérisée par sa proximité avec le domaine politique (McCormack 1983, 466; Canada 1981, 23-5; Siegel 1996, 220). Étant donné le contexte historique dans lequel se sont déroulées les deux commissions royales, l'hypothèse de l'activisme des journalistes francophones semble justifiée. En effet, le journalisme francophone a été un facteur déterminant dans le développement, l'expression et la promotion du nationalisme québécois (Gittersos 2011, 84). Dans le contexte spécifique de la Révolution tranquille, une nouvelle génération de jeunes journalistes, souvent néonationalistes, ont été engagés par les journaux francophones. Ces journalistes se considéraient comme membres d'une élite intellectuelle et agents d'une transformation sociopolitique. En outre, les conflits de travail entre les journalistes et les propriétaires pendant les années 1960 et 70 ont encouragé

l'activisme syndical des journalistes francophones, en opposition à l'individualisme nord-américain (Taras 1993; Hazel 2001; Gitersos 2011, 84-90; Young et Dugas 2012).

Néanmoins, Pritchard et Sauvageau (1999) réfutent l'hypothèse des deux cultures journalistiques. Leur enquête sur les valeurs professionnelles des journalistes canadiens montre que les journalistes anglophones et francophones priorisent les mêmes valeurs journalistiques<sup>4</sup> et qu'il existe un « credo » professionnel qui unit les deux groupes. Ils soulignent même que les journalistes francophones valorisent l'objectivité journalistique encore plus que leurs pairs anglophones, ce qui infirme l'idée du journaliste francophone activiste. Cela dit, dans une étude subséquente menée en 2003, Pritchard et coll. (2005) constatent qu'un petit clivage a émergé entre les deux groupes de journalistes. Si les deux groupes de journalistes identifient toujours les mêmes valeurs fondamentales, les journalistes anglophones leur attribuent une moins grande importance comparativement à leurs pairs francophones. Pritchard et coll. (2005) expliquent cette divergence par la plus forte socialisation des journalistes francophones par la FPJQ et par les scandales couverts par les journalistes anglophones qui ont façonné leurs pratiques et convictions professionnelles. À l'aide d'un sondage auprès d'experts canadiens en journalisme, Thibault et coll. (2020, 9) viennent à une conclusion similaire. Selon les experts sondés, il n'existe pas d'écart significatif au niveau de la professionnalisation des journalistes québécois et ceux des autres provinces canadiennes. En revanche, Bonin et coll. (2017, 549) dressent un portrait plus ambigu: même s'ils confirment que les journalistes anglophones et francophones ont beaucoup en commun, ils avancent que les journalistes francophones (au Canada et ailleurs) sont plus idéalistes et cherchent activement à avoir un impact sur la société. Le credo des journalistes canadiens évoqué par Pritchard et Sauvageau en 1999 reste cependant largement intact, comme le constatent Rollwagen et coll. (2019) dans leur étude comparative analysant les rôles que s'attribuent les journalistes canadiens. Les journalistes canadiens se distinguent ainsi des journalistes du reste du monde par la plus grande importance qu'ils attribuent à leur rôle d'observateur détaché (*monitorial role*) et à leur fonction d'analyser les événements et affaires actuels. D'ailleurs, ils considèrent moins importants les rôles interventionniste, collaboratif et d'accommodement en comparaison avec les journalistes du reste du monde (Rollwagen et coll.

---

<sup>4</sup> Ces valeurs sont notamment: la transmission adéquate de l'opinion d'un personnage public, la transmission rapide de l'information, l'opportunité d'expression pour les citoyens, l'enquête des activités du gouvernement et des institutions publiques et l'analyse et interprétation d'enjeux complexes (Pritchard et Sauvageau 1999, 90-1).

2019, 469-70, 472-73). Il est toutefois à noter que cette étude ne fait pas de distinction entre les journalistes anglophones et francophones, mais qu'elle les regroupe dans un seul groupe de journalistes canadiens. En outre, les conclusions que l'on peut tirer de ces études sont limitées par le fait qu'elles examinent les perceptions que s'attribuent les journalistes eux-mêmes. En se basant sur une analyse du contenu des bulletins télévisés de CBC et SRC en 1998, Monière et Fortier (2000, 109) viennent à la conclusion que « [la] recherche d'un effet d'objectivité par la confrontation des points de vue divergents est (...) moins fréquente chez les journalistes francophones que chez les journalistes anglophones », ce qui conduit les journalistes de la SRC et de TVA à présenter une nouvelle plus souvent d'un seul point de vue. Même si les études sur les journalistes canadiens ne permettent pas de formuler une conclusion claire, elles illustrent un rapprochement des perceptions et des pratiques professionnelles des journalistes francophones et anglophones.

Ce constat n'invalide pas nécessairement l'hypothèse des deux cultures journalistiques et de l'activisme des journalistes francophones. Plutôt, on peut interpréter ces observations comme les résultats d'un processus historique au lieu d'un conflit entre deux thèses contradictoires. Au moment de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme ou de la Commission royale sur les quotidiens, une partie des journalistes francophones étaient effectivement impliqués dans la transformation de la société québécoise. Cet activisme politique et social passait toutefois à l'arrière-plan en raison de la privatisation de la presse québécoise et de la crise d'octobre en 1970, qui a fondamentalement transformé la culture professionnelle des journalistes québécois. L'arrestation de journalistes, d'artistes et de fonctionnaires souverainistes durant les événements d'octobre a en effet favorisé un phénomène d'autocensure journalistique (Gittersos 2011, 88-90). Ensuite, la « crise du biais médiatique » (Siegel 1996, 227) autour du prétendu biais des médias francophones en faveur de la souveraineté ainsi que les pressions exercées par les propriétaires sur des journalistes partisans lors des campagnes référendaires (Robinson 1998, 40-48) ont contribué à l'expansion des notions d'équilibre et d'impartialité dans la presse francophone. Le journalisme franco-québécois s'est donc progressivement intégré dans le *mainstream* nord-américain.

D'autre part, l'importance accordée aux considérations économiques incite les journalistes à se préoccuper davantage de leurs audiences et de leurs attentes. Considérant les attitudes

sociopolitiques distinctes des Québécois des Anglo-Canadiens (voir, entre autres, Adams 2003, 81-9; Henderson 2004; Langlois 1990), les journalistes québécois devraient adapter leur discours aux opinions répandues dans leur auditoire. En citant l'ancien président de *La Presse*, Roger D. Landry, Monière et Fortier (2000, 13) confirment que les « journaux subordonnent leur impératif d'objectivité à l'opinion de leur lectorat ». Appliqué au contexte référendaire, cela se traduit dans une couverture plus équilibrée dans les médias francophones, reflétant son auditoire divisé, et une couverture plus partielle dans les médias anglophones, dont l'auditoire est relativement homogène. Selon Arnopoulos et Clift (1984, 125), les impératifs économiques et la recherche du profit expliquent aussi pourquoi les médias anglophones au Québec contribuent à l'isolement de leur communauté en amplifiant l'opinion présente dans le public qu'ils desservent. En plus de devoir répondre aux attitudes du public, les journalistes opèrent dans un contexte culturel spécifique qui les amène à (consciemment ou inconsciemment) employer des symboles, récits et mythes propres à leur communauté culturelle. Les différentes expériences historiques des Québécois francophones et des Québécois anglophones impliquent un style de discours unique pour chaque groupe de médias (Fletcher 1998; Ramos et Gosine 2001, 26).

La divergence de couverture médiatique semble donc être moins informée par la présence de deux cultures professionnelles, mais par des déterminants sociaux et économiques qui influencent la sélection et la présentation de sujets par les journalistes. L'interaction limitée entre les journalistes anglophones et francophones (p.ex. par un manque de traduction, de consommation de médias de l'autre communauté, etc.) et leur manque d'intérêt mutuel ne font que perpétuer et solidifier les différences de couverture (Siegel 1996, 223; Pritchard et Sauvageau 1999, 109-110).

En somme, on constate un rapprochement de couverture médiatique anglophone et francophone. Le traitement de certains sujets nationaux et de la politique internationale montre des similitudes, mais dans le contexte d'enjeux régionaux, constitutionnels et identitaires, un clivage linguistique persiste. Par contre, contrairement à la présomption souvent propagée, ce clivage ne semble pas être dû à l'existence de différentes cultures journalistiques, mais à des facteurs socioculturels, culturels et économiques plus larges qui influencent le travail journalistique. Cependant, la radiodiffusion publique canadienne, elle-même divisée selon les frontières linguistiques, n'est pas apte à combler ces différences et à créer une identité

pancanadienne. Si l'on conçoit les nations comme des réseaux au sein desquels les membres entretiennent des flux communicationnels plus réguliers et intensifs qu'avec les membres d'autres groupes (Balthazar 1996), les observations semblent impliquer que le Canada dispose de plus d'un tel réseau. La difficulté du système médiatique canadien de faire passer un débat sous les mêmes termes et d'exposer la population aux mêmes arguments rend l'arbitrage de défis sociaux plus compliqué (Starowicz 1993).

## **2.4 L'apport de l'étude pour combler les lacunes de la littérature**

La littérature académique présente deux lacunes importantes que ce travail cherchera à combler. Premièrement, hormis quelques exceptions comme Robinson (1998), la recherche sur le clivage médiatique se concentre surtout sur les différences de couverture entre le Québec et le Canada anglais. Les différences entre la couverture des médias anglo-québécois et des médias francophones sont largement ignorées. Il reste alors à vérifier si les clivages constatés à l'échelle nationale sont observables à l'échelle provinciale.

Deuxièmement, ce travail vise à présenter une perspective plus récente du clivage médiatique canadien. La majorité des études a été publiée entre les années 1970 et 1990, quand les craintes pour l'unité canadienne étaient particulièrement fortes. Notre analyse permettra ainsi de fournir une perspective plus actuelle sur le clivage médiatique en abordant la question de recherche suivante: *Le cadrage du projet de loi 14 était-il différent dans la couverture de la presse anglophone et francophone du Québec?*

L'emploi du concept du cadrage, nous permettra de fournir une description détaillée des modes de présentation employés dans la presse écrite anglophone et francophone du Québec et de construire un lien plus clair entre les facteurs professionnels, sociaux, économiques et culturels discutés dans ce chapitre-ci et les résultats de notre recherche. Dans le chapitre suivant, nous discutons en plus de détails de la pertinence de cette approche pour la recherche en communication en général et pour notre travail en particulier.



### 3. Cadre conceptuel

Le cadre conceptuel qui nous servira pour répondre à la question « Le cadrage du projet de loi 14 était-il différent dans la couverture de la presse anglophone et francophone du Québec? » est le concept du cadrage (*framing*). Dans ce chapitre, nous exposons, en premier lieu, le concept du cadrage. Nous expliquons ses origines, le distinguons d'autres effets médiatiques et nous présentons les différents types de cadres et leur interaction à l'aide de modèles. Ensuite, nous démontrons la pertinence du concept pour notre recherche. Enfin, nous tentons de rendre le concept opérationnel pour l'analyse des corpus médiatiques.

#### 3.1 Le concept du cadrage<sup>5</sup>

Selon Price et Tewksbury (1997, 175), le cadrage est « probablement parmi les types d'effets médiatiques les plus importants dans la recherche du dernier siècle. »<sup>6</sup> Les théories des effets médiatiques sont, selon Werder (2009, 632), un terme générique pour des domaines de recherche concernant l'étude d'auditoires et d'effets médiatiques. Elles s'interrogent sur la nature du lien entre les médias et les audiences. Le concept du cadrage, qui s'inscrit dans ce courant de recherche, a émergé dans les années 1970 et 80 dans une période où les chercheurs en communication réfutaient l'idée des effets directs et forts des médias (Esser 2015, 352).

Ce changement de paradigme est survenu après plusieurs décennies de débats académiques sur le pouvoir et la nature d'effets qu'exercent les médias sur le public. En partant du postulat des effets forts et directs, développé par Lasswell ([1927] 1971) après la Première Guerre mondiale et illustré par l'aiguille hypodermique injectant le message dans un public malléable, des chercheurs développaient des théories plus nuancées. Parmi ces modèles des

---

<sup>5</sup> Nous préférons ici le terme « concept » au terme « théorie » du cadrage. Même si certains aspects de l'idée peuvent potentiellement constituer des lois scientifiques, ces postulats ne sont pas assez clairement définis. En effet, la multitude de pistes de recherche qui sont incluses sous le terme de « cadrage » est décrite par Hertog et McLeod (2001, 139) comme une bénédiction et une malédiction à la fois, car le grand nombre d'études a, comme nous expliquons plus tard, rendu l'idée de cadrage trop floue à travers le temps. Il existe alors trop d'hypothèses et de modèles en parallèle, qui ne permettent pas de parler d'une théorie cohérente. Pour cette raison, il existe aussi un débat au sein de la littérature scientifique sur la nature de la recherche en matière du cadrage. Entman (1993, 56), par exemple, emploie le mot « paradigme » que nous évitons dans ce contexte, parce que nous présumons qu'il existe déjà un nombre de paradigmes au sein de la recherche sur le cadrage. D'Angelo (2002, 871) et Reese (2007) préfèrent classer le cadrage comme « programme de recherche », car la recherche ne propose pas de paradigme unitaire et cohérent.

<sup>6</sup> Traduction libre.

« effets faibles » se trouve le modèle du *two-step-flow* de Lazarsfeld et coll. (1944) et les recherches de Katz, Blumler et Gurevitch (1974) qui suggéraient que les effets des médias dépendent d'une multitude de facteurs personnels, comme les attitudes, le statut socioéconomique et l'environnement social de l'individu. La recherche redécouvrait toutefois les « effets forts » des médias (cette fois-ci, sur la formation d'attitudes à long terme) pendant les années 1960 et 70 après l'introduction de la télévision (McQuail 2005, 461-62; Esser 2015, 252-53; Werder 2009, 634). L'idée centrale était que les audiences ne peuvent pas choisir de s'exposer de manière limitée aux messages médiatiques à cause de la transmission répétitive et constante de contenu par les médias. Ainsi, le concept de l'agenda-setting (et celui du *priming*) a été introduit par Cohen (1963) et testé par McCombs et Shaw (1972). Selon cette idée, les médias n'influencent pas nécessairement nos opinions, mais les *sujets* auxquels nous pensons (Cohen 1963, 13). Les médias, selon eux, proposent donc un agenda dont les audiences se servent pour définir leurs propres priorités.

Depuis les années 1970, cependant, le paradigme constructiviste est largement accepté pour analyser les effets médiatiques. Ce nouveau courant a augmenté l'importance des approches cognitives par rapport aux approches dérivées de la psychologie sociale (Price et Tewksbury 1997, 175). La recherche commençait alors à se distancier de la notion des « effets directs » pour mettre l'accent sur les effets « négociés » ou « transactionnels », c'est-à-dire sur l'idée que les individus construisent eux-mêmes un sens pour interpréter et comprendre la réalité autour d'eux. Pour ce faire, ils s'appuient, entre autres, sur leur savoir et leurs attitudes préexistantes qui interagissent avec les messages médiatiques dont les individus *peuvent* se servir. Le public crée donc un propre regard au monde en interaction avec les constructions symboliques qui lui sont offertes par les médias. C'est aussi dans ce paradigme que s'inscrit le concept du cadrage (Esser 2015, 252-53; McQuail 2005, 461-62; Werder 2009, 634).

### **3.1.1 Origines et délimitation du concept**

À l'origine, le concept du cadrage a été développé par l'anthropologue Gregory Bateson en 1955 et élaboré par le sociologue Erving Goffman en 1974 (Snow et coll. 2007, 385). En suivant la logique constructiviste, Goffman (1974) estime qu'un individu est incapable de comprendre entièrement la réalité puisqu'un sens ne s'attache pas automatiquement à un événement ou à un objet autour de lui. La signification ne peut ainsi émerger qu'à travers des

processus interprétatifs arbitrés par des facteurs contextuels. C'est-à-dire qu'il existe, en théorie, toujours une multitude de différentes interprétations d'un enjeu qui peuvent potentiellement orienter un débat. Un cadre interprétatif, tout comme un cadre d'une image, permet donc de délimiter ce qui est pertinent et même proposer quelles relations existent entre plusieurs objets ou événements, transformant ainsi notre compréhension de la réalité (Snow et coll. 2007, 387). L'utilité de ce concept, que nous appelons des cadres individuels, a ensuite été découverte par la recherche sur les mouvements sociaux et puis, graduellement, par la recherche en communication politique.

Les chercheurs en communication qui s'intéressent aux effets médiatiques, et qui partent du paradigme constructiviste, portent leur regard alors sur l'interaction entre des messages médiatiques et les cadres individuels. Ils se basent principalement sur l'expérimentation pionnière des psychologues Kahneman et Tversky (1984, 346), qui ont découvert que les individus, confrontés à un choix entre deux options équivalentes, prennent des décisions en fonction de la formulation de ces options. Les chercheurs en communication postulent ainsi que les médias, en présentant un même événement de différentes manières, peuvent interagir avec les cadres individuels du public. Ils mettent donc en relation des cadres médiatiques et des cadres individuels.

Nous voyons dans cette approche cognitive une différence clé entre les concepts d'agenda-setting, de *priming* et de cadrage. Les trois concepts partent de l'hypothèse que l'être humain est un « avare cognitif » (*cognitive miser*), c'est-à-dire qu'il dépense peu d'énergie cognitive dans le traitement d'information, le conduisant à se servir de connaissances fréquemment employées et applicables au plus grand nombre d'enjeux. Dans le processus d'agenda-setting (et, par extension, de *priming*), les médias stimulent, par leur message, certains concepts dans le « stock de savoir » d'un individu. Selon le modèle cognitif, une stimulation fréquente et récente place le concept mobilisé au-dessus d'une « pile » cognitive, le rendant ainsi plus accessible pour l'évaluation de futures situations (Price et Tewksbury 1997; Iyengar et Kinder 1987). Dans le cas concret de la mobilisation fréquente d'un sujet par les médias, cette sélection signale au public quels sujets sont importants (McCombs et Shaw 1972) et suggèrent les critères selon lesquels les leaders politiques peuvent être évalués. C'est-à-dire que l'agenda-setting et le *priming* sont des effets d'*accessibilité* (ou de saillance). Cependant, comme nous

l'avons vu précédemment à l'exemple de l'étude de Kahneman et Tversky (1984), le cadrage s'intéresse aux effets de la *présentation* (ou l'*applicabilité*) d'un sujet sur la formation de l'opinion. Tandis que l'agenda-setting et le priming s'intéressent au « quoi », le cadrage pose alors la question du « comment ». En raison de la focalisation du concept de cadrage sur les manières de présentation (le « comment »), il offre d'importants avantages dans le traitement de notre question de recherche.

### 3.1.2 Types de cadres

Comme nous l'avons illustré précédemment, le concept du cadrage était au début un concept sociologique et psychologique expliquant des processus cognitifs individuels, qui a ensuite été emprunté et élargi par les chercheurs en communication pour y ajouter une autre dimension. Cet élargissement a produit une abondance de définitions et d'opérationnalisations de ce concept, qui abordent différents processus et phénomènes. Le concept du cadrage a ainsi perdu de sa précision et de son utilité opérationnelle (Scheufele 1999, 103). Pour cette raison, cette section esquisse et délimite les différents phénomènes et dimensions couverts par le terme « cadrage » pour démontrer les avantages d'une analyse de cadres médiatiques pour les fins de cette étude.

Les cadres individuels (*individual frames*) ou cadres d'auditoire (*audience frames*) sont, selon Entman (1993, 53), des « regroupements d'idées mentalement stockés qui guident le traitement individuel d'informations. »<sup>7</sup> Ils sont donc le matériel cognitif dont dispose l'individu et qui lui permet de faire sens d'informations, d'événements ou d'objets qui l'entourent, en définissant quels aspects de la réalité sont pertinents et en créant des relations entre ces aspects (Snow et coll. 2007, 387). Cependant, comme l'individu est compris comme un « avare cognitif » (*cognitive miser*), il tend à employer un nombre limité de cadres récurrents pour interpréter la réalité (Brewer 2003, 175). En raison de cette hypothèse, les cadres individuels sont le plus souvent (mais non exclusivement, voir, entre autres, Gerhards et Rucht 1992) compris comme le produit d'une interaction entre cadres médiatiques<sup>8</sup> et les connaissances existantes d'une personne (Price et coll. 1997; Scheufele 1999, 112).

---

<sup>7</sup> Traduction libre.

<sup>8</sup> Par exemple, Iyengar (1991) décrit l'influence d'un cadrage thématique (une présentation d'un enjeu dans un contexte plus large, donnant une perspective globale sur un problème) ou épisodique (une présentation focalisée sur un événement singulier sans explication du contexte global) sur l'attribution de responsabilité à différents acteurs par le public.

Les cadres médiatiques (*media frames*), quant à eux, sont des idées ou des récits qui organisent et fournissent du sens à des événements (Gamson et Modigliani 1987, 14; Scheufele 1999, 106). Ce pouvoir structurant est souligné par la définition que propose Reese (2001, 11), selon laquelle les cadres sont des « organizing principles that are socially shared and persistent over time, that work symbolically to meaningfully structure the social world. » C'est-à-dire, concrètement, que les cadres médiatiques ne sont pas des thèmes ou des arguments, mais des *principes* interprétatifs, souvent tacites, qui s'appliquent à un éventail de messages et qui sont ancrés dans la société: ils sont donc implicitement compris par les membres de celle-ci (Reese 2007, 150).<sup>9</sup>

Ces récits proposent ce qui est la controverse, l'essence de l'enjeu en question et offrent un ensemble de symboles condensés (comme des slogans ou des métaphores) qui font allusion à l'idée principale (Gamson et Modigliani 1989, 3). De manière similaire à Gamson et Modigliani (1989, 3), Entman (1993, 52) propose une définition plus opérationnelle et largement retenue dans la littérature, qui met l'accent sur la sélection et la saillance d'un aspect par le journaliste:

to frame is to select some aspects of a perceived reality and make them more salient in a communicating text, in such a way as to promote a particular problem definition, causal interpretation, moral evaluation, and/or treatment recommendation.

Selon Entman (2003, 417), les cadres assument au moins deux des fonctions clés énoncées dans sa définition, soit la définition d'un problème, l'identification des causes, la transmission d'un jugement moral et la proposition d'un remède.<sup>10</sup> Comme cette définition articule clairement les composantes d'un cadre, elle facilitera l'opérationnalisation dans les étapes ultérieures de ce travail.

En tant que récits organisateurs, les cadres médiatiques n'organisent pas seulement la réalité du public, mais permettent aussi aux journalistes d'identifier, de classer et de structurer l'actualité de tous les jours. Le cadrage médiatique est donc un mécanisme professionnel qui fait partie intégrante de la production de nouvelles (Tuchman 1978, 193; Gitlin 1980, 7). Comme

---

<sup>9</sup> C'est aussi son pouvoir structurant qui illustre les limites de l'agenda-setting en comparaison avec le concept du cadrage. Tandis qu'un cadre a la capacité d'organiser et de structurer l'expérience vécue, l'agenda-setting ne peut expliquer de tels effets: son objectif est de démontrer comment les médias influencent le public quant à l'ordre des sujets à prioriser.

<sup>10</sup> Koenig (2004, 2) reproche à cette définition de ne pas suffisamment tenir compte du fait que les journalistes emploient des cadres de manière inconsciente. Il explique cette conception par la difficulté des chercheurs d'identifier des cadres latents, ce qui les amène à privilégier l'idée que les cadres sont consciemment fabriqués.

chaque description d'un événement implique nécessairement une sélection et une interprétation des faits pour en créer une trame narrative, les journalistes ne peuvent pas décider de *ne pas* cadrer un message — le cadrage est donc inévitable (Strömbäck et Dimitrova 2006, 134). En conséquence, l'actualité est (aussi) une représentation du monde arbitrée par le journaliste (Qing 2000, 666) et reflète les croyances, valeurs, théories et idéologies du journaliste qui offre ses propres cadres interprétatifs au public (Linström et Marais 2012, 25).

La logique qui sous-tend une grande partie de la recherche sur le cadrage (ou sur les effets médiatiques en général) est celle qui comprend les cadres médiatiques comme une variable indépendante qui influence le cadrage individuel, quoique d'une manière limitée.<sup>11</sup> Parmi les éléments par lesquels un cadre peut déployer sa puissance se trouvent, entre autres, les structures syntactiques, narratives, thématiques et rhétoriques (Pan et Kosicki 1993) ou encore les jugements d'importance, l'attribution de responsabilité, l'identification avec les victimes, le libellé de l'événement et la généralisation de l'incident dans le contexte national plus large (Entman 1993).

Néanmoins, comme notre question de recherche s'interroge sur les différences de couverture manifestes dans la presse écrite québécoise, nous concevons les cadres médiatiques comme le *résultat* d'un ensemble de variables indépendantes qui créent justement ces divergences. Ces variables indépendantes peuvent être sociostructurelles, individuelles ou professionnelles. Ainsi, les normes et les valeurs sociales, la culture nationale et la polarisation de la société peuvent influencer le cadrage médiatique (facteurs sociostructurels). D'ailleurs, des facteurs individuels au niveau du journaliste peuvent avoir un impact sur son cadrage, comme ses convictions politiques et idéologiques ainsi que son interventionnisme (c'est-à-dire sa conception de son rôle professionnel, voir section 2.3). D'autres sources d'influence peuvent être les facteurs professionnels, qui incluent les pressions et contraintes professionnelles (par exemple la ligne éditoriale, les contraintes de temps, etc.), la routine journalistique (comme la spécialisation thématique du journaliste, les valeurs d'équilibre et d'objectivité, etc.) et les préférences de l'auditoire ciblé en raison de pressions économiques (Tuchman 1978; Shoemaker et Reese 1996;

---

<sup>11</sup> Curieusement, les études empiriques confirmant un lien direct entre le cadrage médiatique et individuel sont rares. Dans ces études, Huang (1996) confirme la reprise de cadres médiatiques par le public, mais celui-ci accorde souvent une importance différente à ce cadre que les médias (Scheufele 1999, 110-2). D'ailleurs, d'autres études indiquent que les effets du cadrage disparaissent relativement rapidement (de Vreese 2012, 370).

Scheufele 1999, 109; Hamilton 2004; Brüggemann 2014). Finalement, un cadrage médiatique peut également être le résultat de rapports de pouvoir et de forces politiques (Entman 2003; Gan et coll. 2005; Fong Yang et Ishak 2012). Ainsi, des groupes d'intérêts, des promoteurs de cadres (*frame advocates*), des politiciens et d'autres personnes et institutions peuvent influencer le travail journalistique. Gamson et Modigliani (1989, 7) constatent, par exemple, que les journalistes tendent à reprendre les cadres de certaines sources autoritaires, comme du gouvernement, et privilégient et rejettent certains cadres en fonction de leur promoteur.

Comme nous l'avons discuté dans le chapitre précédent, l'état des choses quant à la recherche sur la culture et les valeurs professionnelles des journalistes québécois et anglo-canadiens est ambigu. Même si des études récentes ne trouvent généralement plus de différences fondamentales entre ces deux groupes de journalistes, certaines différences semblent persister ou font l'objet de débats. Il est donc pensable que le cadrage médiatique diverge entre les deux groupes de journaux en raison de la présence de différents facteurs professionnels. Cela inclut aussi le besoin économique du journaliste de plaire à son lectorat anglophone ou francophone. Par ailleurs, comme nous l'avons exposé brièvement auparavant (voir chapitre 2), la langue est un déterminant important des préférences, attitudes et convictions politiques et sociales au Québec (voir, entre autres, Olzak 1982; Taylor et Dubé-Simard 1984; Blais 1991; Blais et coll. 1993; Labelle et coll. 1995; Nadeau et Fleury 1995; Nadeau et Bélanger 1999; Drouilly 1999; Gagné et Langlois 2000; Ramos et Gosine 2001; Gidengil et coll. 2004; Oakes et Warren 2007; Bougie et coll. 2011), ce qui suggère que les facteurs individuels pourraient déployer des effets différents sur les deux groupes de journalistes – et ainsi sur le cadrage médiatique qu'ils transmettent par leur couverture. À la lumière des recherches précédentes sur le clivage linguistique au Québec, tant en communication que dans d'autres disciplines, il est donc aisément concevable que les cadres médiatiques diffèrent en fonction de la langue du médium.

### **3.1.3 L'interaction des cadres médiatiques et individuels: deux types de modèles**

Après avoir défini les cadres individuels et médiatiques et examiné les variables qui les influencent, nous présentons ensuite deux modèles qui, d'une part, tentent d'expliquer la nature de leurs interactions et, d'autre part, représentent deux paradigmes présents dans la recherche sur le cadrage.

En effet, les cadres médiatiques et individuels ne sont pas isolés les uns des autres. Plutôt, comme Gamson et Modigliani (1989, 2) l'expliquent, les deux systèmes interagissent avec l'autre. Tandis que les individus construisent du sens à l'aide du discours médiatique, des journalistes et d'autres entrepreneurs culturels construisent du sens à travers le discours public. Le cadrage est alors un processus d'interaction qui s'effectue tant au niveau de l'émetteur qu'au niveau du récepteur. Le courant de recherche qui s'intéresse à la construction de la réalité par des individus et des groupes à l'aide des messages médiatiques est le paradigme constructionniste (*constructionist paradigm*). Selon Van Gorp (2010, 84), le constructionnisme aborde les processus dans lesquels des groupes et des individus créent activement la réalité sociale à partir de différentes sources informationnelles. Il porte son attention alors sur l'interaction entre les individus et les médias ainsi que sur l'articulation de ces interactions dans l'opinion publique (D'Angelo 2002, 878). Selon cette perspective, le public se sert d'outils interprétatifs (des cadres médiatiques) qui lui sont offerts par les médias pour comprendre des enjeux politiques. L'image des cadres médiatiques comme « outils » illustre que, dans le paradigme constructionniste, le public *peut*, mais ne *doit* pas nécessairement, intégrer les cadres fournis par les médias dans sa propre interprétation de la réalité. En plus, ces cadres médiatiques sont négociés et potentiellement modifiés à travers les expériences personnelles des individus et les conversations entre les individus. La plupart du temps, en conséquence, différents cadres coexistent dans le discours: les cadres médiatiques ne déterminent alors pas exclusivement l'opinion publique, mais ils se trouvent en compétition (*frame contest*) avec d'autres cadres. Le succès d'un cadre dans l'opinion publique, c'est-à-dire sa domination, dépend de nombreux facteurs, comme des routines médiatiques et professionnelles (qui peuvent favoriser la production d'un cadre spécifique), de la promotion du cadre par un individu ou un groupe puissant (sous l'exclusion de cadres promus par d'autres personnes), de la fiabilité, de l'autorité et de la pertinence d'une source ou de la résonance d'un cadre dans la culture populaire (Nisbet 2010, 48; Gamson et Modigliani 1989, 7). C'est-à-dire que les journalistes, dans leur processus de sélection et de construction de cadres, favorisent ou entravent certaines interprétations d'un enjeu politique. Ce déséquilibre est cependant atténué par le rôle actif que le paradigme constructionniste attribue au public. En effet, les effets du cadrage médiatique ne peuvent s'effectuer sans l'engagement des citoyens avec les cadres. Par ailleurs, les citoyens peuvent aussi construire des cadres et les introduire dans les médias (D'Angelo 2002, 877-78; Nisbet 2010, 48).



Le paradigme constructionniste attribue un rôle important à la culture. En partant de la conceptualisation de Goffman, selon laquelle les cadres sont indépendants de l'individu, Van Gorp (2007, 62-4) localise les cadres dans la culture et donc à l'extérieur de l'individu. Selon lui, lors du processus d'interprétation d'un message, le récepteur ne s'appuie pas exclusivement sur ses structures interprétatives internes, mais également sur la culture. Celle-ci fonctionne, selon lui, comme une réserve de cadres, dont les individus et les journalistes se servent pour faire sens de la réalité. Comme les cadres font partie de la culture, ils ne se trouvent pas manifestement dans le message médiatique: celui-ci ne fait que renvoyer au cadre par des outils (*devices*) manifestes comme le choix de mots, des métaphores, exemples, etc., et des outils de raisonnement explicites et implicites comme les justifications, les causes, les jugements de valeur et les propositions de solution. La conception de Van Gorp répond ainsi à l'idée des cadres comme « principes partagés dans la société » (Reese 2001) qui dépassent un texte singulier et qui sont plus larges qu'un simple argument. Cette approche culturelle est particulièrement pertinente dans le cadre de ce travail. Étant donné que nous présumons qu'il existe des différences culturelles entre la communauté anglo-qubécoise et la communauté francophone (par exemple, par rapport à leur mémoire collective et leurs références historiques, voir, entre autres, Bougie et coll. 2011), nous pouvons, en conséquence, postuler que tant les journalistes que les individus anglophones et francophones mobilisent différents cadres de leur réserve culturelle.

À partir de ce paradigme, le processus de cadrage peut être résumé à l'aide des schémas de Scheufele (1999) et de D'Angelo (2002) qui construisent des modèles répartissant le cadrage en plusieurs sous-processus. Dans une première étape, le journaliste, influencé par des facteurs professionnels, organisationnels et personnels, reprend un phénomène dans la réalité comme « story » et construit un cadre (*frame building* ou *frame construction flow*). Puis, le cadre est transmis aux audiences à travers les nouvelles qui contiennent des *framing devices* (des intentions, valeurs, structures discursives, etc.), qui sont les manifestations textuelles du cadre médiatique. Dans une prochaine étape, les cadres médiatiques interagissent avec les connaissances et prédispositions des audiences et avec le discours officiel (*frame setting* ou *frame effects flow*). En fonction de l'accessibilité du cadre et de sa pertinence pour le contexte particulier, le cadre médiatique sera retenu par les audiences et influence éventuellement leurs attitudes, évaluations et comportements (*framing effects*). Enfin, les cadres individuels peuvent

être réintroduits dans les médias par le public (*frame definition flow*) (Scheufele 1999, 114-18; de Vreese 2005, 52; D'Angelo 2002, 880-82).

Entman (2003) propose de son côté le modèle d'activation en cascade, qui s'inscrit dans un courant critique. Le paradigme critique (*critical paradigm*) postule que les cadres sont les résultats de routines journalistiques qui favorisent la transmission d'informations qui sont en accord avec les valeurs d'élites politiques et économiques. Outre la définition d'Entman (1993) selon laquelle le cadrage est un processus qui consiste à sélectionner et rendre saillants certains aspects d'un enjeu, la définition de Scheufele et Iyengar (2014, 619) résume cette pensée critique. Ils comprennent le cadrage comme un: « ... dynamic, circumstantially bound process of opinion formation in which the prevailing modes of presentation in elite rhetoric and news media coverage [cadres médiatiques] shape mass opinion [cadres individuels] ». Ce sont donc les cadres promus par les élites dominant la couverture médiatique, laquelle, en conséquence, favorise le statu quo, en excluant des cadres alternatifs qui pourraient contester les relations hégémoniques. Ce processus de sélection et d'omission de cadres restreint le discours démocratique (D'Angelo 2002, 876). La définition de Scheufele et Iyengar illustre également que l'approche critique présume que le public est moins actif que dans la pensée constructionniste. Ainsi, selon eux, l'opinion publique n'est pas déterminée en interaction avec les prédispositions individuelles, mais par la manière dont les informations sont communiquées.

Le modèle d'activation en cascade (*cascading activation model*) d'Entman (2003) démontre la transmission du cadre à travers les échelons de la société. Selon son modèle, les idées sont principalement transmises des échelons élevés du gouvernement vers les audiences qui se trouvent en bas (en ordre décroissant, ces échelons sont le gouvernement, d'autres élites, les médias, les cadres médiatiques et le public). Le cadre des élites doit passer par plusieurs niveaux. Chaque niveau de la cascade contribue au mélange et aux dynamiques du message, entre autres en raison de possibles contestations. L'étape cruciale pour la formation des cadres se situe entre les élites et les journalistes. Comme l'élite est souvent la source primaire des journalistes, leur cadre est régulièrement (mais non pas toujours) repris par ces derniers. Plus on descend la cascade, plus les informations sont cadrées, schématisées et simplifiées à cause du cadrage continu entre les niveaux. En conséquence, l'audience a souvent seulement accès à des informations qui entrent dans des schémas « types ». Néanmoins, le public peut aussi exercer du

pouvoir: si une opinion publique est considérée comme dominante par les médias, les stratégies des leaders politiques peuvent changer, mais le renversement de la dynamique naturelle de la cascade (d'en haut en bas) est plus difficile et nécessite plus d'énergie (Entman 2003, 418-20).

Dans son modèle, Entman (2003, 421-23) souligne, de manière similaire à Van Gorp (2007), que le cadre ne peut passer les échelons et être accepté par le public que s'il est culturellement résonant et congruent, c'est-à-dire remarquable, mémorable, compréhensible et émotionnellement chargé dans la culture du destinataire.<sup>12</sup> Comme les schémas individuels varient selon la culture de l'individu, les effets d'un message médiatique ne sont pas stables à travers les audiences et varient en fonction du destinataire. Cela peut mener à des effets faibles, non souhaités ou adverses, si le cadrage employé ne correspond pas à la culture de l'audience. En pratique, cela signifie qu'un émetteur d'un cadre (par exemple, un politicien ou un journaliste) doit choisir un cadre qui correspond à la culture de son public. En appliquant cette logique au contexte québécois, un journaliste anglo-québécois ou francophone doit communiquer avec son lectorat à travers des codes, symboles, références et récits qui sont compris par ce public spécifique. En conséquence, nous pouvons présumer que le pouvoir du journaliste dans la construction du cadre est limité par la culture du public à laquelle il devra s'adapter.

### **3.2 Notre approche**

Les dynamiques décrites précédemment illustrent l'avantage du cadrage comme cadre conceptuel de ce travail. En tant que concept, le cadrage est particulièrement apte à expliquer les dynamiques plus larges qui influencent la production de messages médiatiques. Concrètement, les modèles, et particulièrement les modèles constructionnistes, sont capables de jeter un lien entre la culture et la couverture médiatique manifeste. Pour les fins de notre étude, le cadrage a donc l'avantage de pouvoir plus efficacement articuler le lien entre une différence de cultures (collectives ou professionnelles) et une différence de couverture médiatique.

---

<sup>12</sup> Outre la congruence culturelle, Entman (2003, 421-23) mentionne d'autres facteurs qui peuvent favoriser la transmission d'un cadre. Pour ce faire, ce dernier doit notamment confirmer les motivations professionnelles des journalistes (p. ex. leurs valeurs, leurs contraintes professionnelles, etc.), émaner d'un acteur en position d'autorité et s'inscrire dans une stratégie communicationnelle plus large (p. ex. en attendant un moment favorable ou en employant des mots particuliers).

Si nous introduisons les connaissances sur les différences entre les journalistes et les communautés anglophones et francophones (voir chapitre 2) dans les modèles du cadrage de Scheufele (1999) et de D'Angelo (2002), nous pouvons expliquer en plus de détails les dynamiques qui informent notre hypothèse présument que le cadrage francophone et anglo-québécois devrait diverger.

Dans la première étape, le *frame construction flow*, le journaliste individuel, contrairement à la croyance populaire, ne peut pas couvrir un sujet de manière neutre, car il est influencé par des facteurs personnels, professionnels et aussi par des facteurs sociostructurels. Cela veut dire qu'il opère, d'une part, dans un système médiatique avec des normes et valeurs particulières (Strömbäck et Dimitrova 2006), qui influencent ses pratiques, et, d'autre part, dans un système culturel plus large, qui a des impacts sur son identité sociale, ses valeurs et présomptions et sur les récits qu'il connaît et qu'il emploie.

Comme nous l'avons discuté dans le chapitre précédent, les différences entre les valeurs professionnelles des journalistes francophones et anglophones au Canada semblent s'être atténuées à travers les dernières décennies. Or, même si des études n'indiquent pas la présence de différences majeures entre les deux groupes de journalistes, l'état de la recherche reste ambigu et ne permet pas d'en tirer des conclusions définitives. En d'autres mots, si les pratiques des journalistes anglophones et francophones au Québec divergent, la recherche sur le cadrage suggère que cela aurait également des impacts sur leur production de cadres médiatiques.

Simultanément, les journalistes font partie d'une communauté avec une culture spécifique, qu'elle soit anglophone, francophone ou allophone.<sup>13</sup> Si nous faisons confiance aux multiples études en sociologie, en anthropologie ou encore en science politique, les opinions et attitudes des Québécois francophones et anglophones diffèrent tant sur le plan de leur conception du nationalisme, de leurs comportements électoraux, de leurs référents historiques et même de leur identité (voir chapitre 2). Chaque communauté dispose alors d'un ensemble partagé de croyances, de valeurs et de convictions qui s'expriment à travers des récits, des mythes et des symboles différents, façonnés par des expériences historiques différentes. En conséquence, le

---

<sup>13</sup> Mais n'oublions pas non plus que chaque journaliste a aussi des opinions et attitudes personnelles, surtout en matière de la politique linguistique qui a un impact sur le quotidien de chaque citoyen. Cela dit, Pritchard et Sauvageau (1999, 95) n'ont pas trouvé de différences significatives entre les orientations politiques des journalistes canadiens-anglais et québécois. Ceux-ci s'identifient généralement comme étant de « centre-gauche ».

journaliste mobilise des cadres culturellement spécifiques, et cela non seulement parce que la culture informe les connaissances et perceptions du journaliste individuel, mais aussi celles de son audience. Si le journaliste souhaite que son message passe (effectivement, il a un intérêt économique à plaire à son public), il doit alors transmettre les cadres à travers des codes (c'est-à-dire des *framing devices*) qui peuvent être déchiffrés par les récepteurs du message. Dans le *frame effects flow*, le cadrage et les *outils* émis par le journaliste doivent alors être culturellement congruents avec les connaissances de son audience, sinon le cadrage n'aura aucun effet ou même des effets inattendus.<sup>14</sup>

Le fait que les Québécois francophones et anglophones ne disposent pas des mêmes références culturelles rend le passage de cadres à travers les communautés linguistiques plus difficile (Ramos et Gosine 2002). Les récits qui véhiculent les convictions et les valeurs profondes d'une communauté risquent de ne pas être compris par l'autre. Par exemple, Bougie et coll. (2011) ont découvert que les membres des deux communautés présentent des récits différents de leur histoire collective. Des événements formateurs, tels que la Révolution tranquille, sont connotés différemment dans les deux communautés linguistiques. Leur mention renvoie alors à un récit unique susceptible de provoquer des réactions d'un récepteur qui connaît ces référents culturels. Les outils de cadrage, tels que les mythes, symboles et récits, qui véhiculent le cadre, devraient alors varier selon le groupe linguistique.

Cette présomption, selon laquelle la production journalistique est culturellement spécifique en raison des facteurs influençant le travail du journaliste et à cause des caractéristiques culturelles du public ciblé, nous permet de formuler l'hypothèse suivante: *Le cadrage des débats linguistiques diverge dans la presse anglophone et francophone au Québec.*

Les recherches qui ont été effectuées sur le cadrage nous aident alors à mieux intégrer les présomptions sur les différences linguistiques de couverture dans un modèle expliquant leurs origines possibles et de faire une analyse plus exploratoire qui s'intéresse au contenu des

---

<sup>14</sup> De bons exemples sont des métaphores renvoyant au sport, qui risquent de ne pas être comprises dans un pays où ce sport est moins répandu (pensons, par exemple, aux multiples références au baseball aux États-Unis), mais aussi des termes militaires comme « blitz » qui sont communs au Québec et au Canada, mais qui créeraient un malaise en Allemagne pour des raisons historiques.

messages médiatiques.<sup>15</sup> Bien évidemment, une analyse de la dynamique entière qui conduit les journalistes à construire un ensemble de cadres dépasse les limites de ce travail. Notre objectif sera alors plus modeste: nous cherchons à déceler les cadres médiatiques qui se manifestent dans les textes de la presse écrite québécoise. L'intention de ce travail est alors de donner un aperçu d'un seul sous-processus du cadrage, dont les résultats pourront fournir le point de départ pour d'autres recherches plus focalisées sur les causes et origines de ces cadres médiatiques ou sur leurs effets sur le public.

### 3.3 Opérationnalisation

Avant de passer au chapitre consacré à la méthodologie de notre étude, cette section rappelle quelques traits centraux d'un cadre qui orientent notre compréhension et opérationnalisation de ce concept. Une délimitation d'autres concepts, y inclus d'autres opérationnalisations du cadrage est nécessaire en raison de la grande confusion qui existe autour de ce terme.

Ayant été utilisé de manière inflationniste en recherche, le concept du cadrage est devenu difficilement saisissable. Ainsi, Entman (1993, 51) l'appelle un « paradigme fracturé » qui n'offre pas de conceptualisation globale pour guider la recherche. En effet, selon Reese (2007, 151), « [a]uthors often give an obligatory nod to the literature before proceeding to do whatever they were going to do in the first place. » La tendance à mobiliser la notion de cadrage sans pour autant respecter ses caractéristiques centrales dans l'analyse a mené à une explosion d'études et de méthodologies dans le domaine. À travers le temps, cet emploi excessif a rendu floues les frontières entre le terme « cadrage » et d'autres concepts voisins et a affaibli la puissance théorique de ce concept. En conséquence, en fonction de leur compréhension du concept et des approches employées, différents chercheurs trouveront des cadres très différents dans un même corpus de textes.

À l'aide de trois constats sur la nature des cadres, nous discutons par la suite comment le terme « cadre » est compris dans ce travail, notamment en comparaison avec d'autres concepts.

---

<sup>15</sup> Un focus sur le *contenu* des messages serait moins faisable dans une étude basée sur le concept d'agenda-setting, car, avec leur concentration sur les *thèmes*, elles s'intéressent au *quoi* plutôt qu'au *comment*.

*Premièrement, un cadre n'est pas un argument.* L'avantage de la notion de cadrage, par rapport à celle d'agenda-setting, est son pouvoir structurant. Le cadrage peut expliquer *comment* les interprétations offertes par les médias influencent notre manière de faire sens de l'actualité et de la réalité environnante. L'agenda-setting ne peut expliquer de tels effets: son objectif est de démontrer comment les médias influencent le public quant à l'ordre des sujets à prioriser. Dans des études d'agenda-setting, les objets de recherche sont des sujets ou des arguments, tandis que le cadrage cherche des structures, principes et récits. Réduire un cadre à un simple argument ou sujet serait alors enlever une grande partie de sa force.

Concrètement, cela signifie qu'il faut distinguer le terme « cadre » d'autres termes qui sont plus pointus, notamment « argument », « thème » ou « attitude » (Van Gorp 2005, 486). Selon Nisbet et Hume (2006, 11), les cadres ne sont pas non plus des positions politiques spécifiques, car les deux côtés d'un débat politique peuvent se servir d'un cadre commun. Un simple désaccord ne constitue alors pas un cadre distinct.

*Deuxièmement, un cadre dépasse un seul texte.* Reese (2001, 11) définit les cadres comme « organizing principles that are socially shared and persistent over time, that work symbolically to meaningfully structure the social world. » C'est-à-dire que les cadres médiatiques ne sont pas de simples thèmes, mais des *principes*, souvent tacites, applicables à un éventail de messages (Reese 2007, 150). Ces structures nous permettent de comprendre et de classer une information, et idéalement, *chaque* information. Ils sont donc généralisables. Par exemple, un cadrage de « justice/injustice » peut être employé pour interpréter un grand nombre de sujets de l'actualité, comme des politiques sociales, des interventions militaires, les changements climatiques et même les politiques linguistiques. La manière dont le cadre de justice/injustice est utilisé peut, en conséquence, orienter le débat, exclure d'autres arguments, provoquer un jugement moral et proposer des pistes de solution, et cela pour plus d'un seul sujet.

Pour cette même raison, certains chercheurs rejettent des cadres spécifiques (*issue-specific frames*), c'est-à-dire des cadres inventés par le chercheur dans le contexte de l'analyse d'un sujet singulier. Ces cadres peuvent être aussi divers que les sujets qu'ils concernent. Par exemple, Matthes et Kohring (2008, 263-4) établissent six cadres dans la couverture de la biotechnologie entre 1997 et 2001: perspectives économiques, identité génétique, bénéfices scientifiques, perspectives biomédicales, agri-food et recherche biomédicale. Les cadres

spécifiques ont l'avantage évident de permettre une description plus fine des détails pertinents pour un débat (de Vreese 2005, 54). Par contre, plus le cadre est pointu et spécifique, plus le chercheur devra faire l'effort de justifier l'emploi du terme « cadrage ». Dans le cas du cadre « agri-food », il paraît difficile d'argumenter qu'il constitue un principe qui organise notre savoir collectif. Cet exemple montre également que l'analyse basée sur des cadres spécifiques court le risque de se focaliser sur des thèmes plutôt que des cadres. En plus, comme le chercheur est plus libre dans l'établissement des cadres, il risque d'imposer ses propres prédispositions (de Vreese 2005, 55; Linström et Marais 2012, 28).

Les cadres génériques (*generic frames*), quant à eux, nous montrent comment les médias présentent n'importe quel enjeu (Kozman 2017, 780). Certains cadres génériques décrivent la couverture politique, surtout lors des campagnes électorales. Un phénomène répandu est le cadrage « stratégique » (Cappella et Jamieson 1997) ou « de jeu » (Patterson 1993), qui met l'accent sur les gains et pertes des acteurs politiques, sur les sondages et qui utilise un vocabulaire de guerre ou de compétition. D'autres cadres génériques sont inhérents à la structure journalistique en général. Ils sont souvent réutilisés, parce qu'ils sont connus par le public et parce qu'ils facilitent le travail journalistique. Une typologie souvent retenue dans la littérature est celle de Semetko et Valkenburg (2000), qui identifient (1) le conflit, (2) l'intérêt humain, (3) l'attribution de responsabilité, (4) la moralité et (5) les conséquences économiques comme les cadres génériques principaux.<sup>16</sup> Le cadre de « conflit », en particulier, joue un rôle primordial parce qu'il attire l'attention, mais aussi parce qu'il répond à une attente de couverture équilibrée en présentant les opinions des deux côtés (de Vreese 2012, 369). Une autre typologie de cadres génériques a été établie par Iyengar (1991) qui distingue des cadres épisodiques (qui parlent d'un enjeu particulier de manière épisodique sans le placer dans un contexte plus large) et des cadres thématiques (qui discutent d'un enjeu de manière plus globale).

En prenant en compte les déficiences des deux types de cadres, nous tentons ici de prendre une voie du milieu. Dans l'intérêt d'assurer une description détaillée du discours médiatique sur le projet de loi 14, nous développons des cadres spécifiques à cet enjeu. Toutefois, ces cadres s'inspirent en partie des cadres génériques. Par notre méthode semi-automatisée (voir chapitre 4), nous tentons de garder une distance critique avec l'objet de recherche. L'objectif sera

---

<sup>16</sup> Neuman et coll. (1992, 74) proposent un ensemble de cadres similaire: (1) impact humain, (2) manque de puissance, (3) économie (gains et pertes), (4) valeurs morales et (5) conflit.



alors d'identifier des cadres médiatiques qui s'appliquent spécifiquement au sujet analysé, mais qui peuvent aussi être employés dans d'autres contextes, répondant ainsi au critère de généralisabilité.

*Troisièmement, un cadre doit être suffisamment concret.* En raison de son pouvoir structurant, un cadre véhicule ou fait allusion à un certain argumentaire ou récit. Il renvoie explicitement ou implicitement à une structure interprétative que le récepteur doit remplir, de manière autonome, avec les informations respectives. Le cadre suggère un raisonnement que le récepteur ne peut pas suivre s'il est trop flou ou inconnu. Pour cette raison, des cadres comme « agri-food » dans l'étude de Matthes et Kohring (2008) semblent maladroits, car il n'est pas évident quels interprétations, raisonnements ou argumentations concrets ce cadre essaie de transmettre. En revanche, le cadrage de l'énergie nucléaire décrit comme un « pacte avec le diable » ou alors en termes de « progrès » nous donne une idée plus précise des récits qui y sont associés (Gamson et Modigliani 1989, 25-6).

Ces constats sur les traits centraux des cadres nous guident dans la formulation de notre méthodologie. Celle-ci sera présentée dans le chapitre suivant.

## 4. Méthodologie: une approche mixte

Plusieurs approches existent pour identifier des cadres dans un corpus médiatique. D'habitude, les approches qualitatives se basent sur la lecture approfondie d'un échantillon relativement limité. Elles permettent de mieux déceler le contenu latent d'un texte, de comprendre les symboles et récits présents dans un texte, les nuances lexicales et d'autres aspects qui sont facilement ignorés par des méthodes purement quantitatives. L'idée que les cadres eux-mêmes ne sont pas présents dans le texte, mais qu'ils doivent être décortiqués par le lecteur rend le traitement du corpus par un être humain impératif. Toutefois, la validité des cadres découverts est attaquable étant donné que le processus par lequel les cadres « émergent » de l'analyse est largement opaque. Le chercheur peut améliorer la transparence de ce processus, par exemple en décrivant de manière extensive et systématique la matrice développée. Van Gorp (2005, 2007, 2010) propose qu'un message journalistique comprenne des « frame packages » qui consistent en « outils de cadrage manifestes » (choix de mots, métaphores, exemples, etc.) et en « outils de raisonnement », c'est-à-dire des constats explicites et implicites sur les causes, conséquences et solutions du problème traité. Van Gorp dresse alors des tableaux où les différentes composantes du « frame package » sont notées et progressivement regroupées en « packages » cohérents et détachées des textes respectifs. Par la suite, dans une phase déductive à partir des « frame packages », un livre de codage est développé et la validité des cadres est testée par une analyse factorielle. Cependant, comme Van Gorp le constate lui-même, une certaine subjectivité dans l'analyse est inévitable.

Les analyses quantitatives, qui sont souvent assistées par ordinateur, essaient de répondre à cette critique. Elles reposent sur l'idée que même si un cadre est souvent sous-jacent, une partie devient manifeste dans le discours et que ces éléments peuvent être identifiés à l'aide de mots-clés. Ces mots-clés sont repérables de manière automatisée dans de larges corpus. Ces approches garantissent une plus grande distance entre le chercheur et l'objet de recherche. Mahon, Lawlor et Soroka (2014), par exemple, créent une liste des mots les plus fréquemment utilisés dans les titres et chapeaux des textes du corpus. Ensuite, à l'aide d'une classification hiérarchique automatisée, ils créent des dendrogrammes représentant la cooccurrence des termes les plus fréquents dans un même article. Les groupes qui résultent de l'analyse sont alors censés indiquer différents cadres. Cependant, un cadre comprend plus que des éléments lexicaux et les résultats de beaucoup

d'analyses quantitatives ne permettent pas de satisfaire les critères d'un cadre que nous avons établis dans le chapitre précédent. Dans l'étude de Mahon et coll. (2014), par exemple, des cadres comme « logement », « itinérance » ou « pauvreté » sont révélés. Toutefois, ceux-ci sont trop spécifiques, difficiles à délimiter, peu généralisables et ne font pas allusion à un argumentaire cohérent.

En recherche, il est désormais devenu de plus en plus populaire (et recommandé) de combiner des approches quantitatives avec des approches qualitatives. Hertog et McLeod (2001, 154) constatent que l'interaction directe du chercheur avec les textes devrait faire partie de « toute étude sur le cadrage », car l'importance de la culture, du genre médiatique et les facteurs contextuels lors de l'identification et l'analyse de cadres nécessitent l'interprétation humaine (voir aussi Miller 1997 qui arrive à une conclusion similaire). Une méthode combinée intéressante est celle proposée par Matthes et Kohring (2008) qui identifient les quatre éléments d'un cadre proposés par Entman (1993) (c'est-à-dire, la définition du problème, l'attribution de responsabilité, l'évaluation morale, la solution) pour chacun des textes de leur corpus. Ces éléments leur servent comme variables qui peuvent être regroupées par une classification hiérarchique (*hierarchical cluster analysis*). L'identification des cadres ne s'appuie alors pas sur la fréquence et la cooccurrence de mots, mais sur le contenu (explicite et implicite) du message. Elle permet aussi de réduire l'impact du chercheur individuel sur l'analyse, car le chercheur ne sait pas quel cadre il est en train de coder (Kozman 2017, 780). Cette démarche a reçu des critiques favorables (p. ex. Brüggemann et D'Angelo 2018, 96) et a été reproduite par d'autres chercheurs (Kozman 2017; David et coll. 2011). Cependant, il peut être difficile de bien distinguer les différents éléments et de les déterminer dans certains textes, surtout dans des textes courts où ces éléments ne sont pas clairement articulés.

## **4.1 Notre méthode: une analyse combinée**

Étant donné les avantages qu'une approche mixte apporte à la validité d'une analyse, c'est une telle démarche qui est entreprise dans ce travail. La démarche est divisée en deux étapes – l'une quantitative et assistée par ordinateur, l'autre qualitative est plus raffinée. La première étape sert à réduire la subjectivité du chercheur (comme c'est le logiciel qui traite le contenu des textes) et d'établir des cadres « hypothétiques » ou « préliminaires » à travers un regroupement

d'éléments lexicaux qui apparaissent fréquemment ensemble dans un même texte.<sup>17</sup> Certes, un logiciel ne peut pas déceler le sens sous-jacent d'un message comme un être humain. D'ailleurs, un cadre est davantage qu'un schéma lexical. Toutefois, même si des mots-clés ne révèlent pas des cadres, ils attirent l'attention sur des idées centrales autour desquelles les cadres sont construits (Touri et Koteyko 2014, 5). Ces cadres préliminaires servent comme point de départ pour une analyse qualitative qui raffine et complète l'analyse automatisée. Cette deuxième étape permet également d'intervenir et d'apporter des modifications si les cadres préliminaires ne reflètent pas adéquatement le cadrage médiatique. L'analyse qualitative du corpus suit la matrice proposée par van Gorp (2005) dans laquelle se trouvent, pour chaque cadre, les outils de cadrage (*framing devices*: métaphores, stéréotypes, choix lexicaux, objets visuels) et les outils de raisonnement (*reasoning devices*: problème, source du problème et responsabilité, solution politique, base morale ou émotionnelle) qui sont liés par un récit commun.

#### **4.1.1 Étude de cas**

Le corpus de presse comporte des articles et des lettres d'opinion portant sur le projet de loi 14 (Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives). Introduit à l'Assemblée nationale le 5 décembre 2012 par Diane de Courcy, ministre péquiste responsable de la Charte de la langue française, le projet de loi visait à renforcer la loi 101 et ainsi le statut de la langue française au Québec. Son dépôt à l'Assemblée nationale remplissait une promesse centrale de la campagne électorale du Parti québécois en 2012, qui s'était engagé à défendre la langue et l'identité québécoise.

Le projet de loi prévoyait, entre autres, des modifications dans le domaine de l'éducation, de l'administration publique et du travail. Ainsi, les cégeps anglophones ne disposant pas d'assez de places pour accueillir tous les étudiants auraient dû donner priorité aux étudiants anglophones (en limitant l'accès des étudiants francophones) (article 33). En plus, le projet prévoyait de rendre des examens de français obligatoires pour obtenir un diplôme collégial (article 30). Le PQ voulait également restreindre l'accès des enfants de militaires à l'école anglaise (article 79). En matière

---

<sup>17</sup> Notons ici qu'en recherche qualitative, le chercheur assume généralement la subjectivité de ses résultats. Cette subjectivité n'est pas considérée comme problématique. Plutôt, en opposition aux positivistes, ils postulent que les résultats ne sont pas objectivement présents dans les données, mais qu'ils sont le produit du chercheur (Lincoln et Guba 2005). Cette posture semble être confirmée par les recherches sur le cadrage, étant donné la multitude de cadres qui ont été identifiés par différents chercheurs. La subjectivité est certainement inévitable, mais cette première étape permet de s'approcher des données avec plus de distance et une plus grande ouverture d'esprit.

de travail, le projet de loi 14 aurait obligé les entreprises avec 26 à 49 employés à prendre des mesures de francisation (la version originale de la loi 101 n'obligeait que les entreprises avec 50 employés et plus d'entreprendre de telles démarches) (article 45). Dans le domaine de l'administration publique, le projet de loi 14 aurait conféré au ministre responsable le droit de révoquer le statut bilingue d'une ville dont la proportion d'anglophones tombe en dessous de 50 %, mettant en cause le statut bilingue de nombreuses villes au Québec. Finalement, le projet de loi aurait renforcé les pouvoirs des inspecteurs de l'Office québécois de la langue française (OQLF), qui auraient pu, entre autres, procéder à des visites à toute heure raisonnable, saisir des objets et transmettre le dossier directement au directeur des poursuites criminelles et pénales, au lieu d'accorder un délai de conformité au contrevenant (article 51) (Québec 2012).

Le projet de loi a été l'objet de plusieurs attaques. Des associations et des groupes de pression (souvent anglophones) ont organisé des manifestations et des pétitions contre le projet de loi 14 (*CBC News* 2013a, 2013b). Dès le début, le Parti libéral du Québec (PLQ) (qui obtient traditionnellement une grande partie du vote anglophone) refusait tout soutien pour le projet de loi. La Coalition avenir Québec (CAQ), quant à elle, demandait des modifications majeures pour qu'elle puisse voter pour le projet de loi.<sup>18</sup> En situation minoritaire, le gouvernement péquiste de Pauline Marois avait besoin de l'appui de l'un des deux partis pour faire adopter son projet de loi. Finalement, après les audiences publiques tenues entre mars et avril 2013 et de nombreuses négociations entre le PQ et la CAQ, le PQ abandonna le projet le 14 novembre 2013, car il voyait la substance du projet de loi vidé par les concessions faites à la CAQ (Ouellet 2013).<sup>19</sup>

Le cas du projet de loi 14 a été choisi pour cette analyse, parce que le débat a suscité une couverture intensive des médias francophones *et* anglophones au cours d'une année ou presque, ce qui permet l'analyse d'un corpus large. En plus, le débat concernant ce projet de loi était clairement limité dans le temps (du dépôt à l'Assemblée nationale jusqu'à son abandon), ce qui facilite son analyse.

Sur le plan qualitatif, il s'agit ici d'un projet politique ayant des impacts concrets dans la vie quotidienne des Québécois. La portée et l'émotivité de l'enjeu étaient aussi plus élevées que

---

<sup>18</sup> Leurs soucis étaient surtout liés à la francisation des entreprises, au statut bilingue des municipalités et aux droits d'enfants de militaires de fréquenter l'école anglophone (*CBC News* 2013c).

<sup>19</sup> Pour une description plus détaillée des événements clés de la période échantillonnée, voir annexe 1.

lors d'autres débats comme celui concernant l'interdiction du « Bonjour-Hi » dans des commerces montréalais. Même si ces sujets ont suscité de vifs débats, il s'agissait de discussions singulières, éphémères et relativement légères qui ne touchaient guère aux droits d'une des deux communautés. Par contre, le projet de loi 14 réunissait de multiples thèmes récurrents dans le débat linguistique au Québec, comme les domaines de l'éducation, des municipalités bilingues et du travail. Son introduction à l'Assemblée nationale représentait une menace substantielle pour les institutions anglophones. Cela a naturellement mené à la mobilisation de nombreux acteurs en politique et dans la société civile. Cette diversité d'enjeux et d'acteurs est susceptible de produire un plus grand nombre de cadres interprétatifs et de récits, ce qui permet une analyse plus extensive. En outre, le fait que le projet de loi n'a jamais été adopté permet de penser que de multiples cadres ont pu émerger puisque le gouvernement n'a pas eu le contrôle sur le débat public.

N'oublions pas non plus que le projet de loi 14 s'inscrit aussi dans un contexte historique et politique plus large. Le fait même que ce projet a été introduit par le PQ, parti controversé au sein de la communauté anglophone à cause de sa plateforme souverainiste et sa Charte de la langue française, est susceptible de déclencher des associations et narrations historiques liées, par exemple, à la souveraineté québécoise.

#### **4.1.2 Corpus**

La période d'analyse s'étend du 5 décembre 2012, date de l'introduction du projet de loi 14 à l'Assemblée nationale, jusqu'au 21 novembre 2013, c'est-à-dire jusqu'à une semaine après l'abandon du projet de loi 14. L'analyse couvre donc une période de 50 semaines.

L'analyse incluait les articles de dix journaux (neuf quotidiens et un hebdomadaire) qui étaient répartis en trois groupes: (1) des journaux québécois francophones, (2) des journaux anglo-québécois et (3) des journaux canadiens-anglais (provenant des autres provinces canadiennes ou à vocation nationale). Les journaux canadiens-anglais ont été inclus pour permettre un jugement plus informé sur la spécificité du cadrage des journaux anglo-québécois. La plupart des études comparatives opposent les journaux franco-québécois aux journaux canadiens-anglais. En conséquence, les journaux anglo-québécois sont souvent négligés ou mis dans le même panier que les journaux canadiens-anglais.

Les journaux québécois francophones sélectionnés sont *La Presse*, *Le Devoir*, *Le Soleil*, *Le Journal de Montréal* et *Le Quotidien*. Ce choix inclut les deux quotidiens avec le plus grand tirage par semaine au Québec en 2014: *Le Journal de Montréal* (1,9 million) et *La Presse* (1,8 million) (CEM 2015, 12). Les quotidiens en troisième, quatrième et cinquième position ne sont pas inclus dans le corpus, puisqu'ils appartiennent au même groupe que *Le Journal de Montréal* (*Journal de Québec*, *24 Heures*) ou parce qu'ils s'appuient majoritairement sur des agences de presse (*Métro*). *Le Devoir*, malgré son faible tirage (211 600), est retenu en raison de son influence sur la classe politique et intellectuelle et de son soutien à la souveraineté du Québec dans le passé (Charron et Bastien 2012; Watine 2000). Pour représenter des quotidiens non montréalais, *Le Soleil* et *Le Quotidien* ont été choisis. *Le Soleil*, avec un tirage de 542 000, paraît à Québec (CEM 2015, 12). *Le Quotidien* de Saguenay a été choisi, puisqu'il est publié dans une région majoritairement francophone<sup>20</sup>, où les débats linguistiques devraient être un enjeu moins important dans la vie quotidienne des habitants. L'échantillon poursuit donc l'objectif de représenter les journaux les plus lus, mais aussi les différences régionales au Québec. Le choix couvre aussi les grands groupes propriétaires à l'époque (certains quotidiens ont changé de propriétaire entre-temps), notamment Québecor (*Le Journal de Montréal*), Gesca (*La Presse*<sup>21</sup>, *Le Quotidien*, *Le Soleil*<sup>22</sup>) et Le Devoir inc. L'inclusion de journaux « de qualité » (*Le Devoir*, *La Presse*, *Le Soleil*) et de tabloïds (*Le Journal de Montréal*, *Le Quotidien*) (CEM 2015, 12) était aussi un objectif poursuivi. En ce qui concerne leur orientation idéologique, *Le Devoir* est considéré comme économiquement et socialement de gauche. *Le Soleil* et *La Presse* se situent à droite du centre pour des questions économiques et au centre quant aux enjeux sociaux. *Le Journal de Montréal* est qualifié d'économiquement et socialement conservateur (Thibault et coll. 2020).

Étant donné qu'il n'existe que deux quotidiens de langue anglaise au Québec, *The Gazette*<sup>23</sup> (Montréal) et *The Record* (Sherbrooke), le choix était limité dès le début. *The Gazette*

---

<sup>20</sup> Dans le recensement de 2011, seulement 0,5 % de la population de la RMR de Saguenay a déclaré parler le plus souvent l'anglais à la maison, comparé à 98,9 % qui parlaient le plus souvent le français chez eux. Le nombre d'anglophones est alors nettement inférieur à la moyenne québécoise où 9,7 % ont indiqué parler principalement l'anglais à la maison (Statistique Canada 2012).

<sup>21</sup> En 2018, *La Presse* est devenue une fiducie d'utilité sociale qui ne fait plus partie de Gesca (Bourdeau 2018).

<sup>22</sup> En 2015, *Le Soleil* et *Le Quotidien* ont été acquis par le Groupe Capitales Médias (Radio-Canada 2015). Après la faillite de Capitales Médias, ils sont devenus membres de la Coopérative nationale de l'information indépendante en 2019 (Bergeron 2019).

<sup>23</sup> Depuis 2014 connue comme *Montreal Gazette*.

avait un tirage hebdomadaire de 513 300 en 2014 et fait partie du groupe Postmedia (CEM 2015, 12). Ce média écrit est considérée comme un journal de grand format. Son orientation idéologique est qualifiée de droite en ce qui concerne des enjeux économiques et de centre quant aux enjeux sociaux (Thibault et coll. 2020). En revanche, *The Record* n’a pas pu être inclus dans l’échantillon, car ses articles ne sont pas disponibles pour la période d’analyse.<sup>24</sup> En conséquence, l’hebdomadaire anglophone *The Suburban*, journal local distribué surtout dans l’Ouest de l’Île-de-Montréal et à Laval, a été retenu pour l’analyse. Le tirage combiné de ses trois éditions s’élevait à plus de 130 000 exemplaires par semaine en 2014 (News Media Canada 2014, 23). La prise en compte d’un journal local gratuit pourrait contribuer à la diversité des cadres présents dans le discours médiatique, car on pourrait présumer qu’il donne plus de poids aux opinions de son lectorat qu’un plus grand quotidien « de qualité ».

Finalement, trois journaux anglo-canadiens ont été choisis: *The Globe and Mail*, le *National Post* et le *Toronto Star*. *The Globe and Mail* et le *National Post* sont souvent considérés comme les deux seuls quotidiens à l’échelle nationale au Canada (Redden 2014, 23; Winter 2011, 96). Certains chercheurs attribuent au *Globe and Mail* le rôle de « journal de référence » (Rioux 2005, 10; Magder 1997, 343; Drache et Clifton 2008, 112). Il est lu en grande partie par les élites, les politiciens et des intellectuels, ce qui lui confère un rôle important dans le discours national (Siegel 1996; Redden 2014, 23; Winter 2011, 96). L’idéologie du *Globe and Mail* est considérée comme « légèrement à droite du centre » (Winter 2011, 96), tandis que le *National Post* est considéré comme un journal conservateur (Redden 2014, 23; Drache et Clifton 2008, 112; voir aussi Thibault et coll. 2020) qui se montre parfois sceptique envers le bilinguisme institutionnel (Cardinal 2004, 84). Avec un tirage d’environ 982 000 exemplaires par semaine, le *National Post* est moins lu que *The Globe and Mail* dont son tirage s’élève à environ 2,1 millions (News Media Canada 2014, 23). Comme *The Gazette*, le *National Post* appartient au groupe Postmedia, alors que le propriétaire du *Globe and Mail* est le groupe Woodbridge. Le *Toronto Star*, quant à lui, est un journal régional, qui a, toutefois, beaucoup d’influence en tant que « plus grand journal du Canada » avec un tirage hebdomadaire d’environ 2,2 millions en 2015<sup>25</sup> (Way 2011, 74; Martin

---

<sup>24</sup> Sur son site web, le journal renvoie aux archives numériques des Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BanQ). Toutefois, les publications de ce journal ne sont pas disponibles pour l’année 2013. Une recherche effectuée à l’aide de Press Reader ainsi qu’une recherche dans les archives physiques de la BanQ n’ont pas non plus donné de résultats. Un courriel que nous avons envoyé au quotidien est resté sans réponse.

<sup>25</sup> Au moment de la rédaction du mémoire, les tirages des années 2012 et 2013 n’étaient plus accessibles en ligne.



2008, 179; Drache et Clifton 2009, 115; Newspapers Canada 2015, 5). Idéologiquement, il est qualifié de socio-libéral (Greenberg 2000, 522) ou de « centre-libéral » (Drache et Clifton 2008, 112; voir aussi Thibault et coll. 2020). Le propriétaire du *Toronto Star* est l'entreprise Torstar, qui possède aussi, entre autres, plusieurs journaux locaux en Ontario (Torstar 2020).

Tous les articles et lettres d'opinion mentionnant « loi 14 » et « français\* »<sup>26</sup> ou « Bill 14 » et « French » dans un même texte pendant la période d'analyse ont été recherchés à l'aide des bases de données Eureka.cc (corpus francophone) et Canadian Major Dailies (corpus anglophone). Les textes du *Suburban* ont été retrouvés directement dans les archives numériques du journal en appliquant les mêmes mots-clés. Ensuite, les doublages et les textes qui ne traitaient pas ou très brièvement du projet de loi ont été exclus du corpus. Toutefois, l'exclusion d'un texte du corpus restait une mesure exceptionnelle. Même les textes qui mentionnaient le projet de loi seulement comme exemple ont été retenus, puisqu'on peut présumer que, dans ces cas, le choix conscient de cet exemple s'inscrit dans un récit plus large. La sélection inclut également les lettres de lecteurs. Même si leur contenu n'émane pas d'un journaliste du journal respectif, leur publication est le produit d'un choix éditorial conscient. En outre, en tant que message dans un journal, les lettres peuvent exercer les mêmes effets de cadrage que tout autre texte journalistique. Ainsi, 225 articles francophones, 39 articles anglo-canadiens et 313 articles anglo-qubécois ont été retenus pour l'analyse.

Les textes sélectionnés ont été entrés dans le logiciel d'analyse QDA Miner. Toutes les informations pouvant influencer l'exactitude de l'analyse automatisée, comme le nom d'auteur, la date de publication ou des coupures de mots, ont ensuite été supprimées. Comme l'analyse automatisée traitera la dimension textuelle et non visuelle, les images et les légendes ont également été effacées. Chaque texte a été annoté avec deux variables: le nom du journal d'où il émane et la date de publication du texte. Cette deuxième variable permet non seulement de mettre en contexte le contenu de chaque texte, mais aussi d'observer l'émergence et les changements de chaque cadre.

---

<sup>26</sup> L'astérisque indique que toutes les terminaisons sont prises en considération. Ainsi, le mot « française » est accepté pour éviter qu'un texte qui parle de la « langue française », mais pas du « français » soit exclu des résultats.

### 4.1.3 Classification hiérarchique automatisée

Les trois corpus, soit le corpus francophone, le corpus anglo-canadien et le corpus anglo-qubécois, ont été soumis à une classification hiérarchique assistée par ordinateur. Dans une première étape, les mots et les phrases les plus fréquents de chaque corpus ont été déterminés à l'aide du logiciel d'analyse quantitative WordStat. À l'aide d'une liste d'exclusion préétablie par le fournisseur du logiciel, les mots vides ne portant pas de signification sémantique étaient exclus. La lemmatisation assurait ensuite le regroupement des formes conjuguées d'un même mot pour éviter des doublons indésirables. Parmi les mots et phrases extraits, seulement les mots capables d'ajouter du sens à un cadre potentiel étaient retenus. Dans ce doute, des mots comme « langue » ou « linguistique » étaient exclus (car tous les textes du corpus parlent de la langue dans une certaine mesure), ainsi que les noms de personnes, des chiffres et tous les homonymes. Après cette étape, les synonymes et les mots de la même famille de mots ont été regroupés manuellement pour ne pas alourdir l'analyse hiérarchique subséquente. Ainsi, des termes comme « PME » et « petites\_et\_moyennes\_entreprises » ont été regroupés.

Les mots et phrases extraits ont ensuite été soumis à une classification hiérarchique (*hierarchical cluster analysis*) effectuée à l'aide de WordStat. La classification hiérarchique vise à regrouper les mots et phrases apparaissant le plus fréquemment ensemble dans un même texte. Même si un cadre consiste en plus que le simple choix de mots, leur regroupement peut attirer l'attention du chercheur aux idées centrales (et manifestes) autour desquelles un cadre est construit (Touri et Koteyko 2014, 5). L'unité d'analyse était l'article et l'indice utilisé était le coefficient de Jaccard. Les résultats de l'opération ont été visualisés dans des dendrogrammes.

En modifiant le nombre de regroupements visualisés dans le dendrogramme, l'intensité d'association pouvait être observée et des regroupements d'une taille raisonnable ont été construits. Cependant, le sens de la plupart de ces regroupements n'étant pas évident à première vue, une analyse des mots et des phrases dans leur contexte immédiat était nécessaire. Ainsi, pour chaque mot apparaissant dans le dendrogramme, le contexte a été noté pour découvrir le lien entre les mots dans une même branche du dendrogramme. Cette démarche a permis de réduire les potentielles erreurs dues à des associations faussement présumées entre plusieurs termes, incluant en raison de leur ambiguïté, d'une négation, de l'ironie, etc. Les groupements qui avaient un même motif étaient ensuite synthétisés et regroupés en cinq « cadres préliminaires ».

De manière préliminaire, cinq cadres ont été établis (voir annexe 2), qui ont été appelés:

- Cadre no. 1: « protection de la langue »
- Cadre no. 2: « cadre pragmatique: coûts et bénéfices »
- Cadre no. 3: « cadre politique: le jeu politique »
- Cadre no. 4: « rapports entre francophones et anglophones et minorités linguistiques »
- Cadre no. 5: « affirmation nationale: Paradise lost? »

Chacun des cadres a été divisé en plusieurs « sous-cadres ». L'introduction de sous-cadres semble intuitive, car, à ce point, il n'est pas encore clair comment les cadres sont composés et articulés en détail. Dans la littérature scientifique, le concept de « sous-cadres » a été employé dans les recherches de Triga et Vadratsikas (2018, 10), qui constatent que les sous-cadres « n'améliorent pas seulement la précision de l'analyse, mais [qu'] ils augmentent l'efficacité de l'analyse comparative. »<sup>27</sup> Ils sont alors des opérateurs auxiliaires pour mieux pouvoir décrire la structure ou le fonctionnement interne d'un cadre.

Pour chaque cadre et sous-cadre, les outils de raisonnement et de cadrage ont été indiqués de manière hypothétique dans un tableau (une « matrice ») suivant la méthodologie proposée par Van Gorp (2005). Les outils de raisonnement indiquent la ligne narrative sur laquelle se fonde le cadre: ce dernier définit un problème, attribue la responsabilité à un acteur ou à une circonstance, procède à une évaluation morale et propose une solution au problème. Tandis que ces outils peuvent être implicites, les outils de cadrage sont les indicateurs manifestes d'un cadre, par exemple le choix de mots, des métaphores, etc. Il est à souligner que les cadres répertoriés dans le tableau sont *préliminaires*. Ils servent à orienter l'analyse subséquente des articles. La matrice n'est donc ni rigide ni exhaustive et elle a fait l'objet d'ajustements perpétuels.

#### **4.1.4 Analyse qualitative**

La grille d'analyse utilisée pour l'analyse qualitative des articles est une version légèrement modifiée (et plus détaillée) de la matrice ci-décrite. En suivant la méthodologie de Van Gorp (2005), les quatre outils de raisonnement – la définition du problème, l'attribution de responsabilité, le jugement moral et la proposition de solution – ont été retenus. Aux champs « responsabilité » et « solution » ont été rajoutés les critères de « non-cause » et de « non-

---

<sup>27</sup> Traduction libre.

solution », car parfois un article rejette explicitement une cause ou une solution (Jenkin et coll. 2011).

Les outils de cadrage sont divisés en cinq groupes:

- les choix lexicaux, métaphores et comparaisons employés;
- les exemples mobilisés;
- les images culturelles/historiques et les stéréotypes;
- les graphiques, statistiques et chiffres mobilisés;
- le promoteur du cadre (*frame advocate*), c'est-à-dire la personne ou l'institution qui mobilise ce cadre (par exemple un politicien ou un manifestant).

Lors de l'analyse détaillée des articles, les champs dans le tableau sont remplis, entre autres à l'aide de citations. Le tableau indiquant les cadres préliminaires sert comme ligne directrice pour trier les articles entre les sous-cadres. L'unité d'analyse est l'article.

Bien que la matrice s'inspire de la méthodologie de Van Gorp (2005), notre démarche analytique est différente. La méthodologie de Van Gorp est fondée sur trois étapes: en premier, le chercheur commence par un codage ouvert pendant lequel il lit les documents en notant tous les outils potentiels dans la matrice. Dans une deuxième étape, appelée « codification axiale », le chercheur réduit le nombre d'outils en faisant des liens entre les notes et en créant des regroupements. Finalement, les récits partagés entre plusieurs textes (« frame packages ») sont nommés et décrits en détail.

Nous procédons ici différemment, étant donné que les « frame packages » ont déjà été créés à l'aide de la classification hiérarchique automatisée. L'objectif que nous poursuivons par l'analyse article-par-article est donc de confirmer et de peaufiner les cadres préliminaires identifiés et d'ajouter d'autres cadres au besoin. La démarche appliquée ici est alors beaucoup plus déductive et moins ouverte que celle proposée par Van Gorp, car le codage est effectué selon un schéma préétabli.

Dans notre démarche, chaque texte a été lu au moins deux fois. Lors d'une première lecture, l'objectif était la familiarisation avec le texte et le triage des textes selon le cadre primaire, c'est-à-dire, pour chaque article ou lettre, le « frame package » de la matrice qui

correspond le mieux au texte a été déterminé. Le cadre primaire<sup>28</sup> était celui qui était le plus saillant (par exemple, parce qu'il prend le plus d'espace textuel dans l'article ou parce qu'il apparaît dans le titre, la conclusion ou l'introduction), dont le plus grand nombre d'outils caractéristiques était présent dans le texte ou qui représente le mieux la position générale de l'article. Si un autre cadre apparaissait dans le même texte, celui-ci était qualifié de « cadre secondaire ». Pour chacun des textes, un maximum de deux cadres ont été codés. Pour les cadres qui ont été qualifiés de cadres primaires ou secondaires, tous les sous-cadres présents ont également été notés et entrés dans le logiciel WordStat pour l'analyse quantitative subséquente (voir annexe 3 pour la feuille de codage).

Après cette première lecture, les textes ont été analysés en profondeur. Lors de cette deuxième lecture, plus focalisée sur l'identification des outils de raisonnement et de cadrage concrets, la matrice a progressivement été remplie. Concrètement, c'est donc dire que pour chaque texte, les outils de raisonnement (définition du problème, attribution de responsabilité, jugement de valeur, solution proposée) et les outils de cadrage (mots, expressions, etc.) qui indiquent la présence d'un sous-cadre ont été identifiés et notés dans la matrice, par exemple à l'aide de citations. La matrice qui a ainsi été créée est alors un inventaire d'outils qui véhiculent les différents sous-cadres.

Lors de la lecture détaillée, les cadres préliminaires établis à l'aide de la classification hiérarchique ont largement été confirmés. La vaste majorité de textes ont pu être classifiés selon le schéma préliminaire. En effet, seulement 29 sur 577 articles n'ont pas pu être classés dans un des cinq cadres préliminaires, soit environ 5% des textes. En réfléchissant sur les outils de raisonnement et de cadrage présents dans un texte et leur classification selon les cadres et sous-cadres, la portée de certains cadres a été élargie ou restreinte. Ainsi, le travail sur les textes a permis une rétroaction sur et une correction de la matrice originale et une meilleure délimitation des différents cadres. Par exemple, un sous-cadre, le sous-cadre de mobilisation, a été ajouté au quatrième cadre (rapports entre francophones et anglophones et minorités linguistiques). D'autres sous-cadres, comme le « nationalisme démodé » (5c) ou les « enfants gâtés » (4d) n'étaient que peu utiles pour l'analyse des textes et n'apparaissent pas du tout ou seulement sporadiquement.

---

<sup>28</sup> On pourrait l'appeler aussi « cadre principal » ou « cadre dominant ».

Après la lecture profonde de tous les textes, le tableau contenant les outils de raisonnement et de cadrage a été synthétisé en plusieurs étapes pour en trouver les idées et récits les plus pertinents qui reflètent le discours médiatique. Ceux-ci seront décrits dans le chapitre suivant, qui présente les résultats de notre recherche.

## 5. Résultats

Dans ce chapitre, nous présentons les résultats qualitatifs et quantitatifs de notre étude. Dans une première section, nous abordons l'attention que les trois groupes de journaux ont accordée au sujet du projet de loi 14 à travers la période d'analyse. Ensuite, dans une deuxième section, nous procédons à la présentation détaillée des cinq cadres identifiés dans les corpus. Nous supportons nos explications qualitatives avec des données quantitatives propres à chaque cadre. Les résultats confirment largement notre hypothèse selon laquelle le cadrage du projet de loi 14 diverge dans la presse anglophone et francophone au Québec. Nous voyons, d'une perspective globale, que les mêmes cadres sont mobilisés dans les corpus, mais que leur articulation précise et leur importance varie selon la langue du journal. La différence la plus importante peut être observée dans l'emploi du cadre linguistique et du cadre social. Le cadre linguistique est plus fortement associé à la couverture francophone du débat, tandis que le cadre social est plus typique de la couverture anglophone (qu'elle soit québécoise ou nationale).

### 5.1 Analyse de l'attention médiatique

Pendant la période analysée, ce sont les journaux anglo-québécois qui ont porté le plus d'attention au projet de loi 14, comme l'indique le tableau 1. Au total, 313 articles mentionnant le projet et la langue française ont été retenus pour l'analyse, dont 177 de *The Gazette* et 136 de l'hebdomadaire local *The Suburban*. Ces deux journaux comptent à eux seuls plus d'articles que les cinq quotidiens francophones. Parmi les médias francophones, *Le Devoir* a publié le plus grand nombre d'articles (76 articles). Il est suivi par *La Presse* (51), *Le Journal de Montréal* (49) et *Le Soleil* (37). *Le Quotidien*, le journal local de Saguenay, a publié le plus petit nombre d'articles sur le projet de loi 14, soit seulement 12 pendant une période de 50 semaines. Le corpus anglophone-canadien est, sans surprise, le plus petit avec un total de 39 articles. *The National Post* était le seul journal à couvrir le projet de loi d'une manière relativement intensive (27 articles), *The Globe and Mail* et le *Toronto Star* y ont porté moins d'attention, avec 10 et 2 articles publiés respectivement.

Tableau 1. Nombre d'articles analysés par journal

<b>Journal</b>	<b>Nombre d'articles</b>
<b>Corpus francophone</b>	<b>225</b>
<i>Le Devoir</i>	76
<i>La Presse</i>	51
<i>Le Journal de Montréal</i>	49
<i>Le Soleil</i>	37
<i>Le Quotidien</i>	12
<b>Corpus anglo-qubécois</b>	<b>313</b>
<i>The Gazette</i>	177
<i>The Suburban</i>	136
<b>Corpus anglo-canadien/national</b>	<b>39</b>
<i>National Post</i>	27
<i>The Globe and Mail</i>	10
<i>Toronto Star</i>	2
<b>Total</b>	<b>577</b>

Si nous regardons de plus près l'attention médiatique portée au projet de loi 14 à travers la période d'analyse (voir graphique 1), nous y voyons, généralement, que les journaux anglo-qubécois et les journaux francophones ont augmenté leur couverture pendant les mêmes périodes.<sup>29</sup> Ces périodes de couverture plus intensive tournaient habituellement autour d'un événement politique ou social concret (indiqué par une flèche) qui avait suscité l'intérêt des journalistes. Cet intérêt simultané des journaux anglophones et francophones suggère qu'ils ont partagé un agenda: un premier indice qu'ils n'évoluent pas dans deux mondes médiatiques différents. Généralement, cependant, la couverture était plus intensive et plus persistante dans les journaux anglophones, surtout si l'on prend en considération que le corpus anglo-qubécois ne comporte que deux journaux, dont un hebdomadaire.

L'attention médiatique connaît un premier pic dans les deux corpus au moment du dépôt du projet de loi à l'Assemblée nationale en début décembre 2012 et une semaine après celui-ci.

<sup>29</sup> Le corpus anglo-canadien n'est pas inclus dans ce graphique et dans cette partie de l'analyse, car le nombre limité d'articles ne permet pas l'analyse de tendances générales à travers cette période. Dans cette section, le terme « les deux corpus » fait alors référence aux corpus anglo-qubécois et francophone. De manière analogue, le terme « anglophone » réfère au corpus anglophone-qubécois.



Étant donné qu'il s'agissait d'un projet phare du gouvernement péquiste et que la réforme s'annonçait controversée, les journaux suivaient assez intensément ce dossier.

Après une période plus calme au début de 2013, l'attention médiatique connaît une croissance pendant la 9<sup>e</sup> semaine civile, à la fin février (voir graphique 1). Cette attention accrue est due à plusieurs facteurs: l'approche de la consultation générale en commission parlementaire, la publication d'un rapport sur la situation linguistique par le Conseil supérieur de la langue française (qui a reçu beaucoup plus d'attention des médias francophones qu'anglophones), une première vague de mobilisation de groupes anglophones contre le projet de loi 14 (p.ex. par une manifestation devant le bureau de Pauline Marois) et, finalement, l'incident connu sous le nom « Pastagate », qui est survenu à la mi-février, mais qui a été couvert par les médias un peu plus tard. Puisque l'incident du « Pastagate » a souvent été utilisé pour souligner l'absurdité des lois linguistiques, il est surprenant que son apparition ne se soit pas traduite dans un pic plus marqué chez les médias anglophones. Curieusement, c'est la presse francophone qui discute plus intensément de cet événement, y compris avec ses lecteurs qui ont l'occasion d'exprimer une multitude d'opinions très nuancées au sujet du « Pastagate » et ses implications pour l'OQLF. Cela peut s'expliquer par le fait que la position du lectorat des journaux anglophones est plus homogène: il n'y a tout simplement pas besoin de débattre de l'incident, tandis que l'attitude du lectorat francophone envers l'OQLF est plus hétérogène.

Dans les deux corpus, l'attention médiatique atteint son sommet durant la 11<sup>e</sup> semaine civile de 2013, la semaine où commencent les audiences publiques en commission parlementaire. Toutefois, surtout dans les journaux francophones, l'enthousiasme disparaît rapidement après la première semaine d'auditions. Dans les journaux anglophones, l'attention est également en décroissance, mais reste sur un niveau nettement plus élevé que dans les journaux francophones, peut-être parce qu'ils considéraient le projet de loi 14 comme un enjeu qui touchait particulièrement aux intérêts de leurs lecteurs. Généralement, cependant, il est possible que les audiences sont devenues routinières pour les journalistes ou qu'ils jugeaient tout simplement peu pertinent de suivre les (longues) séances de près.

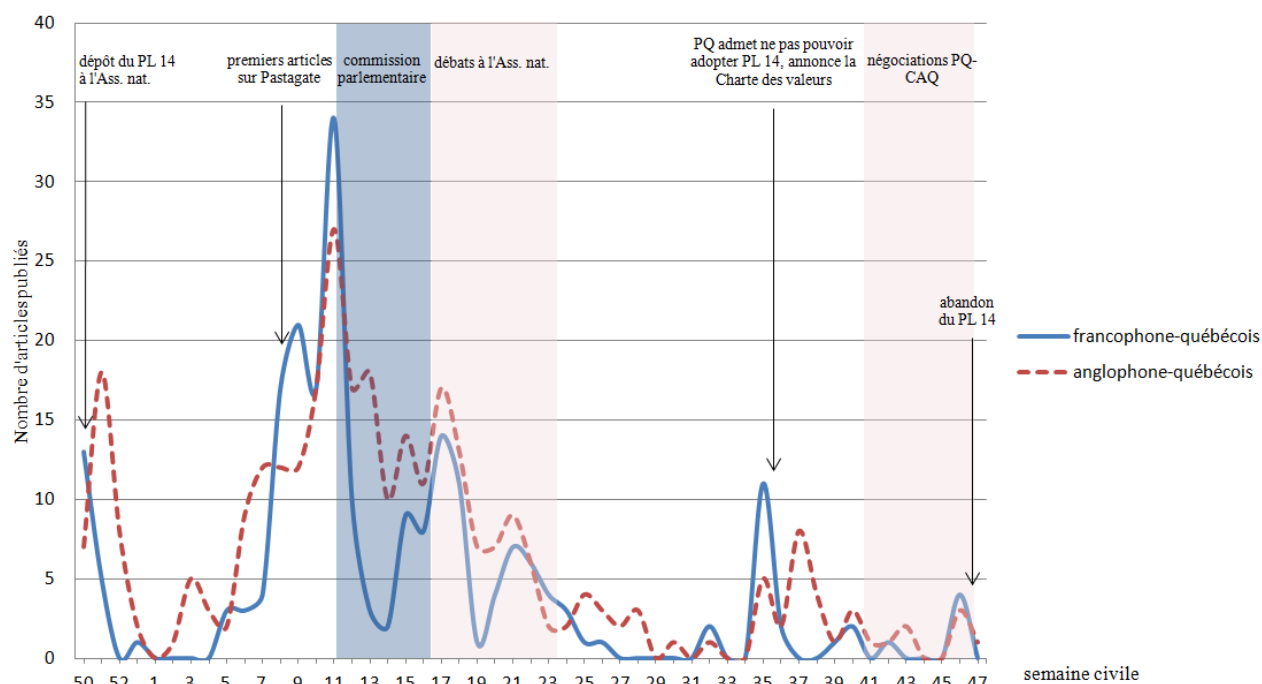
Après les consultations publiques, l'attention augmente encore une fois au début des débats sur le projet de loi à l'Assemblée nationale. En anticipation d'un vote sur le principe, les deux groupes de journaux s'intéressaient aux positions des partis d'opposition et leur intention de

vote le 30 avril (semaine 18). Après de nombreux ajournements du débat, entre autres à cause d'un filibuster des libéraux, l'adoption du principe le 30 mai (semaine 22) n'a plus beaucoup attiré l'attention des deux groupes de journaux. À ce point, le projet de loi a perdu son potentiel polarisant et est devenu un projet comme tous les autres.

Un dernier pic significatif survient néanmoins à la fin août, quand Pauline Marois admet qu'elle ne pense pas pouvoir faire adopter le projet de loi et annonce la Charte des valeurs. À partir de ce moment, ce nouveau projet de loi absorbe toute l'attention médiatique. Quand on mentionne le projet de loi 14, ce n'est que pour créer un parallèle entre les deux projets. Dans les semaines suivantes, le projet de loi 14 n'est mentionné que sporadiquement, souvent en lien avec les négociations de dernière minute entre le PQ et la CAQ, mais les médias semblent déjà avoir perdu de l'intérêt: l'abandon du projet ne provoque qu'un dernier petit sursaut de couverture.

On observe donc une décroissance générale de l'intérêt tout au long de la période analysée, avec des pics simultanés dans les deux corpus autour des événements politiques majeurs. Après l'effet de surprise initial, les « conflits » et débats linguistiques causés par le « Pastagate » et la commission parlementaire, le processus législatif est devenu trop long et trop peu spectaculaire et controversé pour maintenir l'attention médiatique. De fait, le débat et le processus législatif a duré presque un an et peu de développements importants sont survenus durant cette période.

Graphique 1. Nombre d'articles publiés sur le projet de loi 14, corpus francophone et anglo-québécois, par semaine civile



## 5.2 Analyse des cadres<sup>30</sup>

Dans cette section, nous décrivons en détail les cinq cadres majeurs que nous avons identifiés dans notre analyse: les cadres linguistique, social, politique, pragmatique et souverainiste. Ces cadres correspondent largement aux cadres préliminaires identifiés dans notre analyse automatisée (voir annexe 2). Toutefois, nous tenons à souligner que ce chapitre ne suit pas les sous-cadres indiqués dans le tableau en annexe 2. Ces sous-cadres étaient des outils pour

<sup>30</sup> Dans des études similaires (analyse de cadrage avec un focus qualitatif, analyse de discours, etc.), aucune méthodologie unique n'est employée pour référencer les extraits d'un corpus médiatique. Certains chercheurs (p.ex. Ha 2017) ajoutent des références à quasiment chaque citation, d'autres n'en utilisent pas du tout (p.ex. Stenvoll 2002) ou seulement pour certains passages plus longs, mais pas pour des mots singuliers (p.ex. Papacharissi et Oliveira 2008, Berbers et coll. 2016). Toutefois, la logique qui soutient leur démarche n'est généralement pas expliquée. Dans ce chapitre, nous adoptons une voie de milieu: seules les phrases ou les expressions qui apparaissent une seule fois dans le corpus et qui contiennent plus d'un seul mot seront référencées. Celles apparaissant plus fréquemment ou généralement dans le corpus ne seront pas référencées pour ne pas alourdir le texte. Les références sont construites de la manière « (journal, date) ». Elles ne se retrouvent pas dans la bibliographie. L'emploi de guillemets dans ce chapitre est ainsi réservé uniquement aux citations. Les mots ou phrases entre guillemets représentent donc des passages qui apparaissent dans le corpus d'articles. En plus, si la citation est suivie par une version en anglais entre parenthèses, il s'agit d'une traduction d'un extrait du corpus anglophone. Le texte entre parenthèses cite alors l'extrait original. Finalement, nous tenons à souligner que nous nous sommes efforcés de ne pas surreprésenter ou sous-représenter un ou plusieurs journaux dans les citations. La proportion de citations par journal correspond donc largement à sa proportion d'articles inclus dans le corpus.

approfondir l'analyse qualitative des textes. Notre approche inductive a cependant rendu nécessaire la révision et l'adaptation de plusieurs sous-cadres. Les titres indiqués en italiques dans ce chapitre ne représentent donc pas des sous-cadres. Ils visent simplement à faciliter la lecture.

Tableau 2. Nombre d'articles par cadre et corpus<sup>31</sup>

Nombre d'articles par cadre et corpus	Corpus francophone		Corpus anglo-québécois		Corpus anglo-canadien	
	Cadres primaires	Cadres primaires et second.	Cadres primaires	Cadres primaires et second.	Cadres primaires	Cadres primaires et second.
Cadre linguistique	67 (30%)	132 (59%)	22 (7%)	66 (21%)	6 (15%)	13 (33%)
Cadre social	68 (30%)	106 (47%)	191 (61%)	212 (68%)	19 (49%)	24 (62%)
Cadre politique	61 (27%)	96 (43%)	69 (22%)	90 (29%)	9 (23%)	18 (46%)
Cadre pragmatique	9 (4%)	25 (11%)	18 (6%)	39 (12%)	2 (5%)	6 (15%)
Cadre souverainiste	7 (3%)	9 (4%)	-	1 (<1%)	-	-
Autres/non déterminé	13 (6%)	20 (9%)	13 (4%)	19 (6%)	3 (8%)	3 (8%)
Total	225 (100%)		313 (100%)		39 (100%)	

### 5.2.1 Cadre linguistique: Le Québec contre la mer anglophone

La plus grande différence entre le corpus francophone et les deux corpus anglophones consiste dans leur articulation et leur emploi du cadre linguistique et du cadre social. Nous verrons par la suite que les journaux francophones tendent plus que les journaux anglophones à cadrer leurs messages d'une manière linguistique et que le cadre linguistique est différemment construit dans les trois corpus. Pendant que les médias francophones mettent l'accent sur l'urgence de protéger le français, les médias anglophones soulignent le caractère excessif et ridicule de ce projet de loi. Même si le discours est cadré dans des termes similaires, les auteurs des textes anglophones arrivent à différentes conclusions que les auteurs francophones. Les différences entre le cadrage des médias anglo-québécois et anglo-canadiens sont mineures.

Le cadre linguistique est, ensemble avec le cadre politique et le cadre social, l'un des trois cadres les plus importants du corpus francophone. Dans 30% des articles francophones, soit presque un tiers, il était le cadre primaire, comparé à un taux de 15% dans le corpus anglo-

<sup>31</sup> Les valeurs dans les colonnes intitulées « cadres primaires et secondaires » dépassent la somme indiquée en bas du tableau, car les articles véhiculant un cadre primaire et un cadre secondaire entrent ici deux fois dans la statistique. Les pourcentages entre parenthèses indiquent donc la présence des cadres (en tant que cadres primaires ou secondaires) par rapport au nombre total d'articles.

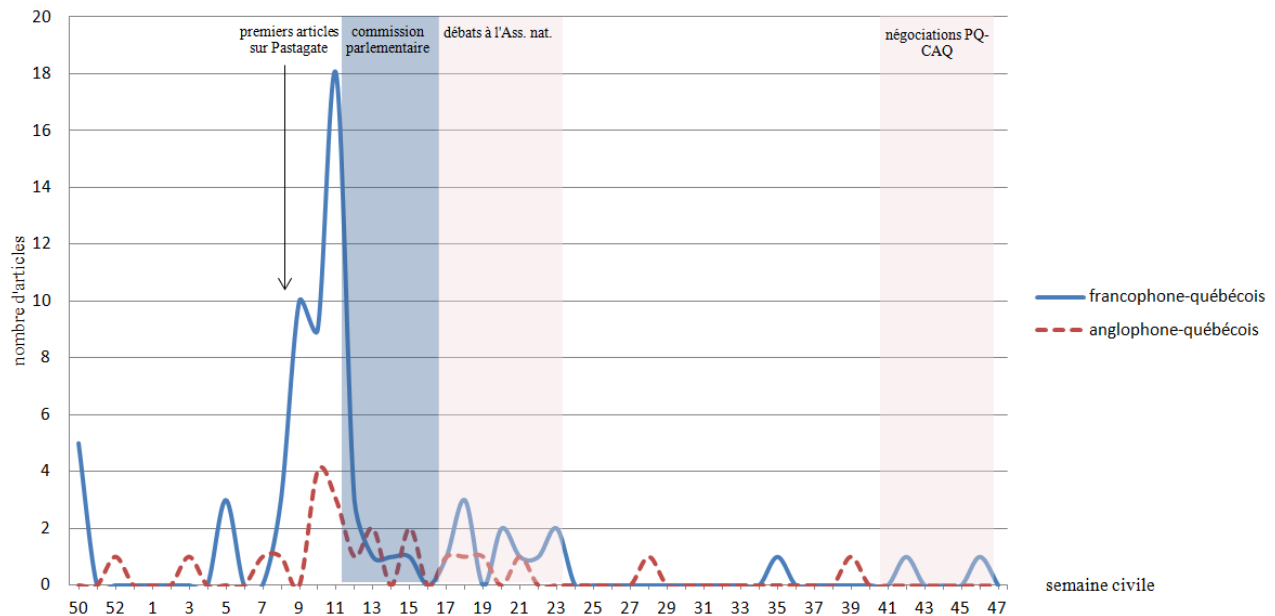
canadien et seulement 7% dans le corpus anglo-québécois (voir tableau 2).<sup>32</sup> Le cadre linguistique se trouve alors en compétition avec deux autres cadres dans le corpus francophone, mais il est plus typique de la couverture francophone que de la couverture anglophone, où il est relégué au second plan. Cependant, en regardant le graphique 2, nous voyons que sa présence était concentrée à la période avant et au début de la consultation publique en raison du rapport du CSLF sur la situation linguistique au Québec et du « Pastagate ». Le fait que le cadre linguistique était presque absent des deux corpus après les consultations en commission et les débats à l'Assemblée nationale crée l'impression que ce cadre était associé à des promoteurs politiques et sociaux présents à la commission et à l'Assemblée.

Dans le cadre linguistique, la question est de savoir si le « déclin du français » est réel, urgent et si une intervention est nécessaire pour protéger la langue contre l'influence de l'anglais. Il présuppose l'importance du français pour l'identité québécoise, mais aussi la « fragilité intrinsèque de la langue française » (*Le Devoir*, 13 mai 2013) qui est causée par sa situation minoritaire en Amérique du Nord. De cette importance découle le besoin d'assurer « l'avenir du français chez nous » (*Le Devoir*, 7 juin 2013), qui fait face à la pression croissante de la bilinguisation dans de nombreux milieux de vie et surtout à Montréal. Cette bilinguisation, qui est en vérité une tendance à l'emploi croissant de l'anglais dans le monde d'aujourd'hui, est perçue comme un phénomène étranger, une « dérive suicidaire » (*Le Journal de Montréal*, 22 février 2013). Cette inquiétude linguistique remonte à la pensée néonationaliste des années 1960 et 1970, qui construisait le lien entre la culture québécoise et la langue française (Gittersos 2011, 123-24) et qui a ainsi posé les bases pour « l'hypervigilance linguistique » des médias francophones, comme le nomme Freake (2012, 6-7).

---

<sup>32</sup> Si l'on ajoute les cadres secondaires identifiés dans les articles, le cadre linguistique se retrouve même dans 59% des textes francophones, dans 33% des textes anglo-canadiens et dans 21% des articles anglo-québécois (voir tableau 2).

Graphique 2. Nombre d'articles avec un cadre linguistique comme cadre primaire, corpus francophone et anglo-québécois, par semaine civile



### *L'urgence linguistique*

Les médias francophones font le portrait d'une société dont la langue est toujours « hautement menacé(e) » (*Le Devoir*, 14 mars 2013). Les expressions employées, comme « la survie », « la vitalité » et « l'avenir du français », sous-entendent un danger qui met en péril la langue. Le cadre mobilise un vocabulaire soulignant le danger imminent, en parlant d'une « situation (...) alarmante » ou d'une « urgence ». Pour prouver ou rejeter l'hypothèse du recul du français, de nombreuses statistiques sur l'état et l'évolution de « la situation du français au Québec » sont mobilisées. Les « reculs évidents, mesurés, documentés » (*Le Journal de Montréal*, 18 mars 2013) par ces études légitiment l'intervention politique: il est donc « urgent » de « corriger le tir », car, selon le gouvernement et la plupart des auteurs des journaux francophones, « l'anémique loi 101 » n'est plus en mesure de garantir la sécurité linguistique des francophones après son affaiblissement par les tribunaux canadiens, qui sont eux aussi vus comme des forces étrangères. Le projet de loi 14 est une rupture avec « l'inaction irresponsable » (*Le Journal de Montréal*, 15 novembre 2013) des gouvernements précédents, qui ont fait preuve d'un « aveuglement volontaire » (*Le Devoir*, 7 juin 2013) en matière linguistique. Le projet n'est peut-être pas parfait (d'autres solutions plus ciblées auraient pu être trouvées), mais il est un pas vers la reprise de l'initiative par le gouvernement dans la lutte contre la bilinguisation. Son but

est d'assurer le « progrès » et la « valorisation » du français, ciblant avant tout l'intégration des allophones à la communauté francophone et la protection des acquis historiques de la loi 101 et de la Révolution tranquille. Le scénario alternatif serait d'ouvrir les portes au bilinguisme et ainsi à l'assimilation et la disparition des Québécois francophones. Ce danger n'est pas toujours explicite, mais le fait de surveiller de tout près les chiffres et les tendances linguistiques et de prendre des décisions politiques en cette matière montre qu'il existe un souci pour la vitalité de la langue. Notons ici que cette lutte pour la langue française n'est généralement pas présentée comme une lutte contre les anglophones, mais comme une correction des « faiblesses de la loi 101 » (*Le Soleil*, 15 mars 2013), qui doit être « adapt[ée] aux nouvelles réalités » (*Le Devoir*, 7 mars 2013).

Comme ce récit est l'angle préféré du gouvernement<sup>33</sup>, il est repris par les journalistes de tous les corpus, l'autorité de la source oblige. Toutefois, le récit de l'urgence linguistique est plus fréquemment repris par les journaux francophones, où ce sous-cadre domine le cadre linguistique. Concrètement, quand les journaux francophones emploient le cadre linguistique, ils racontent le récit de l'urgence linguistique dans environ 90% des cas, tandis que ce taux est de 69% et de 64% dans les deux corpus anglophones. Ces taux relativement élevés peuvent être expliqués par le pouvoir du gouvernement d'imposer son cadrage aux médias: même si les journalistes ne sont pas d'accord avec l'argument péquiste qu'une réforme de la loi 101 est nécessaire, ils doivent au moins reprendre le cadrage du gouvernement pour le contredire et tout simplement pour permettre à leurs lecteurs de comprendre le débat public. Cependant, comme le montre le graphique 2, l'intérêt de tous les journaux au cadre linguistique a reculé rapidement après les premières consultations publiques, indiquant que le gouvernement péquiste n'a pas pu faire passer et maintenir son cadre à travers toute la période d'analyse. D'ailleurs, si l'on prend la couverture du *Quotidien* de Saguenay comme indicateur, le cadre linguistique semble avoir eu une moins grande importance en région: seulement 17% des articles du *Quotidien* employaient le cadrage linguistique comme cadre primaire<sup>34</sup>. Il est possible que, pour les habitants de régions

---

<sup>33</sup> Voir, par exemple, les remarques préliminaires de la ministre De Courcy à l'ouverture des consultations publiques le 12 mars 2013: « Plus de 35 ans après l'adoption de la Charte de la langue française, il fallait agir pour qu'elle réponde aux besoins d'aujourd'hui. (...) Tout en encourageant par des moyens concrets la connaissance d'autres langues, il faut sans équivoque confirmer et renforcer le français comme langue commune de la société québécoise » et « [il] y a un consensus dans notre société (...) sur l'importance de défendre la langue officielle au Québec » (Assemblée nationale 2013, 1-2).

<sup>34</sup> Notons ici toutefois le nombre limité d'articles publiés (n=12).

largement francophones, le déclin linguistique est un problème des métropoles qui les concerne moins.

La plupart de la couverture anglo-qubécoise ne nie pas le besoin de protéger la langue française, mais bien la nécessité de ce projet de loi spécifique, qu'elle présente comme une mesure punitive contre la communauté anglophone, qui n'est pas responsable du déclin du français. Cependant, il existe un contre-cadre, qui remet en doute le recul du français au Québec, et qui est plus présent dans les journaux anglophones que dans les journaux francophones. De multiples auteurs et personnalités dans ces journaux « voient mal cette menace » (« struggling to see this threat », *The Gazette*, 14 mars 2013), car ils interprètent les mêmes statistiques différemment et n'y trouvent « aucun problème démontrable » (« no demonstrable problem », *The Gazette*, 20 avril 2013). Comme « le français va bien » (« French is doing well », *The Suburban*, 19 décembre 2012), le projet de loi 14 s'appuie sur une « fausse prémisse ». Les questions linguistiques ne méritent donc pas une place en tête de l'ordre du jour; elles sont « une solution en quête d'un problème » (« a solution in search of a problem »). Il faudrait plutôt se modérer et concentrer sur « des choses plus importantes » (« more important things »), comme l'économie, l'éducation, le système de santé, l'emploi ou les finances publiques que de céder à l'alarmisme injustifié du PQ, de nationalistes et de « zélotes ». Bien que les journaux francophones accordent de l'espace à ces voix opposées, comme à Philippe Couillard et Hugo Shebbeare (Office québécois de la langue anglaise), celles-ci sont plus diverses dans le corpus anglo-qubécois, qui donne également la parole à l'opposition parlementaire, aux commissions scolaires, au commissaire aux langues officielles et à des activistes et avocats. Ce fait montre toutefois que la presse francophone n'ignore pas tout simplement le contre-cadre anglophone, même si elle ne soutient pas nécessairement cette perspective.

La visibilité de ce contre-cadre dans le discours anglo-qubécois n'est pas un nouveau phénomène. Waters a déjà argumenté en 1982 que les médias anglo-qubécois reflétaient les sentiments des factions « plus extrêmes » de leur public, en « refusant d'accepter l'hypothèse que la langue et culture française étaient en péril » au Québec (cité et traduit dans Gitersos 2011, 260).



## *Le français, socle de l'identité québécoise*

Le Québec, selon le cadrage identitaire, est une terre francophone qui peut légitimement « protéger son patrimoine » (*Le Devoir*, 14 mars 2013) culturel contre des phénomènes qui menacent l'existence (déjà fragile) de la communauté francophone dans une « mer anglophone ». Cette idéologie monolingue (Vessey 2016) normalise l'utilisation du français et délégitime parfois l'emploi de l'anglais dans la vie quotidienne: « Quand je vais en Italie, et que je veux acheter un billet d'autobus, j'essaie que le chauffeur me comprenne », comme le dit le politicien péquiste Marc Laviolette (*La Presse*, 9 février 2013). Le français est donc présenté comme la seule langue commune et d'usage des Québécois.

En tant que source de « l'identité (québécoise) » et de fierté, protéger le français est de « préserver ce qu'on a de plus précieux » (*Le Journal de Montréal*, 15 novembre 2013), une obligation qui se justifie par sa valeur idéale intrinsèque. Étant donné que l'« identité nationale [est] définie par notre langue » (*Le Devoir*, 26 février 2013), la généralisation du bilinguisme signifierait la disparition de la cohésion sociale et de la nation québécoise. Cette notion fait de la protection du français une « question existentielle » (*Le Journal de Montréal*, 15 novembre 2013) pour la communauté francophone. La tentative du PLQ de promouvoir un Québec bilingue est alors perçue comme une tentative de dissoudre le lien intrinsèque entre la langue française et l'identité québécoise. Le bilinguisme canadien est alors vu comme une invention canadienne et anti-québécoise qui met en péril le projet de société que s'est donné le Québec lors des années 1960. Dans son scénario fataliste où « le français n'est plus qu'une langue sur deux » à Montréal, Mathieu Bock-Côté (*Le Journal de Montréal*, 22 février 2013) fait le lien entre l'acceptation du bilinguisme et du multiculturalisme par les Montréalais, l'échec de la souveraineté et la désintégration future du Québec. Promouvoir le bilinguisme serait donc dissoudre la cohésion sociale selon sa vision.

Les soucis autour de la sécurité linguistique face à de multiples menaces, y inclus le bilinguisme, sont une continuation du discours néonationaliste des années 1970. Comme l'explique Gitersos (2011, 123-24), beaucoup de néonationalistes québécois considéraient le bilinguisme comme la « menace la plus grave » à la langue française et comme « un cheval de Troie pour l'unilinguisme anglophone ». Le discours des médias francophones s'inscrit donc dans une continuité historique.

Le sous-cadre du français comme fondement de l'identité québécoise ne compte cependant que pour une petite partie du cadre linguistique: seulement 14% des textes francophones employant le cadre linguistique véhiculent aussi ce récit. Les références à l'identité québécoise ou au « projet social » sont pourtant quasiment absentes des corpus anglophones. Cette observation est frappante, étant donné l'importance du lien entre langue et identité pour le débat autour du projet de loi 14. Il est possible que ce manque de contexte soit dû à un rejet tacite de l'identité unilingue francophone en général (comme nous verrons dans la section relative au cadre social) et que, par conséquent, cette voie d'explication est considérée comme peu légitime ou pertinente par les journaux anglophones. Alternativement, il pourrait s'agir d'un manque d'intérêt ou de compréhension de la perspective francophone. L'absence de contexte complique toutefois la compréhension de l'autre côté et du débat, laissant le lecteur avec l'impression que les lois linguistiques sont le produit d'une simple « attention obsessionnelle » (« obsessive focus », *The Gazette*, 29 mars 2013) du Québec sur la langue. En conséquence, ceux qui demandent un renforcement des lois sont qualifiés de « groupes *hardline* » (« hardline language groups »), dont les soucis sont dénigrés comme craintes injustifiées (« blind fear », *The Gazette*, 7 mars 2013). Ce vocabulaire exclusif aux médias de langue anglaise discrédite les positions des activistes francophones dès le début, car il sous-entend que ces points de vue sont extrêmes et suspects.

### *L'obsession linguistique*

Les commentateurs anglo-québécois voient ce sentiment confirmé par des « événements fous » (« crazy happenings », *The Gazette*, 16 mars 2013) impliquant l'OQLF. Leurs excès découlent, selon eux, directement de l'obsession du gouvernement avec ce « non-sens linguistique » (« language nonsense »). Ils sont aussi l'expression d'une mauvaise gouvernance qui ne se préoccupe que « [de] la langue, la langue, la langue » (« nothing but language, language, language », *The Gazette*, 29 mars 2013) et qui « gaspille notre argent » (« wasting our money ») au détriment des « enjeux réels » (« the real issues »). En créant un lien entre les résultats honteux du Québec sur le plan socio-économique (p.ex. la pauvreté à Montréal, la corruption) et le projet de loi 14, la politique linguistique est implicitement blâmée de tous les maux du Québec.

Tout comme dans les quotidiens francophones, les journaux anglophones se moquent des « stupidités » (« stupidities ») de l'OQLF qui ont fait du Québec « la risée de tous » (« a

laughingstock »). Cette critique plus « légère » se traduit souvent dans des jeux de mots et des blagues ironiques qui jouent sur l'exagération des règles linguistiques à l'absurde, p.ex. la mauvaise traduction de mets étrangers en français (« chow Boulevard St-Laurent » au lieu de chow mein). Cependant, les journaux anglophones tendent à exagérer l'impact de ces incidents (« global-scale embarrassment », *The Gazette*, 12 mars 2013; « Pastagate scandal ») et à décrire l'OQLF plus négativement comme hostile, quasi-militaire et menaçant, le qualifiant de « tongue troopers » et de « police de la langue » (« language police »). Ils opposent ainsi cet organisme hostile et déraisonnable aux entrepreneurs honnêtes et vertueux. Dans le corpus anglo-canadien, on y voit même le signe d'une xénophobie et une « campagne contre la langue anglaise » (« campaign against the English language »). Cette observation est congruente avec le constat d'Arnopoulos et Clift (1984, 260-61) qui argumentent que les histoires d'intérêt humain présentées par les médias anglo-québécois dans le contexte de la loi 101 sont celles qui représentent les situations les plus malheureuses soulevées par des interventions gouvernementales. Ces histoires servent, selon eux, à présenter le Québec comme une société opprimante ou, dans notre cas, l'OQLF comme institution hostile. En conséquence de cette attitude plus négative envers l'OQLF, les médias anglophones québécois vont jusqu'à remettre en question sa légitimité en proposant entre autres son abolition.

Par contre, les journaux francophones présentent les incidents comme le « Pastagate » comme un danger pour les efforts du gouvernement de protéger le français, parce qu'ils vont trop loin. Certains activistes francophones, comme Mario Beaulieu (MQF), sont présentés comme des « ayatollahs (de la langue) » ou des « 'patriotes' restés figés dans la logique de 1837 » (*La Presse*, 29 août 2013), laissant sous-entendre que cet « extrémisme linguistique » (*Le Journal de Montréal*, 26 avril 2013) est démodé et marginal. Généralement, dans la presse francophone, ces « dérapages » sont attribués à des erreurs de « (bon) jugement » et à « quelques rares inspecteurs » (*La Presse*, 26 février 2013) trop zélés plutôt qu'au Québec en général. Même si l'OQLF est critiqué dans la presse francophone pour son « excès de zèle » et l'embarras qu'il a causé à l'échelle internationale, c'est aussi le fait de « donner des munitions aux anglos » et l'exploitation de ces incidents par les médias et les politiciens libéraux qui attirent la critique francophone. Bien qu'ils partagent la critique anglophone, les articles francophones attribuent moins d'importance à ces événements, qu'ils comprennent souvent comme un problème qui ne mérite pas autant d'attention, mais qui nuit toutefois à la cause du gouvernement. Les auteurs

proposent donc d'améliorer les procédures au sein de l'OQLF, d'attaquer les « vrais problèmes », mais aussi un discours public qui n'occulte pas le débat de fond, soit la fragilité de la langue française au Québec qui est au cœur du problème.

Les corpus diffèrent aussi quant à l'importance qu'ils accordent à ce sous-cadre d'obsession linguistique. Le récit du Québec obsédé par la langue est relativement rare dans le corpus francophone. Il apparaît dans 24% des textes qui emploient un cadre linguistique, tandis que cela est le cas de 61% des textes anglo-québécois et de 86% des textes anglo-canadiens qui utilisent ce cadre. C'est-à-dire que, si les journaux anglophones utilisent le cadre linguistique, ils se focalisent beaucoup plus sur une prétendue obsession irrationnelle que les journaux francophones. Les médias anglophones accordent donc aussi une plus grande place aux adversaires du projet de loi 14, comme à des politiciens libéraux, des activistes anglophones et des entrepreneurs qui ont été visités par l'OQLF. La plus forte présence de l'aspect obsessionnel dans les corpus anglophones ne surprend pas, étant donné qu'il leur sert à discréditer le projet de loi 14 comme excessif. Ce qui semble problématique, cependant, est le fait que c'est la couverture anglo-canadienne qui transmet le plus souvent des trois corpus le sous-cadre d'obsession linguistique et le moins souvent le sous-cadre d'urgence. Le lectorat des journaux anglo-canadiens, déjà moins informé sur la question linguistique au Québec, pourrait alors plus facilement percevoir le projet de loi d'une manière cynique et hors de son contexte sociodémographique.

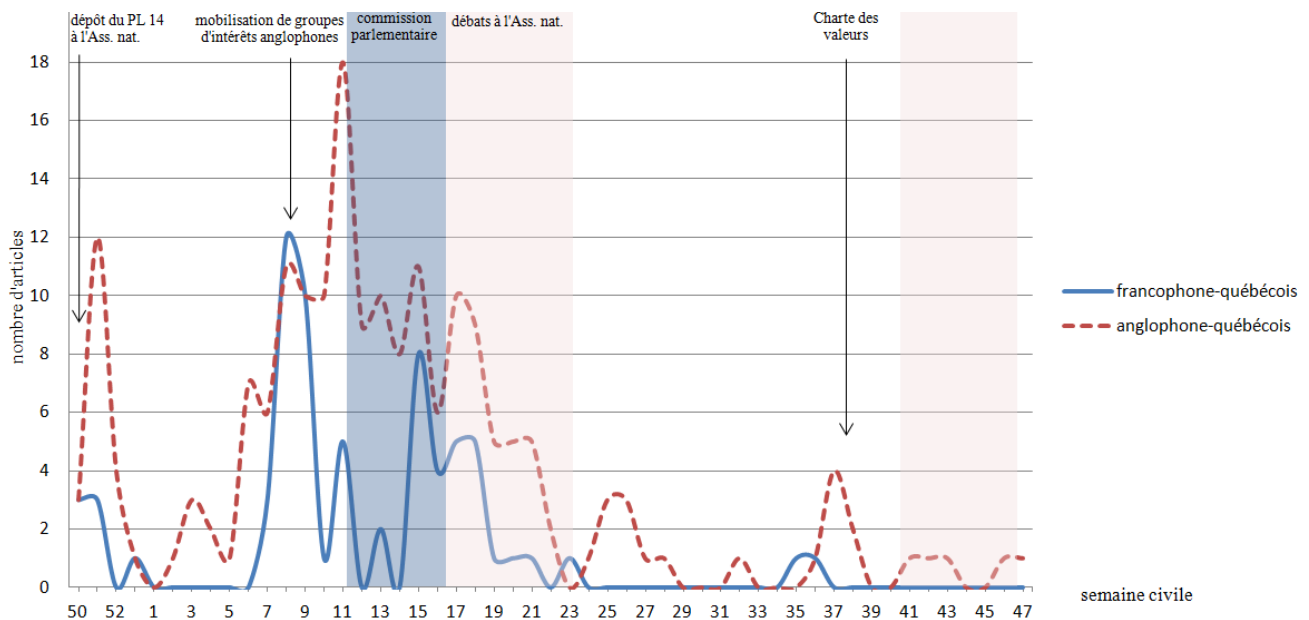
### **5.2.2 Cadre social: Conflit, paix et justice sociale**

Tandis que la structure interne du cadre linguistique diverge largement en fonction du corpus, cela est moins le cas pour le cadre social. Les aspects sur lesquels les journaux francophones et anglophones mettent l'accent au sein de ce cadre (les sous-cadres) sont similaires. Nous verrons, toutefois, que non seulement l'articulation de ce cadre diffère dans les détails, mais aussi la préférence qu'ont les journaux pour lui. Nous apprenons que les médias anglophones, qui mobilisent ce cadre plus fréquemment que les médias francophones, vont plus loin dans leur présentation du projet de loi 14, en suggérant qu'il constitue une attaque contre les anglophones et qu'il est l'expression de tendances antidémocratiques du gouvernement. Les médias anglo-québécois, particulièrement *The Suburban*, se montrent également plus activistes et combatifs et présentent l'opposition à ce projet comme plus significative que les médias

francophones. Les journaux anglo-québécois et anglo-canadiens sont, encore une fois, similaires quant à leur cadrage. La couverture anglo-canadienne est toutefois moins profonde, plus homogène (en présentant peu de perspectives différentes) et emploie moins de références historiques.

Une grande différence entre la couverture francophone et anglophone consiste dans l'emploi du cadre social. Un lecteur de la presse anglophone est beaucoup plus susceptible de s'exposer à un cadre social: 61% des textes dans le corpus anglo-québécois et 49% des textes dans le corpus anglo-canadien véhiculent principalement un cadre social. Tout au long de la période analysée (avec quelques rares exceptions), il dominait la couverture anglo-québécoise. Dans la presse francophone, il comptait pour 30% des cadres primaires utilisés, ce qui le met sur un même niveau que les cadres linguistique (30%) et politique (27%), avec lesquels il se trouve en compétition. Comme l'illustre le graphique 3, le cadre social suivait à peu près les mêmes dynamiques dans le corpus francophone que dans le corpus anglo-québécois. Toutefois, si le cadre linguistique est plus fortement lié au discours médiatique francophone, c'est le cadre social qui semble être associé au discours anglophone.

Graphique 3. Nombre d'articles avec un cadre social comme cadre primaire, corpus francophone et anglo-québécois, par semaine civile



Ce cadre s'interroge avant tout sur les impacts sociaux du projet de loi 14, notamment sur les relations entre les communautés francophone et anglophone. Cette relation est généralement comprise dans son contexte historique: les anglophones et les francophones partagent une histoire marquée de coopération et de conflits. Le cadrage social s'appuie donc sur un vaste répertoire de références et stéréotypes historiques et culturels ancrés dans la mémoire des communautés. Surtout les souvenirs des années 70, en particulier ceux de 1977 (l'année de l'adoption de la loi 101) s'offrent comme récits réutilisables en raison de leur proximité thématique avec le débat sur le projet de loi 14. Plusieurs enjeux dans le passé ont déjà révélé des divergences d'opinions entre les deux communautés (p.ex. la souveraineté, la préférence de partis, la conscription): couvrir l'opinion publique en termes d'opposition entre francophones et anglophones est donc un motif courant dans les médias. Même si ce cadre est spécifique au Québec, la division d'un débat en deux camps est une pratique médiatique répandue: non pas seulement parce que ce cadre « de conflit »<sup>35</sup> est facilement réutilisable et parce qu'il « fait vendre », mais parce qu'il crée l'impression d'un équilibre en donnant la parole aux deux côtés d'un débat (de Vreese 2004, 38).

Un grand nombre d'auteurs craignent que le projet de Mme De Courcy nuise aux relations entre les deux communautés linguistiques à cause de son potentiel de « diviser les Québécois quand nous devrions collaborer » (« divide Quebecers when we should be working together », *The Suburban*, 26 juin 2013) et de « saper l'équilibre linguistique » (« undermines the linguistic balance », *The Suburban*, 5 juin 2013). Ils se soucient de la « paix sociale [qui] s'était installée au Québec au sujet de la langue » (*La Presse*, 26 février 2013) et constatent le besoin d'encourager le dialogue entre les groupes linguistiques et de modérer le discours. Ce qui diffère (légèrement) d'un corpus à l'autre est l'attribution du blâme pour cette détérioration des relations. Même si la plupart des textes tiennent le gouvernement péquiste responsable de cette situation, le corpus francophone cherche la faute aussi du côté anglophone (p.ex. chez les politiciens libéraux ou les activistes), tandis que les commentateurs anglo-québécois blâment également l'OQLF des tensions. En effet, dans le corpus anglo-québécois, l'Office reçoit beaucoup plus de couverture négative que dans les journaux francophones, surtout dans *The Suburban*, qui documente et

---

<sup>35</sup> Notons, cependant, qu'il y a différents types de cadres de conflit (*conflict frames*), comme le constatent Bartholomé et coll. (2018). Je fais ici référence au conflit social en particulier et non pas au cadre de conflit dans un sens large (p.ex. englobant le conflit entre acteurs politiques).

critique de nombreuses interventions de l'Office. L'OQLF et ses inspecteurs sont alors considérés comme des acteurs inutiles qui harcèlent des entrepreneurs honnêtes.<sup>36</sup> Dans ce rôle, l'OQLF représente les politiques du gouvernement et son attitude anti-anglophone.

### *Une loi hostile aux anglophones*

D'autres commentateurs voient dans le projet de loi 14 une hostilité ouverte envers la minorité anglophone. Il est donc cadré comme « anti-English » plutôt que « pro-French ». De manière analogue, les activistes francophones sont qualifiés de « groupes de pression anti-anglais » (« anti-English pressure groups », *The Suburban*, 19 janvier 2013), discréditant ces groupes et restreignant le débat dès le début. Curieusement, ce cadrage du projet de loi n'est pas exclusif aux corpus anglophones, mais se trouve aussi dans les médias francophones. L'idée d'hostilité est soulignée, dans tous les corpus, par un vocabulaire guerrier: on parle ainsi d'une « guerre linguistique », de « batailles » (« stark battles »), de « survivants anglais » (« English survivors », *The Suburban*, 20 mars 2013) et de « soldats pour protéger, promouvoir et défendre la langue française du Québec » (« soldiers to protect, promote and defend Quebec's French language », *The Gazette*, 16 mars 2013). Cette idée est encore renforcée par les effets négatifs qu'aura le projet de loi sur les institutions anglophones, comme les villes bilingues, les hôpitaux et écoles de langue anglaise. Il pourrait non seulement entraîner des fermetures ou un abaissement de la qualité de service, mais une « attaque » contre ce réseau, qui est un point d'identification pour les anglophones et qui contribue à leur vitalité. Cela est perçu comme une agression contre « ces communautés déjà fragilisées » (« already fragile communities », *The Gazette*, 12 avril 2013), point qui est supporté par des statistiques montrant le déclin du système scolaire anglophone. L'objectif du projet serait donc moins de renforcer le français au Québec, mais de « se débarrasser de nous [les anglophones] ». D'après les médias anglo-québécois, il s'agit ici d'une « politique d'éradication » (« eradication policy ») « ciblant les communautés anglophones et allophones » (« targeting the anglophone and allophone communities », *The Gazette*, 24 avril 2013). Une minorité d'auteurs anglophones parlent même de « persécution » (« persecuting anglophones », *The Gazette*, 2 mai 2013) et d'une « forme de nettoyage ethnique »

---

<sup>36</sup> Cet aspect est lié à l'idée de l'obsession linguistique. Cependant, dans le contexte du cadre social, les interventions de l'OQLF sont présentées comme une attaque contre les anglophones qui nuit aux relations entre les communautés. L'idée de l'obsession linguistique réfère plutôt à une critique de la nécessité de la politique linguistique et du caractère exagéré et excessif de celle-ci.

(« a form of ethnic cleansing », *The Suburban*, 10 avril 2013). Le Québec est ainsi décrit comme un État de non-droit opprimant les minorités comme un régime « d'apartheid », « raciste » ou « ségrégationniste » qui poursuit la « ghettoïsation » des anglophones, qui se voient comme des « citoyens de seconde classe » (« second-class citizens ») exclus de la société. Même si de telles comparaisons apparaissent dans une minorité d'articles anglophones, elles peuvent créer des images très fortes chez le lecteur et elles sont rapidement reprises par les journaux francophones pour critiquer le discours anglophone. Encore une fois, nous voyons ici que les médias francophones accordent de l'espace au discours anglophone, même s'il ne converge pas avec leur perspective.

La presse francophone reprend ainsi la critique de Mario Beaulieu qui voit dans ces accusations de la « propagande antiquébécoise » (*Le Journal de Montréal*, 24 février 2013), rejetant ainsi les soucis anglophones en leur reprochant leur mauvaise foi. Ce constat crée de la méfiance envers les politiciens et médias anglophones en les présentant comme des ennemis des intérêts des Québécois. On inverse donc le blâme en suggérant que ce sont les anglophones qui font détériorer la paix sociale, puisqu'ils manipulent et polarisent l'opinion publique. Dans cet ordre d'idées, quelques commentateurs francophones dénoncent les critiques, qu'ils considèrent exagérées et paranoïaques, des anglophones, qui se présenteraient faussement comme les victimes. Leurs plaintes ne devraient donc pas être prises au sérieux.

#### *La lutte entre deux visions pour le Québec: la tolérance contre la régression*

Nous voyons ici que la communauté francophone, qui se comprend comme minorité menacée au niveau national, mais qui est perçue comme majorité dominante au Québec, doit justifier son comportement à l'égard de la communauté anglophone: leur traitement est-il juste ou même discriminatoire? La clé ici est l'usage argumentatif du statut de minorité ou de majorité par les deux communautés en fonction de la situation: le statut de minorité sert ainsi aux francophones lorsqu'il est question de défendre rigoureusement leur langue contre l'anglais, pendant que les anglophones l'utilisent pour demander le respect de leurs droits minoritaires. À la fois, le statut majoritaire sert comme prétexte pour demander à l'autre communauté de s'intégrer et de respecter les règles de la majorité. Mais cette dynamique soulève une deuxième question plus générale: quelle place accorde-t-on à la minorité anglophone dans l'identité québécoise? Selon ce cadre, qui se trouve dans tous les corpus, mais qui est plus typique du corpus anglo-



québécois, le Québec est à la croisée des chemins entre une conception homogène et une vision diverse, multilingue et inclusive de sa société. Le projet est alors également présenté comme une décision sur l'avenir qu'envisagent les Québécois pour leur société. Selon la plupart des auteurs, y compris dans les journaux francophones, le gouvernement péquiste signale toutefois que cette société est unilingue francophone et peu inclusive. La vision sociale du PQ est alors associée à l'intolérance et au renfermement. Elle témoignerait d'un nationalisme ethnique, opposé à la réalité du Québec qui est plus diversifiée et qui inclut plus de groupes que seulement les francophones. Même si les reproches d'intolérance sont plus typiques du corpus anglo-québécois (et particulièrement promus par des politiciens libéraux et des activistes), la plupart des voix francophones critiquent également l'image « ridiculement intolérante » (*Le Devoir*, 23 février 2013) que projette le Québec à travers ses lois linguistiques et se prononcent en faveur de la « tolérance face aux langues » (*La Presse*, 26 février 2013).

#### *Retour du conflit ou harmonie linguistique?*

Mais les trois corpus vont encore plus loin en évoquant le risque d'une détérioration de la paix sociale en raison du projet de loi 14. Cette détérioration est vue dans le contexte historique: les médias anglophones et francophones rappellent alors des événements conflictuels, surtout des années 70 et 80, y inclus « l'exode anglophone », pour les lier à la situation actuelle au Québec (« Thoughts of Bill 22, St-Leonard in the 1970s, Bill 101, Alliance Quebec, the Equality Party, Howard Galganov and the partition movement have all flashed through my head »<sup>37</sup>, *The Gazette*, 4 avril 2013) et laissent entendre que le Québec est sur le point de vivre une nouvelle crise linguistique. L'attentat contre Pauline Marois après sa victoire électorale ou les menaces de mort contre des activistes francophones et anglophones montrent, selon les auteurs (anglophones et francophones), que les tensions sociales s'aggravent et qu'elles présentent un risque tangible pour la sécurité publique. La fragilité de la situation est soulignée par des expressions comparant la

---

<sup>37</sup> L'auteur fait ici référence à plusieurs événements et personnages du passé, qui sont tous associés à des conflits autour de la langue au Québec. La loi 22, ou la Loi sur la langue officielle, adoptée en 1974 sous le gouvernement libéral de Robert Bourassa, était le précurseur de la Charte de la langue française et a fait du français la seule langue officielle du Québec. « Saint-Léonard dans les années 70 » fait référence aux émeutes déclenchées à Saint-Léonard, un quartier avec une minorité considérable d'italophones, après la décision de la commission scolaire locale d'abolir l'éducation en anglais pour les étudiants italophones (*CBC News* 2014). Ce conflit commençait, cependant, à la fin des années 1960 et a été résolu par l'introduction de la loi 63 en 1969. Howard Galganov était un activiste et fervent adversaire de la Charte de la langue française, surtout pendant les années 1990 (*CBC News* 2000). Alliance Quebec et le Parti Égalité étaient un groupe de pression et un parti politique respectivement, qui étaient opposés aux lois linguistiques.

question linguistique à une « boîte de Pandore », un « terrain miné » et qui la décrivent comme une « fibre sensible de l'ADN québécois » (*Le Soleil*, 26 février 2013). Le projet de loi 14 présente alors un danger pour la paix sociale, qui pourrait provoquer du « chaos » et des manifestations massives, comme le prédit Anthony Housefather, maire de Côte-Saint-Luc. Ce scénario contraste avec une situation « où tout semblait fonctionner rondement et harmonieusement » (*Le Soleil*, 15 mars 2013), c'est-à-dire dans les villes bilingues où les résidents cohabitent en paix et harmonie, comme le suggèrent les médias anglo-québécois à l'aide de nombreux exemples. Le projet de loi 14 « crée [donc] un débat où il n'y en a pas » (*La Presse*, 12 mars 2013).

Des auteurs (de tous les corpus) contredisent néanmoins le discours alarmiste annonciateur de troubles et de violence en notant qu'il est « déconnecté de la réalité de la rue » (« disconnected from the reality of the street », *The Gazette*, 27 février 2013) et que les relations entre anglophones et francophones sont meilleures que l'on ne pense. Selon ces auteurs, la controverse est produite par une minorité de « zélotes » (les médias, des activistes et des politiciens) qui représentent un vieil esprit revanchard et qui essaient d'en tirer des gains individuels en capitalisant sur des ressentiments historiques. Même si la majorité des commentateurs semble rejeter les références au colonialisme dans ce contexte, ils reprennent ou créent eux-mêmes ce lien. C'est-à-dire qu'ils rejettent ces insinuations à première vue, mais qu'ils les trouvent assez pertinentes pour leur accorder de l'espace dans un article. On discute, par exemple, des reproches du ministre Daniel Breton qui a accusé des députés libéraux d'être « colonisés » parce qu'ils s'exprimaient en anglais. Un autre exemple de l'emploi du colonialisme est le reproche que fait Gilles Laporte au cadre pragmatique promu par les libéraux, qui, selon lui, reprend l'argumentaire de lord Durham, selon lequel les francophones doivent apprendre l'anglais pour participer pleinement à la société canadienne.

Surtout dans les articles anglo-québécois, on observe toutefois une contradiction curieuse: même si de nombreux auteurs insistent sur le fait que l'opposition entre anglophones et francophones est dépassée, ils parlent explicitement des « deux côtés du clivage linguistique » (« both sides of the linguistic divide ») et remarquent avec surprise que certains francophones défendent la même position que les anglophones. Le fait que cela est vu comme remarquable illustre l'attente générale que chacun des groupes pense et agit de manière uniforme.

Le cadre social porte beaucoup d'attention sur les « droits et libertés individuels », les « libertés civiles », les « droits acquis » et sur les tribunaux et la Cour suprême. Tout comme c'était le cas des lois 22 et 101 (Levine 1990, 103), les médias anglo-québécois présentent le projet de loi 14 comme une menace aux droits individuels et aux droits minoritaires de la communauté anglophone. Cette observation est partagée par la journaliste Josée Legault, en 1992, qui constate que la rhétorique libérale et égalitaire des médias anglophones est fondée sur la défense des droits individuels et minoritaires (Gittersos 2011, 254). Ce récit est donc ancré dans la mémoire collective anglophone.

La focalisation des journaux (surtout anglo-québécois<sup>38</sup>) sur des textes, organismes et experts juridiques, comme le Barreau, la Commission des droits de la personne et de la jeunesse et CRITIQ, fait partie du cadre social pour plusieurs raisons. D'un côté, l'hostilité que la communauté anglophone reproche au gouvernement est liée à un sentiment d'être discriminé. La discrimination est d'ailleurs une notion juridique, inscrite dans les chartes de droits, lois et conventions internationales, ce qui favorise une interprétation du débat sur le projet de loi dans des termes juridiques. D'un autre côté, le jugement sous-jacent à ce cadrage porte sur la justice sociale et sur la moralité du projet de loi. Le droit, qui détermine les règles morales d'une société, est perçu comme étant objectif, ce qui permet à celui qui le mobilise de se lever au-dessus de la subjectivité. Il permet d'ailleurs aux activistes anglophones de se présenter comme un « mouvement pour les droits minoritaires » (« minority rights movement », *The Suburban*, 15 février 2013), ce qui associe leur lutte à la défense de droits et libertés – une cause sacrée à laquelle on ne peut s'opposer en démocratie.

La couverture des journaux anglophones et francophones diffère aussi quant à l'attention consacrée au CRITIQ (Canadian Rights in Quebec). Ce groupe apparaît rarement dans le corpus francophone. Pour des commentateurs anglo-québécois, il est à l'inverse l'un des organismes sur lequel repose le plus d'espoir. Certains appellent même leurs lecteurs à s'impliquer dans le regroupement. Le nom « CRITIQ » contient une idée souvent évoquée par les commentateurs anglo-québécois: celle des « droits canadiens », qui confèrent aux anglophones (et à tous les

---

<sup>38</sup> En effet, le sous-cadre juridique apparaît 129 fois dans le corpus anglophone-québécois, mais seulement 49 fois dans le corpus francophone.

Québécois) des droits inscrits à la Charte canadienne. Cette terminologie oppose implicitement les « droits canadiens », qui protègent les anglophones, aux droits « québécois », qui, supposément, privilégient les francophones. Le Canada, qui est l'identifiant primaire pour les anglophones, est alors présenté comme fiable, tandis que le Québec est considéré comme partisan et injuste. L'évocation des « droits canadiens » justifie d'ailleurs l'appel à l'intervention d'Ottawa pour protéger les anglophones. Cet attachement au Canada est aussi visible dans les slogans des médias anglo-québécois (« The true North strong and free », *The Suburban*, 26 décembre 2012) et les références aux symboles canadiens (« my maple-leafed heart », *The Suburban*, 12 juillet 2013), qui représentent pour les auteurs la justice et l'égalité, contrairement au Québec.

Le projet de loi 14 incarne aussi pour de nombreux médias anglo-québécois une tendance inquiétante plus large à l'autocratie et l'éloignement du Québec des « démocraties occidentales et libérales ». Cette ligne argumentative inclut plusieurs comparaisons avec des dictatures comme Cuba et la Chine de Mao et reprend aussi la comparaison de la fleur-de-lys avec une croix gammée faite par un activiste anglophone. Par rapport au nombre total d'articles, ces comparaisons sont toutefois minoritaires, mais susceptibles d'avoir un impact important sur les lecteurs en raison des images qu'elles peuvent provoquer. Les pouvoirs étendus de l'OQLF, considérés dans les deux corpus québécois comme excessifs, sont présentés comme un pas vers un État policier dans le corpus anglophone. Ce dernier dresse des images sombres, ressemblant à des scénarios imaginés par George Orwell (« This is where [...] the script becomes [...] more like George Orwell », *The Gazette*, 27 février 2013), où les “troupes linguistiques” auraient des pouvoirs illimités leur permettant de « venir tout simplement avec des coupe-verres pour enlever les panneaux vitrés et saisir [tout] ce qu'ils considèrent comme une infraction de la Charte de la langue » (« the tongue troopers would henceforth be allowed simply to show up with glass-cutters (...) and seize other expressions of hospitality that they deem offends Quebec's language Charter », *The Suburban*, 27 mars 2013). Les politiciens libéraux y voient la création d'une « police politique linguistique » (« political police »), notion reproduite dans tous les corpus, mais critiquée par la totalité des auteurs francophones. Nous voyons ici que les médias francophones ne peuvent pas simplement ignorer ces propos, possiblement à cause de l'autorité de la source. Cette inquiétude d'une dérive autoritaire transcende en quelque sorte la dimension linguistique du débat en suggérant que la menace posée par le projet est plus large et inquiétante.

Cela dit, le lectorat anglo-qubécois est aussi déjà familiarisé avec cette image autoritaire et antidémocratique du Québec, car les comparaisons du Québec avec des régimes fondamentalistes ou autocrates font partie du discours anglophone standard, selon Gitersos (2011, 255).<sup>39</sup>

### *La mobilisation anglophone*

Pour résoudre les problèmes, la plupart des auteurs dans tous les corpus demandent des modifications ou le retrait du projet de loi 14. Selon eux, le dialogue et la souplesse seraient préférables à plus de coercition. Cependant, c'est la mobilisation active contre le projet de loi 14 qui reçoit beaucoup d'attention par les journaux anglo-qubécois, et dont la couverture diffère considérablement dans les médias anglo-qubécois et francophones. De leur côté, les journaux anglo-qubécois voient dans les manifestations un acte vertueux, un « mouvement populaire » (« popular movement ») pour les droits des minorités, réunissant les anglophones et les francophones. Ils créent ainsi l'image d'une mobilisation significative et puissante. Cette impression est amplifiée par la présentation de gestes mineurs comme des actes subversifs, comme ériger un panneau bilingue, faire une fausse déclaration sur un recensement (pour augmenter le nombre officiel d'anglophones) et nommer une salade de pâtes « Marois ». Par exemple, quand un entrepreneur a renvoyé un inspecteur de l'OQLF de son magasin, il est décrit par *The Suburban* comme un « héros local » (« local hero », *The Suburban*, 1<sup>er</sup> mai 2013). Ce cas démontre la division faite entre les « héros » et les malfaiteurs de la « police de la langue » ou du PQ. Dans un autre article du *Suburban*, l'auteure compare les différents acteurs du débat linguistique aux personnages du roman *Harry Potter*, opposant ainsi le héros, CRITIQU, à l'ennemi, le PQ. Ces actes de résistance, surtout les manifestations (d'une centaine de personnes), sont donc comparés dans la presse anglo-qubécoise, entre autres, au Civil Rights Movement, à Rosa Parks, aux suffragettes, à Martin Luther King et à Lafontaine, Papineau et T.D. Bouchard. Les médias anglo-qubécois interprètent cette résistance comme une rupture avec l'acquiescement des anglophones et de leurs institutions (dont ils se sentent abandonnés), qui préféreraient pendant trop longtemps « 'de baisser les bras en râlant et en pleurnichant' » (« 'sit back and bitch and whine' », *The Gazette*, 27 mai 2013). On assiste donc, selon cette perspective,

---

<sup>39</sup> En effet, il mentionne, entre autres, des comparaisons des anglophones avec les juifs et du Québec avec l'Allemagne nazie (Gitersos 2011, 255), deux comparaisons qui apparaissent également dans le corpus ci-étudié, mais qui sont toutefois des voix marginales.

à la levée d'une « nouvelle garde » (« new guard », *The Suburban*, 6 mars 2013) d'anglophones remettant en cause le statu quo.

Les médias francophones sont plus sceptiques: même si les manifestations sont souvent comprises comme légitimes, un lecteur d'un journal francophone ne les voit pas comme un mouvement populaire, mais comme des regroupements marginaux qui ne méritent pas beaucoup d'attention. D'ailleurs, ils mettent l'accent sur leurs demandes exagérées et leurs constats curieux, comme leur comparaison du gouvernement aux nazis ou à la Gestapo, ce qui discrédite les manifestants comme absurdes. Les médias francophones s'intéressent aussi aux impacts de ces manifestations sur la paix sociale, en donnant la parole à Mme Marois qui lance « un appel au calme », proposant ainsi que les manifestants sont à blâmer pour les tensions actuelles.

Une comparaison de la présence des cadres dans les deux journaux anglophones analysés montre que l'emploi du cadre social dépend considérablement du journal.<sup>40</sup> Tandis que *The Gazette* emploie le cadre social dans environ la moitié de ses articles comme cadre primaire (51%), ce taux est de 74% dans le cas du *Suburban*. D'un côté, ce journal se perçoit comme une publication activiste qui « lutte pour les droits » (*The Suburban*, 13 novembre 2013) de sa communauté qui est majoritairement composée d'anglophones de l'Ouest-de-l'Île, de Laval et des quartiers anglophones de Montréal (en effet, il était impliqué dans la mobilisation contre d'autres lois linguistiques dans le passé). L'éditeur du *Suburban*, Beryl Wajzman, était lui-même membre du groupe CRITIQ, donnait des discours à des manifestations contre le projet de loi 14 et appelait ses lecteurs à s'impliquer dans ce « mouvement ». Cela favorise un cadrage en termes juridiques, mais aussi en termes militants. Notons ici que l'aspect de mobilisation apparaît dans presque la moitié des textes (65 sur 136) du *Suburban*, soulignant son caractère activiste. D'un autre côté, les hebdomadaires québécois sont généralement orientés sur la vie quotidienne de leurs communautés et des commerces locaux (« information de proximité ») (Lavigne 2006, 209-10), ce qui encourage possiblement une plus grande sympathie et implication pour le bien-être de ces communautés.

---

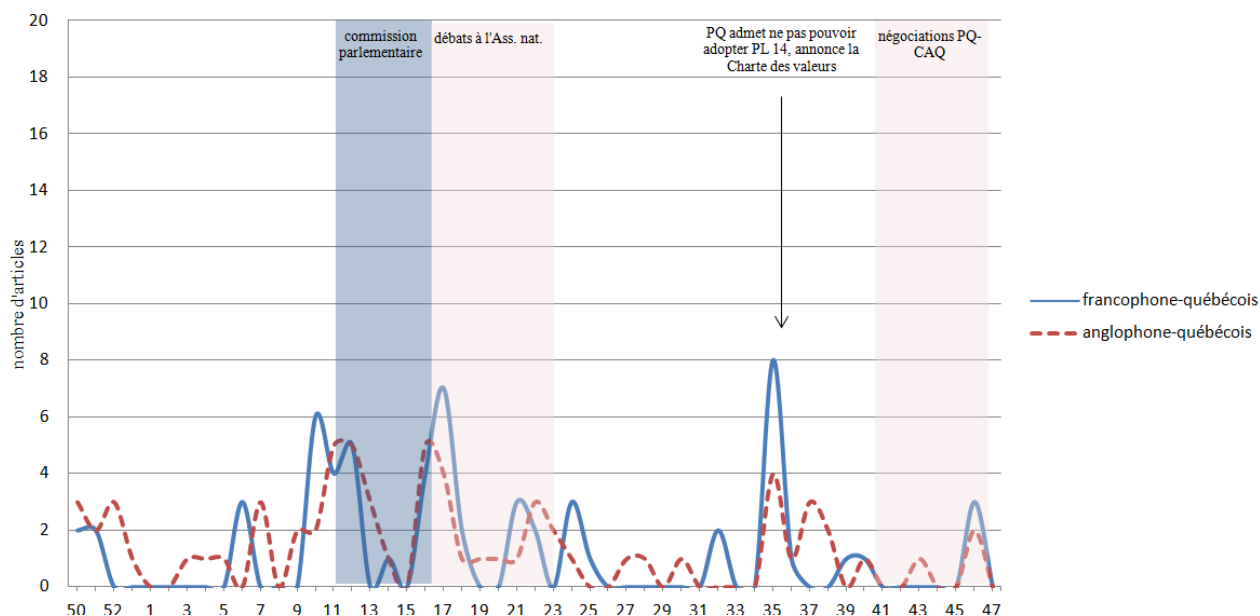
<sup>40</sup> Les taux des journaux francophones pour le cadre social oscillaient tous entre 26% et 35%, à l'exception du *Quotidien* (42%) dont l'échantillon était le plus petit.

### **5.2.3 Cadre politique: La course de chevaux et les jeux d'échecs**

Dans le contexte du cadre politique, les journaux francophones et anglophones se rejoignent largement quant à l'importance qu'ils accordent à ce cadre. En plus, ils arrivent relativement souvent à la même évaluation des efforts gouvernementaux, mais leur ton, leur jugement moral des acteurs politiques et l'attribution de responsabilité sont différents d'un corpus à l'autre, ce qui ne veut cependant pas dire que les discours sont complètement isolés les uns des autres, mais plutôt que les arguments varient en fonction du corpus. Nous voyons, par exemple, que les médias anglophones sont plus favorables aux efforts du PLQ, tandis que les médias francophones sont plus favorables au PQ. Il n'existe que peu de différences entre la couverture anglo-qubécoise et anglo-canadienne. Cette dernière est toutefois très focalisée sur le rôle du PQ et ignore largement les autres partis politiques.

Contrairement aux cadres linguistique et social, la fréquence du cadre politique ne diffère pas beaucoup d'un corpus à l'autre. Il est le cadre primaire de 27% des textes francophones, de 23% des textes anglo-canadiens et de 22% des textes anglo-qubécois. Il constitue ainsi le deuxième cadre le plus important des corpus anglophones et un des trois cadres les plus populaires de la presse francophone. Le cadre politique suit, dans le corpus francophone et le corpus anglo-qubécois, les mêmes événements politiques et reste toujours présent, quoique à l'arrière-plan, comme le montre le graphique 4. Pour les journaux francophones, c'est surtout vers la deuxième moitié de la période d'analyse que le cadre politique gagne de l'importance (relativement aux autres cadres), possiblement parce qu'ils ont commencé à percevoir le projet de loi 14 comme n'importe quel autre projet politique, favorisant ainsi une couverture de routine.

Graphique 4. Nombre d'articles avec un cadre politique comme cadre primaire, corpus francophone et anglo-québécois, par semaine civile



#### *La compétition politique: courses, matchs et poker<sup>41</sup>*

Le cadre politique porte l'attention sur les acteurs politiques et leurs motivations. Il crée l'impression que les partis politiques sont dans une compétition pour les votes des électeurs. Leur objectif principal semble être l'attraction du plus grand nombre d'électeurs pour gagner la prochaine élection. C'est alors l'intérêt des partis politiques plutôt que celui du public, qui est au centre de ce cadre. Plutôt que de s'intéresser au contenu et aux implications du projet de loi, les médias analysent les stratégies des partis et leur succès potentiel. L'accent est alors mis sur les sondages et les intentions de vote. L'attention mise sur le classement des partis (et des leaders) dans l'opinion publique renforce le sentiment d'assister à une course de chevaux (« au coude à coude », « prime position »). Les différentes étapes que le projet de loi doit franchir ressemblent donc à des matchs sportifs entre les compétiteurs politiques. On parle ainsi d'un « jeu partisan » (*Le Devoir*, 15 novembre 2013) où les acteurs « marquent des points politiques » (« score a political point »). Dans un cadre plus combatif, les acteurs se trouvent dans un ring de boxe où ils

<sup>41</sup> Dans la littérature sur le cadrage, le cadre hippique (*horserace frame*) et le cadre stratégique (*strategic frame*) sont souvent considérés comme des cadres à part, par exemple par Hänggli et Kriesi (2010). Une telle distinction n'a pas pu être faite sur la base de ces corpus-ci. La stratégie des acteurs politiques et leur compétition pour les votes des Québécois étaient trop imbriquées.



lancent « des coups bien ciblés » (« well-aimed jabs », *The Suburban*, 10 juillet 2013) ou sur un champ de bataille (« remporté une première bataille », *Le Soleil*, 11 décembre 2012; « the war over repealing... », *The Gazette*, 29 mars 2013). Cet angle favorise une division des acteurs en gagnants et perdants. Les votes à l'Assemblée nationale sont décrits comme « victoires dans la législature » (« victory in the legislature », *The Gazette*, 31 mai 2013) et les perdants obtiennent des « prix de consolation » (*Le Soleil*, 11 décembre 2012).

Le processus démocratique et les débats parlementaires ne sont donc plus perçus comme un échange d'opinions, mais comme une confrontation où le plus fort ou habile gagne. Le même cadrage prédomine dans la couverture des négociations entre le PQ et la CAQ sur le projet de loi, qui sont présentées comme une « partie de poker » (« poker game », *The Gazette*, 12 mars 2013) ou un « bras de fer » (*La Presse*, 19 avril 2013). Le comportement des deux partis est analysé sous un angle tactique et presque dramatique. On assume ainsi que les partis essaient de « provoquer l'autre pour qu'ils quittent les pourparlers » (« provoke the other into walking away », *The Gazette*, 27 avril 2013) ou que l'on « met [l'autre] au défi » de voter contre le projet (« daring the CAQ to vote 'against French' », *The Gazette*, 20 avril 2013). Comme le jugement médiatique est passé surtout sur la bonne foi des politiciens à faire des compromis avec l'autre parti, on reçoit l'idée que les politiciens ne s'intéressent pas au fond du projet, mais à plaire aux électeurs. L'analyse porte alors sur les dilemmes stratégiques des deux partis et leurs avantages respectifs par rapport à l'autre. C'est avant tout le PQ qui se voit confronté à un choix difficile entre l'édulcoration de son projet de loi et ses promesses aux nationalistes. Dans cette situation, c'est le plus souvent la CAQ à qui les médias attribuent « l'équilibre du pouvoir » (« balance of power ») et ainsi le « droit de vie ou de mort » (*Le Soleil*, 7 mars 2013) sur le projet. Elle est donc le parti qui semble tenir les rênes dans les négociations.

Ce cadre stratégique est bien documenté en communication politique. Pour un journaliste, ce cadre est particulièrement intéressant, car il est applicable à un grand nombre d'enjeux politiques et lui permet de structurer l'information efficacement selon un schéma régulièrement utilisé, notamment en mettant l'accent sur l'opposition entre deux acteurs, tout en maintenant l'impression d'objectivité (Aalberg et coll. 2011, 164). Il répond également à un besoin d'intérêt journalistique (*newsworthiness*) orienté vers le conflit entre deux adversaires et produisant des gagnants et des perdants (Lawrence 2000, 95). En raison de son emploi fréquent, surtout dans la

couverture d'enjeux politiques, le cadre stratégique est l'un des cadres considérés comme « génériques », qui sont applicables à un grand nombre de différents enjeux, contrairement aux cadres spécifiques (voir section 3.3).

Le projet de loi 14 est compris dans les trois corpus comme un outil (« pièce politique maîtresse », *Le Soleil*, 9 mars 2013) du PQ pour se présenter comme défenseur de la langue française et de l'identité québécoise. La motivation derrière cette politique est donc stratégique: le PQ ne répond qu'aux exigences des électeurs nationalistes « purs et durs », qui constituent la majorité de son électorat. Le stéréotype d'un électorat péquiste homogène et hostile aux anglophones se retrouve particulièrement dans les corpus anglophones, qui présentent le projet de loi comme une concession aux « éléments anglophobes » (« anglophobic elements », *The Gazette*, 12 décembre 2012) et aux « supporteurs bellicistes » (« hawkish supporters », *National Post*, 6 décembre 2012). La stratégie du PQ est décrite comme immorale, car elle tente de diviser les Québécois pour ses propres gains – un avertissement mobilisé surtout par les libéraux. La menace de division et l'immoralité du gouvernement, quoique présentes dans les trois corpus, sont plus populaires chez les journalistes anglophones que chez leurs pairs francophones.

Dans les journaux anglophones, le projet de loi 14 est également vu comme partie d'une stratégie souverainiste qui consiste à « chercher la querelle » (« pick a fight », *The Gazette*, 22 mars 2013) avec Ottawa pour créer une opinion publique « favorable à un nouveau référendum » (« favour another referendum », *The Globe and Mail*, 2 mars 2013). La préoccupation pour la langue française est secondaire: il est « du camouflage, un écran de fumée » (« language is camouflage, a smokescreen », *The Gazette*, 29 mars 2013) dissimulant « l'agenda caché » (« hidden agenda ») du gouvernement. Le projet de loi est ainsi compris comme un « vieux jeu » (« old game ») du PQ basé sur les « vieux codes et les vieux livrets de jeu » (« old code words and the old playbooks », *The Suburban*, 8 mai 2013) des années 70 et 80 et instrumentalisant la peur des francophones. Il faut donc rester sceptique face à cette « propagande »<sup>42</sup> (« PQ propaganda ») manipulant le public. Toute tentative du PQ de se rapprocher des anglophones est comprise dans les deux corpus anglophones comme « grosse vente » (« big sell ») pour « hypnotiser » les anglophones (« hypnotize us »). Jean-François Lisée, ministre responsable de

---

<sup>42</sup> Dans un texte du *Suburban* du 13 février 2013, la stratégie du PQ est comparée à celle de Joseph Goebbels, ministre de la propagande sous Hitler, qui disait qu'il fallait simplement répéter un mensonge assez souvent pour le faire passer pour la vérité.

Montréal, est ainsi décrit comme un politicien manipulateur qui « nourrit la communauté anglophone avec des cuillérées de sucre » (« feeding the anglophone community spoonfuls of sugar », *The Gazette*, 27 février 2013). Selon ces commentateurs, la bienveillance du PQ doit être une « stratégie machiavélienne » (« Machiavellian strategy », *National Post*, 5 septembre 2013) d'un gouvernement cynique qui « sacrifie la protection de minorités linguistiques (...) pour apaiser des nationalistes » (« sacrifice the protection of linguistic minorities (...) to appease nationalists », *The Gazette*, 14 février 2013).

### *Un test pour les partis*

Le cadre politique évalue le succès de cette stratégie, mais aussi de la politique du gouvernement en général. Le projet de loi 14 est alors compris comme un test pour celui-ci. Le jugement passé par les commentateurs concerne donc la force du gouvernement, sa sincérité et sa capacité d'imposer sa politique. Dans tous les corpus, le jugement est mixte, voire négatif, décrivant le gouvernement comme « craintif, faible », « sans direction » (« rudderless »), « inepte et incompetent » (« inept and incompetent », *The Suburban*, 13 décembre 2012) en lui attribuant des « gaffes et des promesses brisées » (« blunders and broken promises », *The Globe and Mail*, 8 juin 2013) et des « reculs politiques » (« political backpedalling », *The Gazette*, 6 décembre 2012). Le projet de loi 14 symbolise ces échecs répétés causés tant par la situation minoritaire du gouvernement que par sa division interne: en plus de devoir trouver des compromis avec les autres partis, le gouvernement doit satisfaire l'« aile plus radicale » ou « orthodoxe » du PQ pour maintenir l'unité du parti. Ce dilemme attire l'attention des médias qui cherchent des conflits binaires. Mais le corpus francophone exprime des jugements plus positifs que les deux corpus anglophones, en reconnaissant la « lucidité et [le] courage du gouvernement Marois » (*Le Journal de Montréal*, 10 mars 2013) ainsi que « le sérieux de la ministre » (*Le Journal de Montréal*, 13 mars 2013). Lors des négociations, les commentateurs francophones mettent l'accent plus souvent sur le « nombre de compromis et de concessions » (*Le Journal de Montréal*, 18 mars 2013) faits par le PQ « pour rassurer la CAQ » (*La Presse*, 15 novembre 2013) et emploient un vocabulaire conciliatoire (le PQ a « tendu la main à la CAQ » et manifeste une « ouverture à des modifications »), mais que « ce n'était pas suffisant » (*Le Devoir*, 15 novembre 2013). Le lecteur a donc l'impression que l'échec des pourparlers est attribuable à la CAQ plutôt qu'au PQ, qui a fait de son mieux. Les médias francophones sont aussi les seuls à cadrer le projet comme une

bataille perdue d'avance voulant que le gouvernement cherchait d'« impossibles compromis », tandis qu'« aucun [des partis d'opposition] n'[ait] de véritable intérêt à le soutenir » (*Le Devoir*, 15 juin 2013). Une réforme de la loi 101 serait simplement « impossible sous un gouvernement minoritaire » (*Le Journal de Montréal*, 15 novembre 2013).

L'image véhiculée par les deux corpus anglophones est différente: c'était Mme De Courcy qui « n'avait pas l'air (...) de vouloir faire des concessions » (« did not sound like someone ready to make concessions », *National Post*, 19 avril 2013) et qui « ne comprend pas le message » (« she is not getting the message », *The Gazette*, 17 avril 2013). C'étaient alors ses failles personnelles, mais aussi sa partialité lors de la commission parlementaire qui ont causé l'échec, comme l'illustrent les accusations lui reprochant de préparer des « embuscades » (« an ambush set by De Courcy », *The Gazette*, 23 mars 2013) pour des intervenants anglophones et d'« écarter les opinions différentes » (« De Courcy is brushing aside the opinions that differ from her own », *The Suburban*, 24 avril 2013). Elle est ainsi présentée comme biaisée, voire méchante, à cause de son parti pris pour le projet de loi. Même si le même cadre est employé par les journalistes anglophones et francophones, ceux-ci attribuent la responsabilité à différents acteurs. C'est alors le contenu du cadre qui diffère selon le corpus plutôt que le cadre en soi.

Tandis que le gouvernement péquiste est décrit comme immoral par les journaux anglo-québécois, le PLQ est souvent présenté comme vertueux et parfois quasi héroïque. Philippe Couillard est décrit comme politicien fiable et « déterminé » (« steadfast ») qui tient ses promesses (« Couillard was as good as his word », *The Suburban*, 27 mars 2013). Son parti semble être le seul sur lequel les anglophones peuvent compter. Plusieurs textes expriment toutefois une frustration avec les libéraux, qui ont eux-mêmes adopté plusieurs lois linguistiques restrictives, et la politique québécoise en général, où aucun parti ne semble défendre les intérêts des anglophones. Toutefois, le verdict des journaux francophones est plus accablant, surtout par rapport au style et à l'objectivité du PLQ. Tout comme le font les médias anglophones avec le PQ, les médias francophones reprochent au PLQ d'être « prisonnier de certains groupes » (*Le Devoir*, 25 avril 2013): « le poids des anglophones et des minorités ethniques » (*Le Journal de Montréal*, 18 mars 2013) fait en sorte qu'un débat sur le fond du projet n'est pas possible avec le PLQ, car ses positions sont guidées par son électorat et non par des arguments. Comme c'est le cas pour la couverture de l'électorat péquiste par les médias anglophones, ce cadre présente les

politiciens libéraux et certains de leurs électeurs comme francophobes. La remarque de Gilles Proulx dans *Le Journal de Montréal* du 7 juin 2013 illustre le cynisme que certains journalistes francophones attribuent aux libéraux: « Tant mieux si le Québec s'anglicise, ça me fera plus d'électeurs », imagine-t-il M. Couillard dire. Le « 'défunt' parti de Jean Lesage et Robert Bourassa » (*Le Journal de Montréal*, 7 juin 2013), désormais un représentant d'Ottawa, est vu comme « Canadian first and foremost » (*Le Devoir*, 1<sup>er</sup> juin 2013) et comme agissant contre les intérêts du Québec. Quant au style, tandis que les médias anglophones présentent les libéraux souvent comme empathiques, compétents et intelligents (« Raymond Bachand, Philippe Couillard and Pierre Moreau are three good men. Candidates of intelligence, experience, sophistication and compassion », *The Suburban*, 20 mars 2013), certains textes du corpus francophone reprochent aux libéraux de ne pas être « constructifs », de faire de « l'obstruction systématique » et de faire preuve d'une « démagogie crasse » (*La Presse*, 7 décembre 2012).

Le cadrage stratégique des activités du PQ et du PLQ, et particulièrement la présentation d'un parti comme sincère et l'autre comme égoïste en fonction de la langue de la communauté desservie par le journal, illustre que l'interprétation peut différer considérablement, même si le même cadre est employé. Si les médias anglophones et francophones ne sont pas isolés les uns des autres quant à leur couverture, le PQ et le PLQ sont perçus comme les représentants des intérêts de l'une ou l'autre communauté. Les exemples précédents montrent la tendance de présenter la position du parti associé au propre groupe comme rationnelle et modérée, tandis que le point de vue opposé est considéré comme excessif ou hostile envers le propre groupe. Mais les commentateurs les tiennent aussi responsables envers les communautés respectives: les partis ne sont donc pas à l'abri de critiques, mais soumis à un examen constant. Rappelons, cependant, que les journaux anglophones et francophones s'efforcent à donner de la visibilité à une multitude de points de vue, même si ce n'est pas sur un pied d'égalité. La CAQ, elle, ne rentre pas dans cette logique binaire déjà remplie par le PQ et le PLQ. Le corpus anglo-qubécois<sup>43</sup> et francophone convergent donc dans leur évaluation de la CAQ: si elle ne défend pas les intérêts de l'un ou de l'autre groupe, elle ne défend que ses propres intérêts. La position de la CAQ est réduite à son intention – et son dilemme stratégique – de récolter des votes d'un électorat à « caractère hétéroclite » (*Le Devoir*, 27 avril 2013). François Legault est ainsi décrit comme « un homme sans convictions » (« a man without convictions ») à part « l'opportunisme politique », dont son

---

<sup>43</sup> Les articles de l'échantillon anglo-canadien ne portaient pas beaucoup d'attention sur la CAQ.

parti essaie de « jouer sur les deux tableaux » (« walk both sides of the street », *The Suburban*, 18 septembre 2013). Même si les jugements des commentateurs anglo-qubécois et francophones se rejoignent, seuls les médias anglo-qubécois élèvent les agissements de la CAQ sur le niveau moral, en créant un récit dramatique de confiance et de trahison (entre autres en mobilisant la métaphore des ides de mars). Selon ce récit, le Québec se trouve dans une « crise morale » (« times of moral crisis ») est c'est à la CAQ de faire ce qui est moralement bien, c'est-à-dire s'opposer au projet de loi et sauver les Québécois d'un destin malheureux.

Une autre perspective est apportée par le corpus anglo-canadien. Tandis que pour les journaux québécois, le projet de loi 14 est presque exclusivement un enjeu québécois, les médias nationaux analysent les possibles impacts sur la politique fédérale, en appelant les partis fédéraux à trouver une stratégie pour gérer la situation actuelle et un mouvement souverainiste potentiel au Québec. La plupart des textes, cependant, se concentrent sur les effets au Québec, suggérant que le projet ne changera rien pour le ROC. En général, la couverture nationale reste très focalisée sur la stratégie du PQ.

#### **5.2.4 Cadre pragmatique**

Comme c'est le cas pour le cadre politique, l'emploi du cadre pragmatique ne diffère pas considérablement en fonction du corpus. Même si l'articulation, donc le contenu du cadre diverge dans les détails, les trois groupes de journaux se ressemblent, à l'exception de quelques voix minoritaires, dans la logique qu'ils appliquent, leur évaluation de la situation et leurs solutions proposées.

Cependant, cette ressemblance n'est que peu signifiante pour le portrait global en raison du rôle secondaire que joue le cadre pragmatique dans la couverture de tous les journaux: il ne représente qu'entre 4% (corpus francophone) et 6% (corpus anglo-qubécois) de tous les cadres primaires employés au cours de la période analysée. Même en incluant les cadres secondaires identifiés, le cadre pragmatique n'apparaît que dans 11% de la couverture francophone et dans 15% et 16% de la couverture anglo-canadienne et anglo-qubécoise respectivement, ce qui montre toutefois une légère préférence des journaux anglophones pour ce type de cadre. Cependant, à travers le temps, il ne se dégage aucune tendance particulière quant à l'emploi du cadre pragmatique dans le corpus anglo-qubécois, tandis que les journaux francophones en

utilisaient exclusivement au début de la consultation générale, indiquant qu'il était seulement promu par un intervenant en commission parlementaire.

Ce cadre met l'attention sur l'utilité du projet et surtout sur ses effets mesurables sur l'économie et les opportunités des Québécois. Les principaux promoteurs de ces « vrais enjeux » sont les auteurs individuels et les groupes d'intérêt, le lobby, les chambres de commerce et les entrepreneurs. Le cadre pragmatique s'oriente principalement à une logique du marché: ce qui génère de l'argent et de la prospérité est utile et désirable. La relance économique et la prospérité du Québec, des effets mesurables, l'emportent donc sur les questions d'identité et sur la préservation du français, qui n'apportent pas de valeur tangible.

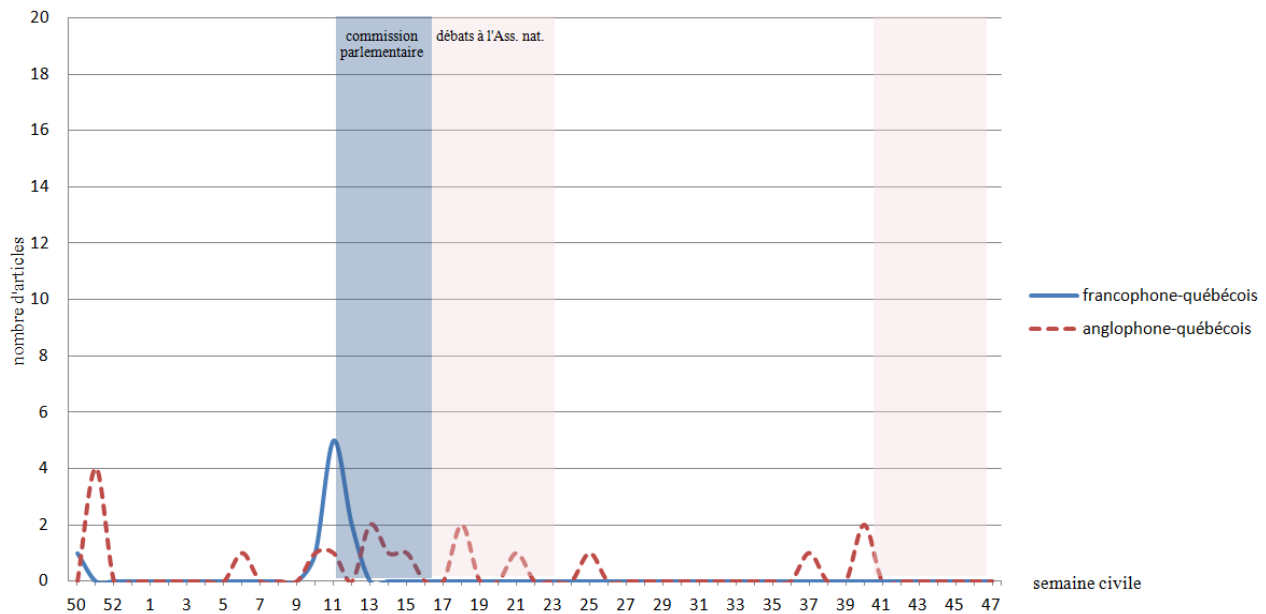
Dans ce contexte, les langues sont réduites à leur valeur pragmatique: elles sont des « outils » (« tools ») pour ceux qui les parlent. C'est surtout l'anglais qui, en tant que « lingua franca », « langue du commerce international » (« international language of commerce ») ou « outil pour le commerce et la communication mondiaux » (« tool for global commerce and communication », *The Gazette*, 4 avril 2013) est impératif dans « le monde globalisé d'aujourd'hui » (*Le Devoir*, 11 mars 2013). L'idée de l'« environnement commercial qui change » (« changing business environment », *The Globe and Mail*, 7 mars 2013) normalise l'emploi de l'anglais dans le contexte nord-américain (« Quebec is part of North America », *The Gazette*, 12 avril 2013) et restreint la réflexion sur des alternatives qui permettraient l'inclusion d'autres langues dans les échanges<sup>44</sup>. L'anglais est donc présenté comme le choix naturel dans ces situations. Entre autres en raison de ces considérations pratiques, qui ne sont pas directement liées à l'économie, nous préférons ici le terme « cadre pragmatique » à « cadre économique », qui est plus utilisé dans la littérature scientifique.<sup>45</sup>

---

<sup>44</sup> Curieusement, l'importance de l'anglais est souvent soulignée dans les journaux francophones. L'accent sur l'utilité de l'anglais n'est alors pas exclusif aux médias anglophones, comme le suggèrent Clift et Arnopoulos (1984, 134) ainsi que Vessey (2016) quand elle réfère à des « idéologies linguistiques instrumentalistes ».

<sup>45</sup> Le terme « cadre pragmatique » apparaît aussi dans la littérature académique, mais en opposition aux « cadres symboliques ». Selon Castelló et Capdevila (2012), les cadres pragmatiques font référence aux arguments matériels dans l'évaluation d'un enjeu. Cela inclut les coûts et les bénéfices économiques, mais peut englober d'autres aspects.

Graphique 5. Nombre d'articles avec un cadre pragmatique comme cadre primaire, corpus francophone et anglo-qubécois, par semaine civile



### *It's the economy, stupid!*

Les (sous-)cadres économiques reflètent une préoccupation avec les conséquences économiques, c'est-à-dire les coûts et les bénéfices d'un enjeu. Cet aspect domine ce cadre dans les trois groupes de journaux: il apparaît dans 80% (corpus francophone) ou même 84% et 85% (corpus anglo-qubécois et anglo-canadien respectivement) de la couverture pragmatique.

Les préoccupations des trois groupes de journaux tournent alors autour des mesures jugées trop lourdes et tracassières pour les PME. L'imposition de coûts et de bureaucratie additionnels, qui « nuisent à leur productivité » (« hurt their productivity », *The Suburban*, 16 janvier 2013) est contradictoire à la logique du marché. Les nouvelles règles sont perçues dans les trois corpus comme un « fardeau » ou un « irritant » qui « pénalis[e] et écras[e] les PME » (*La Presse*, 13 mars 2013), laissant craindre la création d'un « cauchemar bureaucratique » (« bureaucratic nightmare », *The Suburban*, 3 avril 2013). Les entrepreneurs sont donc les premières victimes du projet de loi. La focalisation de ce cadre sur les coûts encourus par les entreprises et le gouvernement est illustrée par le vocabulaire financier employé pour parler de l'étude des crédits dans les deux corpus québécois. On parle alors d'une « facture » de 23 millions, de « dépenses » et de « coûts ». Ce cadrage financier occulte les rendements intangibles de cette politique. Même si les mesures protectrices du français ne sont pas nécessairement



rejetées, elles sont subordonnées au bien-être des entreprises, promouvant l'idée d'un nécessaire équilibre entre les intérêts linguistiques et économiques. La ministre De Courcy, qui se veut « ferme au regard des objectifs à atteindre, mais souple quant aux moyens » (*Le Soleil*, 9 mars 2013) pour y arriver, exemplifie cette idée.

Mais ce cadrage fait aussi appel à une menace latente pour tous les Québécois. Il crée un scénario où ces politiques « anti-business » (« anti-business policies », *The Suburban*, 27 mars 2013) vont « faire fuir les investisseurs », mener à « plus de faillites » (« more bankruptcies », *The Suburban*, 20 février 2013) et à « l'exode des entreprises » (*Le Devoir*, 18 mars 2013), contribuant au « déclin économique » du Québec. Cette crainte est particulièrement mobilisée par les journaux anglo-québécois. Tandis que les journaux francophones s'inquiètent avant tout pour la situation des PME, c'est la situation macroéconomique qui préoccupe les journalistes anglophones, qui trouvent cet enjeu existentiel, car « sans [croissance économique], nous allons mourir » (« without which we die », *The Suburban*, 3 avril 2013). Ce récit est lié à l'idée que le gouvernement péquiste est incompetent en matière économique, menant la province, décrite comme « un lépreux économique » (« economic leper », *The Suburban*, 3 avril 2013) ou une « have-not province », à l'échec. En ce sens, le projet de loi 14 n'est qu'un exemple sur une longue liste incluant, entre autres, « la négligence flagrante de Montréal » (« utter neglect of Montreal », *The Gazette*, 29 mars 2013). Le lien dressé entre la pauvreté du Québec et sa politique linguistique suggère que la province doit abandonner sa politique linguistique pour améliorer sa situation économique. Cette idée rejoint la perspective déjà exposée par Clift et Arnopoulos en 1984 (135), selon laquelle les médias anglo-québécois créent l'impression que les francophones (et leur langue) sont incapables en matière économique et dépendants de l'élite anglophone. Cette vision péjorative des francophones, qui a été un moteur du néonationalisme québécois dans les années 1960 et 70, est toutefois moins explicite dans notre échantillon. En effet, elle tente de dénigrer le gouvernement péquiste et les nationalistes plutôt que les Québécois francophones en général. L'association de la situation économique et la langue est (presque) absente des journaux francophones. Une des rares objections est présentée par Gilles Laporte (*Le Devoir*, 21 mars 2013) qui qualifie cette perspective de colonialiste (voir la suite).

Un remède préconisé par les journaux anglophones est l'option d'un statut spécial pour Montréal lui permettant d'avoir le statut bilingue et de « prospérer économiquement » (« thrive

economically »). Le bilinguisme est donc considéré comme un « avantage comparatif » (« comparative advantage », *The Gazette*, 27 février 2013), réduisant la coexistence des deux langues à son utilité pragmatique.

Seuls les médias francophones apportent une perspective opposée à ce récit que certains auteurs accusent d'alarmisme. Selon eux, ce cadre relève de « chantage » de la part de l'opposition et des entrepreneurs pour discréditer le projet de loi. En plus, le cadrage de la langue anglaise comme choix naturel pour les entreprises renforce la tendance au bilinguisme et pourrait ultimement causer l'assimilation des francophones. Il est donc suggéré d'ignorer les objections perçues comme exagérées. Ce contre-cadre critique la tendance de vouloir mettre un prix sur la protection du français, car « [il] y a certaines choses qui n'ont tout simplement pas de prix » (*Le Devoir*, 27 avril 2013). L'argument des coûts est donc invalide. Cette perspective est absente des corpus anglophones, probablement parce que les anglophones n'ont pas le même attachement émotif au français.

#### *Projet de loi 14: frein à l'avancement professionnel?*

Le cadre pragmatique promeut le statut de l'anglais comme langue de mobilité sociale et d'« avancement professionnel » (« professional advancement »). Ceux qui le parlent ont des « possibilités importantes » (*Le Quotidien*, 9 mars 2013), de « meilleurs choix d'universités ou de meilleurs emplois » (« better choices in universities, or better jobs », *The Gazette*, 22 mai 2013). L'apprentissage de l'anglais est donc un « atout » (« an asset »), voire un « impératif international » (« international English imperative », *The Gazette*, 7 mars 2013) pour prospérer et avancer la carrière. Si l'on retourne l'argument, ne pas savoir parler l'anglais est « un handicap », qui « sabote[...] leur [les Québécois francophones] potentiel » (*Le Journal de Montréal*, 21 février 2013). Ce cadre véhicule l'image que les francophones unilingues sont dans une situation d'infériorité et de renfermement: ils vivent dans un « enclos linguistique » (*La Presse*, 26 février 2013), voire « dans un ghetto d'unilinguisme et d'immobilité » (« in a ghetto of unilingualism and immobility », *The Gazette*, 6 mars 2013).<sup>48</sup> Restreindre l'accès aux cégeps anglais enlèverait des perspectives d'avenir aux (jeunes) francophones, qui seraient les principales victimes d'un tel

---

<sup>48</sup> Même si, dans le corpus francophone, on parle de manière stéréotype de l'Ouest-de-l'Île (« l'Ontario québécois », *Le Journal de Montréal*, 7 juin 2013) comme un endroit isolé et uniquement anglophone, de tels termes historiquement connotés (« ghetto ») ne sont jamais employés dans le corpus ci-étudié pour décrire l'unilinguisme anglais.

projet de loi. Curieusement, le danger de perdre de la compétitivité dans le monde est presque unanimement reconnu dans les journaux francophones. Dans le corpus francophone, on trouve même des articles qui voient dans l'apprentissage de l'anglais une nécessité, voire une obligation, pour éviter de « redevenir porteurs d'eau » et pour ainsi préserver les acquis de la Révolution tranquille qui avait fait monter les francophones dans l'échelle sociale.

Encore une fois, ce sont uniquement les médias francophones qui présentent un angle opposé. Dans *Le Devoir* du 21 mars 2013, Gilles Laporte rappelle les dangers du discours pragmatique des adversaires du projet de loi 14, car il se base sur la même logique que la politique d'assimilation de lord Durham au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. L'idée de devoir parler l'anglais pour « pleinement participer au progrès matériel et social » serait alors coloniale, suprématiste et ultimement dangereuse pour la vitalité du français. C'est donc le cadre économique qui menace la langue française et envers lequel les Québécois francophones doivent rester vigilants. Cela montre que le passé colonial est utilisé par les médias francophones pour avertir contre la progression de l'anglais.

Cela dit, la focalisation sur les conséquences professionnelles et sur les avantages ou désavantages individuels ne représente qu'une petite partie du cadre pragmatique. Moins de 30% des textes francophones et anglo-québécois comportant un cadre pragmatique y mettent leur focus. Ce taux est de 50% dans le corpus anglophone-canadien, mais le nombre total d'articles anglo-canadiens employant le cadre économique était très limité.

### **5.2.5 Cadre souverainiste**

Le cadre souverainiste est une exception: il n'apparaît que dans le corpus francophone, et là, seulement dans 3% des textes comme cadre primaire. Son statut relativement marginal est souligné par le fait qu'il n'apparaît que de la couverture du *Journal de Montréal* (10% des cadres primaires) et du *Devoir* (3%). Même si les médias anglophones parlent de ce sujet, ils le font dans un cadre politique. Pour eux, la promotion de la souveraineté fait partie de la *stratégie* politique du PQ. Cependant, dans les médias francophones, l'enjeu de la souveraineté est vu comme un cadre autonome. Selon ce cadre, le projet de loi 14 ne porte pas principalement sur une question linguistique. Le débat autour du projet de loi représente plutôt les relations entre le Québec et le reste du Canada (ROC), une relation qui est généralement vue comme inégale,

favorable du ROC et défavorable face au Québec. Cette impuissance politique et sociale rend impossible la souveraineté.

Dans le cas du projet de loi 14, le constat semble simple: si l'on ne peut même pas faire adopter ce projet, comment alors serait-on capables d'arriver à un objectif bien plus exigeant et controversé, notamment la souveraineté? Le projet de loi 14 est ici compris comme une épreuve que le gouvernement, mais aussi tous les Québécois doivent passer. L'incapacité du Québec d'affirmer son identité dans ce dossier laisse présager un avenir sombre pour cette « société distincte » et son projet national, qui deviendront obsolètes si l'on ne prend pas les mesures nécessaires pour promouvoir la langue et l'identité québécoise. Le cadrage dessine alors une image pessimiste, voire fataliste du futur du mouvement souverainiste (ou du Québec en général). Pour souligner l'importance de ces mesures, des scénarios dramatiques sont décrits, comme la possibilité de la séparation de Montréal du Québec.

Les médias francophones blâment plusieurs personnes et institutions pour ce rêve brisé. Premièrement, le ROC, le gouvernement fédéral et des politiciens du ROC détiennent plus de pouvoir que le Québec et peuvent lui imposer des politiques (assimilatrices). Des voix singulières les décrivent explicitement comme « colonialiste[s] », voire racistes (*Le Devoir*, 2 octobre 2013). À cause de cette asymétrie de pouvoir, les médias francophones se méfient du gouvernement fédéral, aussi en raison d'événements et de traumatismes historiques, comme l'accord du lac Meech où le Québec a supposément été trahi par le reste du Canada. Dans le même ordre d'idées, le PLQ et Philippe Couillard ainsi que les tribunaux canadiens jouent dans le même camp que le ROC: ils ne sont que des marionnettes d'Ottawa: surtout Couillard et son parti sont considérés comme des acteurs étrangers qui ne défendent pas les vrais intérêts du Québec. Ils sont les représentants d'un « néo-trudeauisme » et du « chartisme » (la Charte qui est vue comme une honte imposée au Québec par le ROC) (*Le Devoir*, 1<sup>er</sup> juin 2013). En raison de l'opposition entre le ROC et le Québec que ce cadre construit, le vocabulaire utilisé fait parfois référence aux gains et pertes (« défaite collective ») et à la guerre (« peuple assiégé », « torpille », « capituler »).

Mais le ROC est également accusé de « reformater l'esprit » (*Le Journal de Montréal*, 26 avril 2013) des Québécois, en leur imposant le multiculturalisme et le cosmopolitisme comme des idéaux. D'après ce cadre, ce sont surtout les Montréalais qui suivent cet idéal, qui est considéré comme étranger et non québécois. Cette conception sociale est présentée comme

destructive (« dérive suicidaire », *Le Journal de Montréal*, 26 avril 2013) et naïve: elle promeut la régression « dans la joie »; les défenseurs de cette conception la célèbrent en promouvant la disparition de leur propre culture. Les Québécois sont donc également à blâmer, parce qu'ils sont désengagés et apathiques face à leur propre culture.

## **6. Conclusion**

### **6.1 Synthèse des résultats**

Au début de ce travail, nous avons posé la question suivante: « Le cadrage du projet de loi 14 était-il différent dans la couverture de la presse anglophone et francophone du Québec? » Nous avons eu comme objectif d'offrir une perspective plus actuelle sur les différences de contenu entre les médias anglophones et francophones – et cela particulièrement dans le contexte québécois, qui reste largement sous-étudié. Compte tenu de la littérature académique en communication, mais aussi en sociologie, science politique ou anthropologie, il semblait raisonnable de présumer que les divergences de contenu observées entre des médias québécois et canadiens s'appliquent également au niveau intra-québécois.

Ces présomptions se sont partiellement confirmées. Le clivage médiatique au Québec, même par rapport à des enjeux controversés comme le projet de loi 14, est limité. D'un point de vue global, les journaux anglophones et francophones ont employé les mêmes cadres - à l'exception du cadre souverainiste, qui était exclusif à la presse francophone et somme toute marginal. En plus, les trois groupes de journaux ont fait preuve d'une certaine perméabilité face aux discours présents dans les autres corpus. Même si les médias francophones et anglophones ont souvent critiqué le cadrage de l'autre communauté ou d'un parti politique, ils ont toutefois accordé de la visibilité à ces propos plutôt que de les ignorer complètement. Par exemple, même si les journalistes des journaux francophones dénoncent le cadrage des politiciens libéraux accusant le gouvernement de tendances autocratiques, ils lui accordent de l'espace. En conséquence, les lecteurs des journaux francophones et anglophones sont, au moins partiellement, exposés aux propos qui circulent dans l'autre communauté. Il y a donc un échange de perspectives entre les médias au Québec ou, peut-être, une diffusion de perspectives d'en haut vers le bas. En effet, les promoteurs des deux cadres les plus importants, soit les cadres linguistique et social, étaient le gouvernement péquiste et l'opposition officielle. Grâce à leur rôle dans le débat, leur puissance politique et les relations que les politiciens entretiennent avec les médias, ces derniers ne pouvaient pas simplement écarter leur cadre : pour critiquer le point de vue gouvernemental, il était difficile de ne pas reprendre son cadre, au moins au début du débat

public quand les positions des acteurs n'étaient pas encore claires.<sup>49</sup> Les médias anglophones, par exemple, ne pouvaient pas ignorer le cadre linguistique employé par le gouvernement en parlant d'un projet de loi qui émane de ce même gouvernement. Ces effets font en sorte que les Anglo-Québécois et les Franco-Québécois peuvent, au moins partiellement, échanger sur les mêmes sujets en utilisant des schémas interprétatifs et des termes similaires. L'idée des deux mondes médiatiques isolés semble donc dramatiser les différences. Notons, cependant, que cela ne veut pas dire qu'ils ont une perspective identique sur un débat, car un seul cadre peut comprendre différents arguments et il arrive même que certains se contredisent.

Malgré cette convergence, nos résultats font état d'un clivage médiatique. Au Québec, l'exposition d'un lecteur à un certain cadre dépend largement de la langue du journal qu'il lit. La différence centrale entre la presse francophone et la presse anglophone, dans leur couverture du projet de loi 14, s'articule autour de l'emploi des cadres linguistique et social. En conséquence, un lecteur de journaux anglophones est beaucoup plus susceptible d'entrer en contact avec un cadre social, présentant le projet de loi 14 comme un signe de l'état des relations entre Québécois anglophones et francophones. Toutefois, un lecteur de journaux francophones est, de manière générale, exposé à une plus grande diversité de cadres, notamment du cadre social, linguistique et politique. Le cadre linguistique, promu surtout par le gouvernement péquiste pour justifier sa réaction à une urgence linguistique, était nettement plus populaire auprès des médias francophones. Cependant, ce cadre a rapidement perdu de l'importance dans la couverture francophone, ce qui indique que le gouvernement n'a pas eu le pouvoir d'imposer son propre cadre. Le cadre social, quant à lui, était surtout promu par les adversaires du projet de loi 14 (les libéraux, les groupes d'intérêts anglophones, etc.) et a pu maintenir son élan dans la presse anglophone. Les médias anglophones et francophones ont donc également accordé une importance divergente aux messages de certains acteurs politiques et sociaux.

En outre, les cadres ont été articulés différemment, au moins en partie. Tandis que les médias francophones ont mis l'accent sur l'urgence d'une intervention politique dans les dynamiques linguistiques pour éviter le déclin du français, un lecteur d'un journal anglophone

---

<sup>49</sup> Cet aspect est comparable au dilemme auquel les journalistes américains se voient confrontés en vérifiant les mensonges du président Trump. En vérifiant ses énoncés trompeurs, les *fact checkers* (vérificateurs) amplifient en quelque sorte la visibilité du message du président. Les journalistes se voient donc tiraillés entre leur obligation d'informer le public d'événements pertinents, sans pour autant diffuser encore plus le message de M. Trump (voir entre autres Klein 2018).

pouvait lire de nombreux articles présentant cette inquiétude comme une obsession irrationnelle de nationalistes québécois. D'ailleurs, les journaux anglophones avaient plus tendance à comprendre le projet de loi 14 comme une attaque contre leur communauté, qui rend nécessaire une mobilisation massive pour les droits civils et minoritaires. Finalement, dans la couverture du projet de loi 14, de nombreux récits ont été mobilisés qui étaient déjà présents dans le discours médiatique au dernier siècle, quand les relations sociales étaient plus tendues. Le fait que ces récits historiques sont aussi persistants laisse craindre que ce clivage ne disparaisse pas à court terme, mais qu'ils soient déjà entrés dans la mémoire des deux communautés.

En ce qui trait aux journaux anglo-canadiens, en somme, leur cadrage était similaire à celui des médias anglo-québécois. Qualitativement, la couverture des trois grands journaux canadiens-anglais était plus homogène et superficielle que la couverture anglo-québécoise. En plus, les médias anglo-canadiens employaient d'autres références culturelles et historiques que les médias anglo-québécois, ce qui peut être expliqué par leurs expériences historiques et leurs identités différentes. Quantitativement, la couverture médiatique anglo-canadienne se situait entre les deux corpus québécois: tandis que le cadre social était moins présent dans les journaux anglo-canadiens que dans les journaux anglo-québécois, il a dominé la couverture anglo-canadienne. Le cadre linguistique, quant à lui, apparaissait plus souvent dans les journaux anglo-canadiens que dans leurs pairs anglo-québécois, mais moins fréquemment que dans les quotidiens francophones. Même si les différences ne sont pas frappantes, il est pertinent de distinguer les médias anglo-québécois des médias anglo-canadiens dans une analyse de contenu, puisqu'ils accordent un niveau d'attention différent à certains récits et interprétations.

## **6.2 Les médias communautaires en milieu minoritaire**

Les récits et stéréotypes historiquement ancrés sont particulièrement repérables dans *The Suburban*. L'inclusion de cet hebdomadaire activiste nous a permis de dresser une image plus diversifiée de la couverture anglo-québécoise. Si nous n'avions pas inclus *The Suburban* dans notre analyse, nous aurions sûrement perçu la couverture anglo-québécoise comme étant plus consensuelle et plus proche de la couverture francophone. En effet, beaucoup de Québécois, et avant tout les jeunes générations, entretiennent désormais des relations plus harmonieuses et fréquentes avec les membres de l'autre communauté linguistique (Magnon et Lamarre 2013; Bruemmer 2018). Cette relative harmonie fait passer l'idée des deux solitudes, voire d'un conflit



linguistique, au second plan. Bien que ces conflits soient moins visibles aujourd'hui que dans le passé, notre analyse indique que des ressentiments et des attitudes combatives sont bel et bien présents dans certains groupes de la société. Ces ressentiments se manifestent, entre autres, dans une multitude d'articles qui considèrent le français comme un obstacle à la prospérité du Québec, qui décrivent les francophones comme dépendants des anglophones ou qui présentent le projet national comme un projet irréaliste, dystopique ou autocrate.

La politisation du *Suburban* peut possiblement être liée à son caractère communautaire en milieu minoritaire. Comme le constatent Corriveau (2006) ainsi que Fabris et Beauchamp (2006) dans le contexte du journalisme francophone en Ontario et au Manitoba, « le journalisme en milieu minoritaire comporte une dimension militante et doit s'appuyer sur des règles particulières » (Corriveau 2006, 56). Au-delà d'informer le public, on exige des médias de promouvoir l'identité, de défendre les intérêts de la communauté et d'être solidaires avec elle (Fabris et Beauchamp 2006). Dans ce contexte minoritaire, la proximité du journaliste de sa communauté peut être accompagnée d'un manque de recul et de l'évacuation du sens critique et d'informations qui ne sont pas conformes aux intérêts de cette communauté. Ces pratiques et exigences limitent le discours médiatique sur l'autoconception et sur l'avenir de la communauté, ce qui fait émerger un conservatisme culturel (Corriveau 2006). Ce conservatisme culturel, en conjonction avec sa vocation communautaire, peut expliquer la plus forte présence de discours antiqués dans *The Suburban* que dans les autres journaux de notre corpus, qui desservent un public plus large et plus hétérogène. En effet, dans ce qui est la seule publication à notre connaissance analysant explicitement la couverture de cet hebdomadaire, Turcotte-Summers (2016, sans page) qualifie ce journal de « porte-parole d'un gentleman bourgeois charismatique [Beryl Wajzman] » et de chambre d'écho pour une faction bourgeoise isolée de Montréal. Il est donc important de ne pas dramatiser l'importance de ce type de discours, particulièrement parce que nous ne savons pas combien de personnes lisent régulièrement *The Suburban*, étant donné qu'il s'agit d'un hebdomadaire gratuit.

Cependant, d'un côté, l'exemple du *Suburban* remet en question l'idée selon laquelle les journalistes anglophones adoptent un style journalistique plus objectif et équilibré que les journalistes francophones, qui sont parfois décrits comme plus activistes. Au contraire, dans notre étude de cas, les médias francophones semblent avoir présenté le débat sur le projet de loi 14

d'une manière plus diversifiée que les médias anglophones, qui, à leur tour, préféraient clairement un cadre en particulier. D'un autre côté, l'inclusion du *Suburban* dans notre étude a attiré notre attention sur des divergences de couverture que d'autres études n'ont pas pu identifier. Notre travail illustre la pertinence d'examiner les journaux communautaires et de milieux minoritaires pour obtenir une impression plus complète du discours public et médiatique sur un enjeu. De futures recherches devraient donc inclure ces journaux dans leurs corpus pour enrichir leur analyse qualitative de la couverture médiatique.

### **6.3 Réflexions sur la méthode**

Notre choix méthodologique visait à répondre à trois considérations. Premièrement, l'intervention du chercheur devait être limitée, surtout pour l'identification des cadres préliminaires. Deuxièmement, la méthode devait assurer un traitement efficace des articles. Troisièmement, la méthode se voulait transparente et précise face à l'établissement des cadres, car cette transparence manque souvent dans des recherches sur le cadrage. L'enchaînement d'une première étape automatisée (quantitative) avec une démarche qualitative subséquente sur la base des résultats d'une classification hiérarchique (et selon des critères précis prédéfinis) était, à notre savoir, une approche novatrice.

La démarche automatisée était un moyen pratique pour traiter un grand ensemble de textes médiatiques et de servir de fondement à l'analyse qualitative. Pour le chercheur, cette direction est praticable et rassurante, parce qu'elle permet une meilleure orientation et organisation des textes du corpus. D'ailleurs, elle attire l'attention sur des cadres potentiels qui auraient autrement échappé au chercheur. Les résultats de cette analyse sont encourageants: tous les cinq cadres préliminaires établis à l'aide de l'analyse automatisée ont permis la classification des textes des trois corpus. Des modifications majeures n'ont pas dû être apportées, même si plusieurs sous-cadres se sont avérés peu représentés dans l'échantillon.

Cependant, même si la classification hiérarchique automatisée permet au chercheur de prendre du recul à l'égard du corpus médiatique, elle est loin d'être objective. Le chercheur intervient nécessairement à plusieurs reprises lors de cette démarche, entre autres en sélectionnant les termes pour la liste de fréquence, en interprétant les regroupements, en présumant leurs associations et en les synthétisant en cadres potentiels. En plus, comme les groupements ne sont

pas évidents dans la plupart des cas, leur interprétation requiert une intervention du chercheur. L'idée qu'une classification hiérarchique pourrait tout simplement « créer » des cadres opérables est donc irréaliste. Il est alors possible, voire certain, qu'au cours de ce projet, un autre chercheur aurait fait d'autres choix et serait arrivé à un découpage différent. Les résultats présentés dans ce travail ne reflètent donc évidemment pas une vérité absolue, mais une approximation de celle-ci. Il propose une solution qui est fondée sur une démarche prédéfinie, scientifique et transparente.

Mais l'interprétation des groupements de mots, quoique nécessaire, constitue aussi un investissement de temps considérable, ce qui rend la démarche inefficace d'un point de vue de la gestion du temps. Un chercheur qui s'approprie cette méthode devrait alors travailler avec des listes de fréquence plus circonscrites et il devrait plus rigoureusement définir les mots et expressions qui seront utiles pour son analyse afin d'éviter des groupements dont le sens n'est pas évident.

## **6.4 Le cadrage, un concept vague**

Notre recherche s'est appuyée sur le cadrage comme cadre conceptuel. Le cadrage est un concept intéressant pour les fins de ce travail, car il permet d'intégrer les connaissances pluridisciplinaires sur les différences entre les (journalistes) anglophones et francophones au Québec dans un modèle qui les met en relation avec les résultats que nous avons obtenus. En outre, le cadrage est utile pour une description plus fine de la couverture médiatique que d'autres effets médiatiques comme agenda-setting ou *priming*, qui ne s'intéressent qu'aux thèmes traités par les médias.

Cependant, il présente un nombre de pièges pragmatiques. Premièrement, comme nous l'avons discuté dans les chapitres 3 et 4, la recherche doit s'assurer de la cohésion du concept du cadrage et rendre plus clair ce qu'on comprend concrètement sous ce terme. Si des critères ne sont pas développés, le cadrage risque de devenir un simple mot à la mode vide de sens. En outre, et plus concrètement dans notre recherche, identifier des cadres s'est avéré un exercice d'équilibriste ou, pour utiliser une métaphore plus exacte, de photographie. Lors du processus d'identification, le chercheur doit s'efforcer à ne pas « zoomer » trop en avant en se focalisant sur des thèmes concrets qui, hors du corpus traité, ne répondent pas aux critères d'un cadre (généralisable, pouvoir structurant, etc.). À la fois, le chercheur a un intérêt à ne pas « zoomer »

trop en arrière, parce qu'il ne veut pas risquer de perdre trop de spécificité. La bonne dose d'abstraction est donc nécessaire. L'emploi du concept du « sous-cadre », comme dans ce travail, pourrait aider à combler cette difficulté. Une autre difficulté se présente lors de la description détaillée des cadres. Lors de cette étape, le chercheur se voit confronté au dilemme de devoir décrire le cadre d'une manière représentative, sans pour autant énumérer les exemples les plus frappants et extrêmes, même si ces derniers sont les plus mémorables ou ceux qui illustrent le plus clairement le cœur du cadre décrit. Certes, la description des cadres peut inclure des exemples extrêmes, mais il faudrait certainement éviter de présenter la couverture comme plus polarisée qu'elle ne l'est en réalité.

## **6.5 Limites de la recherche**

Une limite de ce travail réside dans l'étendue de son analyse quantitative. Les seules variables qui ont été codées en vue d'obtenir des données quantitatives étaient le nom du journal, la date de publication, les cadres primaires et secondaires et les sous-cadres présents dans un texte. L'inclusion d'autres variables aurait contribué à une description plus profonde des cadres identifiés. Dans de futures recherches, il serait pertinent de coder pour chaque texte, entre autres, le promoteur du cadre et la personne ou institution à laquelle la responsabilité est attribuée. Comme ces aspects n'ont pas été quantitativement enregistrés, les observations quant à eux restent générales dans ce travail. D'ailleurs, pour obtenir des résultats encore plus raffinés, le paragraphe pourrait servir comme unité d'analyse à l'avenir. Les paragraphes véhiculent généralement des idées plus compactes et cohérentes qu'un texte entier, surtout si ce dernier est long. Une analyse (et un codage) paragraphe-par-paragraphe aurait, d'un côté, donné plus de visibilité à des cadres plus marginaux, qui ne se retrouvent peut-être pas dans l'analyse quantitative, parce qu'ils n'étaient identifiés ni comme cadres primaires ni comme cadres secondaires. D'un autre côté, une analyse par paragraphe réduirait probablement le besoin de devoir définir des cadres primaires et secondaires. Finalement, pour vérifier les résultats obtenus, il serait pertinent d'effectuer des tests de fiabilité et de validité à l'aide d'un ou plusieurs codeurs, mais cette démarche va au-delà des limites de ce travail.

Une deuxième limite se rapporte aux facteurs qui ont mené aux différences de cadrage entre les journaux de langue française et ceux de langue anglaise. Même si les facteurs individuels, professionnels et sociostructurels (voir chapitre 2) sont présumés avoir une incidence

sur la construction des cadres médiatiques, nous ne connaissons pas les raisons exactes pour lesquelles les journalistes anglophones et francophones préfèrent des cadres différents et si l'emploi de ces cadres est conscient ou inconscient.

## **6.6 Perspectives de recherche**

Notre travail se veut alors un bon point de départ pour de futures recherches. À partir des cadres repérés dans la couverture du projet de loi 14 et nos théorisations sur des possibles facteurs menant au clivage médiatique au Québec, des projets de recherche peuvent être entrepris pour identifier les facteurs précis ayant causé la divergence de couverture. Des entrevues avec des journalistes anglo-québécois et francophones ou des enquêtes au sujet des valeurs professionnelles et des attitudes des journalistes québécois en particulier pourraient constituer une première étape vers cet objectif. En plus, il serait également intéressant d'utiliser les résultats obtenus dans ce projet pour analyser comment les cadres médiatiques influencent les attitudes des récepteurs québécois envers les enjeux linguistiques. Dans cette même ligne d'idées, on pourrait se demander aussi si ce sont effectivement les cadres médiatiques qui informent les attitudes de leurs lecteurs ou si, à l'inverse, les médias reproduisent les idées de leurs lectorats.

Finalement, les cadres retrouvés dans nos corpus peuvent potentiellement être adaptés et réutilisés dans une perspective comparative. En ce sens, il serait intéressant de vérifier si les mêmes cadres peuvent être retrouvés dans le contexte d'autres provinces canadiennes, comme au Nouveau-Brunswick ou en Ontario, ou d'autres pays bilingues ou multilingues, comme en Suisse, en Belgique ou en Afrique du Sud. Toutefois, des études comparatives peuvent même être effectuées au Québec: les débats linguistiques (et les cadres employés dans ceux-ci) restent d'une grande actualité, comme le montre l'exemple de la députée libérale qui a démissionné de son poste au Comité permanent des langues officielles après avoir remis en question le déclin du français au Canada ou alors l'annonce d'une réforme de la loi 101 par le gouvernement caquiste actuel. Est-ce que les divergences médiatiques persistent ou est-ce que les « deux solitudes » se rapprochent l'une de l'autre? Il est à espérer que de futures recherches suivent de près cette problématique.

## Bibliographie

Aalberg, Toril, Jesper Strömbäck et Claes H. de Vreese (2011). « The framing of politics as strategy and game: A review of concepts, operationalizations and key findings ». *Journalism* 13 (2), 162-178. En ligne. <https://doi.org/10.1177/1464884911427799> (page consultée le 1er octobre 2020).

Adams, Michael (2003). *Fire and Ice*. Toronto, Canada: Penguin.

Arnopoulos, Sheila McLeod et Dominique Clift (1984). *The English Fact in Québec*. 2e éd. Kingston: McGill-Queen's University Press. En ligne. <https://www.deslibris.ca/ID/400580> (page consultée le 3 janvier 2021).

Asselin, Pierre (2013). « Les coupables pensées ». *Le Soleil*, 26 février 2013.

Assemblée nationale (2013). *Journal des débats de la Commission permanente de la culture et de l'éducation*. 40<sup>e</sup> lég., 1<sup>ère</sup> sess., vol. 43, no. 10, 12 mars 2013, p. 1-2 (D. de Courcy). En ligne. [http://www.assnat.qc.ca/Media/Process.aspx?MediaId=ANQ.Vigie.Bll.DocumentGenerique\\_74011&process=Original&token=ZyMoxNwUn8ikQ+TRKYwPCjWrKwg+vIv9rjij7p3xLGTZDmLVSmJLoqe/vG7/YWzz](http://www.assnat.qc.ca/Media/Process.aspx?MediaId=ANQ.Vigie.Bll.DocumentGenerique_74011&process=Original&token=ZyMoxNwUn8ikQ+TRKYwPCjWrKwg+vIv9rjij7p3xLGTZDmLVSmJLoqe/vG7/YWzz) (page consultée le 1er décembre 2020).

Balthazar, Louis (1996). « Identity and nationalism in Quebec ». Dans James Littleton, dir., *Clash of identities: Essays on media, manipulation and the politics of the self*. Toronto, Canada: CBC & Prentice Hall Canada, 101-112.

Bartholomé, Guus, Sophie Lecheler et Claes de Vreese (2018). « Towards A Typology of Conflict Frames ». *Journalism Studies* 19 (12), 1689-1711. En ligne. <https://doi.org/10.1080/1461670X.2017.1299033> (page consultée le 3 janvier 2021).

Bateson, Gregory ([1955] 1972). « A Theory of Play and Fantasy ». Dans Gregory Bateson, dir., *Steps to an Ecology of Mind: A Revolutionary Approach to Man's Understanding of Himself*. New York, États-Unis: Ballantine Books, 177-193. (Initialement publiée en 1955).

Bélanger, Éric et Andrea M.L. Perrella (2008). « Facteurs d'appui à la souveraineté du Québec chez les jeunes: Une comparaison entre francophones, anglophones et allophones ». *Représentation et participation politiques* 27 (3), 13-40. En ligne. <https://doi.org/10.7202/029846ar> (page consultée le 14 mars 2019).

Benson, Rodney (2002). « The Political/Literary Model of French Journalism: Change and Continuity in Immigration Coverage, 1973-1991 ». *Journal of European Area Studies* 10 (1), 49-70. En ligne. <https://doi.org/10.1080/14608460220148437> (page consultée le 3 janvier 2021).

Berbers, Anna, Willem Joris, Jan Boesman, Leen D'Haenens, Joyce Koeman et Baldwin van Gorp (2016). « The news framing of the 'Syria fighters' in Flanders and the Netherlands: Victims or terrorists? ». *Ethnicities* 16 (6), 798-818. En ligne. <https://doi.org/10.1177/1468796815603753> (page consultée le 1er décembre 2020).

Bergeron, Yannick (2019). « Groupe Capitales Médias: le tribunal approuve la restructuration ». *Radio-Canada*, 23 décembre 2019. En ligne. <https://ici.radio->

canada.ca/nouvelle/1447171/groupe-capitales-medias-decision-tribunal-restructuration-journaux-quebec (page consultée le 3 janvier 2021).

Blais, André (1991). « Le clivage linguistique au Canada ». *Recherches sociographiques* 32 (1), 43-54. En ligne. <https://doi.org/10.7202/056578ar> (page consultée le 14 mars 2019).

Blais, André, Neil Nevitte, Elisabeth Gidengil, Henry Brady et Richard Johnston (1993). « L'élection fédérale de 1993: le comportement électoral des Québécois ». *Revue québécoise de science politique* (27), 15-49. En ligne. <https://doi.org/10.7202/040369ar> (page consultée le 14 mars 2019).

Blais, André, Pierre Martin et Richard Nadeau (1995). « Attentes économiques et linguistiques et appui à la souveraineté du Québec: une analyse prospective et comparative ». *Revue canadienne de science politique* 28 (4), 637-657. En ligne. <https://www.jstor.org/stable/3232005> (page consultée le 28 décembre 2020).

Bonin, Geneviève, Filip Dingerkus, Annik Dubied, Stefan Mertens, Heather Rollwagen, Vittoria Sacco, Ivor Shapiro, Olivier Standaert et Vinzenz Wyss (2017). « Quelle Différence ? ». *Journalism Studies* 18 (5), 536-554. En ligne. <https://doi.org/10.1080/1461670X.2016.1272065> (page consultée le 3 octobre 2019).

Borah, Porismita (2011). « Conceptual Issues in Framing Theory: A Systematic Examination of a Decade's Literature ». *Journal of Communication* 61, 246-263. En ligne. <https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.2011.01539.x> (page consultée le 4 janvier 2021).

Bougie, Evelyne, Esther Osborne, Roxane de la Sablonnière et Donald M. Taylor (2011). « The cultural narratives of Francophone and Anglophone Quebecers: Using a historical perspective to explore the relationships among collective relative deprivation, in-group entitativity, and collective esteem ». *British Journal of Social Psychology* 50, 726-746. En ligne. <https://doi.org/10.1348/014466610X526018> (page consultée le 14 mars 2019).

Bourdeau, Réjean (2018). « Place à la fiducie d'utilité sociale ». *La Presse+*, 9 mai 2018. En ligne. [http://plus.lapresse.ca/screens/e2b39dac-9d56-4d5d-95f3-f393a52145b4\\_\\_7C\\_\\_0.html](http://plus.lapresse.ca/screens/e2b39dac-9d56-4d5d-95f3-f393a52145b4__7C__0.html) (page consultée le 16 février 2020).

Brenhouse, Hillary (2013). « Quebec's War on English: Language Politics Intensify in Canadian Province ». *Time*, 8 avril 2013. En ligne. <http://world.time.com/2013/04/08/quebecs-war-on-english-language-politics-intensify-in-canadian-province/> (page consultée le 10 avril 2019).

Brewer, Paul R. (2003). « Values, Political Knowledge, and Public Opinion About Gay Rights: A Framing-Based Account ». *Public Opinion Quarterly* 67, 173-201. En ligne. <https://www.jstor.org/stable/3521629> (page consultée le 26 février 2019).

Bruemmer, René (2018). « Anglophones and francophones have distorted views of each other: survey ». *Montreal Gazette*, 16 juin 2018. En ligne. <https://montrealgazette.com/news/local-news/anglophones-and-francophones-have-distorted-views-of-each-other-survey/> (page consultée le 8 janvier 2021).

Brüggemann, Michael (2014). « Between Frame Setting and Frame Sending: How Journalists Contribute to News Frames ». *Communication Theory* 24 (1), 61-82. En ligne. <https://doi.org/10.1111/comt.12027> (page consultée le 9 février 2020).

Brüggemann, Michael et Paul D'Angelo (2018). « Defragmenting News Framing Research: Reconciling Generic and Issue-Specific Frames ». Dans Paul D'Angelo, dir., *Doing News Framing Analysis II*. New York & Londres: Routledge, 90-111.

Burton, Bruce E., Walter C. Soderlund et Terence A. Keenleyside (1995). « The Press and Canadian Foreign Policy: A Re-examination Ten Years on ». *Canadian Foreign Policy Journal* 3 (2), 51-70. En ligne. <https://doi.org/10.1080/11926422.1995.9673066> (page consultée le 30 octobre 2019).

Canada. Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (1965). *Rapport préliminaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*. Ottawa: Imprimeur de la Reine. En ligne. [http://publications.gc.ca/collections/collection\\_2020/bcp-pco/Z1-1963-1-3.pdf](http://publications.gc.ca/collections/collection_2020/bcp-pco/Z1-1963-1-3.pdf) (page consultée le 5 décembre 2020).

Canada. Commission royale sur les quotidiens (1981). *Rapport de la Commission royale sur les quotidiens*. Ottawa: Ministre des Approvisionnements et Services Canada. En ligne. [kent1981-partie1-fra.pdf](http://www.lac-bac.gc.ca/kent1981-partie1-fra.pdf) (lac-bac.gc.ca) (page consultée le 17 janvier 2021).

Canada. Parlement. Sénat. Comité spécial sur les moyens de communications de masse (1970). *Le miroir équivoque. Rapport du Comité spécial du Sénat sur les moyens de communications de masse*, vol. 1. 28<sup>e</sup> lég., 2<sup>e</sup> sess. Ottawa: Imprimeur de la Reine. En ligne. [https://parl.canadiana.ca/view/oop.com\\_SDC\\_2802\\_5\\_4/1?r=0&s=1](https://parl.canadiana.ca/view/oop.com_SDC_2802_5_4/1?r=0&s=1) (page consultée le 3 janvier 2021).

Cappella, Joseph N. et Kathleen Hall Jamieson (1997). *Spiral of cynicism: The press and the public good*. New York, États-Unis: Oxford University Press.

Cardinal, Linda (2004). « The Limits of Bilingualism in Canada ». *Nationalism and Ethnic Politics* 10 (1), 79-103. En ligne. <https://doi.org/10.1080/13537110490450782> (page consultée le 14 février 2020).

Castelló, Enric et Arantxa Capdevila (2012). « Defining Pragmatic and Symbolic Frames: Newspapers About the Independence During the Scottish and Catalan Elections ». *Estudios sobre el Mensaje Periodístico* 19 (2), 979-999. En ligne. [http://dx.doi.org/10.5209/rev\\_ESMP.2013.v19.n2.43483](http://dx.doi.org/10.5209/rev_ESMP.2013.v19.n2.43483) (page consultée le 7 décembre 2020).

*CBC News* (2000). « Galganov says 'adieu' ». *CBC*, 19 septembre 2000. En ligne. <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/looking-back-at-40-years-of-french-as-quebec-official-language-1.2724050> (page consultée le 1er décembre 2020).

*CBC News* (2013a). « Quebec anglophone supporters protest proposed language laws ». *CBC*, 17 février 2013. En ligne. <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/quebec-anglophone-supporters-protest-proposed-language-laws-1.1365095> (page consultée le 16 février 2020).



CBC News (2013b). « Thousands sign petition against Bill 14 ». *CBC*, 6 mars 2013. En ligne. <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/thousands-sign-petition-against-bill-14-1.1309449> (page consultée le 13 février 2020).

CBC News (2013c). « Bill 14 unlikely to pass, CAQ says ». *CBC*, 8 mars 2013. En ligne. <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/bill-14-unlikely-to-pass-caq-says-1.1301602> (page consultée le 13 février 2020).

CBC News (2014). « Looking Back at 40 Years of French as Quebec's Official Language ». *CBC*, 31 juillet 2013. En ligne. <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/looking-back-at-40-years-of-french-as-quebec-s-official-language-1.2724050> (page consultée le 1er décembre 2020).

CEM (Centre d'études sur les médias) (2015). *La presse quotidienne*. En ligne. <https://acart.com/wp-content/uploads/2013/04/pressequotidienne.pdf> (page consultée le 14 février 2020).

Chalaby, Jean K. (1996). « Journalism as an Anglo-American Invention: A Comparison of the Development of French and Anglo-American Journalism, 1830s-1920s ». *European Journal of Communication* 11 (3), 303-326. En ligne. <https://doi.org/10.1177%2F0267323196011003002> (page consultée le 3 janvier 2021).

Chapman, Krystel et Maya Eichler (2014). « Engendering two solitudes? Media representations of women in combat in Quebec and the rest of Canada ». *International Journal* 69 (4), 594-611. En ligne. <https://doi.org/10.1177/0020702014543708> (page consultée le 21 février 2019).

Charron, Jean et Frédérick Bastien (2012). « Les parlementaires québécois et *Le Devoir* dans le monde des médias ». *Communication* 29 (2). En ligne. <https://doi.org/10.4000/communication.2784> (page consultée le 14 février 2020).

Cohen, Bernard C. (1963). *The Press and Foreign Policy*. Princeton, États-Unis: Princeton University Press.

Cohen-Almagor, Raphael (2000). « The Terrorists' Best Ally: The Quebec Media Coverage of the FLQ Crisis in October 1970 ». *Canadian Journal of Communication* 25 (2), 251-284. En ligne. <https://ssrn.com/abstract=2431687> (page consultée le 21 février 2019).

Corriveau, Claire (2006). « Informer ou défendre la cause: le dilemme de la presse franco-manitobaine ». Dans Michel Beauchamp, Thierry Watine, dir., *Médias et milieux francophones*. Québec: Les Presses de l'Université Laval, 47-64.

Corriveau, Jeanne (2019). « 'La loi 101 doit être respectée' à l'hôpital de Lachute, dit François Legault ». *Le Devoir*, 11 janvier 2019. En ligne. <https://www.ledevoir.com/societe/545329/la-loi-101-doit-etre-respectee> (page consultée le 28 décembre 2020).

D'Angelo, Paul (2002). « News Framing as a Multiparadigmatic Research Program: A Response to Entman ». *Journal of Communication* 52 (4), 870-888. En ligne. <https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.2002.tb02578.x> (page consultée le 19 février 2019).

David, C., J. Atun, E. F. Legara & C. Monterola (2011). « Finding Frames: Comparing Two Methods of Frame Analysis ». *Communication Methods and Measures* 5, 329-351. <https://doi.org/10.1080/19312458.2011.624873>.

David, Clarissa, Jenna Mae Atun, Erika Fille et Christopher Monterola (2011). « Finding Frames: Comparing Two Methods of Frame Analysis ». *Communication Methods and Measures* 5, 329-351. <https://doi.org/10.1080/19312458.2011.624873> (page consultée le 28 mai 2020).

de Vreese, Claes H. (2004). « The effects of frames in political television news on issue interpretation and frame salience ». *Journalism and Mass Communication Quarterly* 81 (1), 36-52. En ligne. <https://doi.org/10.1177%2F107769900408100104> (page consultée le 19 avril 2019).

de Vreese, Claes H. (2005). « News framing: Theory and typology ». *Information Design Journal + Document Design* 13 (1), 51-62. En ligne. [https://msap-unlam.ac.id/download/bahan\\_bacaan/New%20Framing.pdf](https://msap-unlam.ac.id/download/bahan_bacaan/New%20Framing.pdf) (page consultée le 16 mars 2019).

de Vreese, Claes H. (2012). « New Avenues for Framing Research ». *American Behavioral Scientist* 56 (3), 365-375. En ligne. <https://doi.org/10.1177/0002764211426331> (page consultée le 9 février 2020).

Drache, Daniel et David Clifton (2008). « The Troubled Public Sphere and Media Coverage of the 2003 Toronto SARS Outbreak ». Dans S. Harris Ali, Roger Keil, dir., *Networked Disease: Emerging Infections in the Global City*. Chichester, Royaume-Uni: Wiley-Blackwell, 108-122.

Drouilly, Pierre (1999). « Les tendances du vote, 1985-1995 ». Dans Robert Boily, dir., *L'année politique au Québec, 1997-1998*. Montréal, Canada: Presses de l'Université de Montréal, 177-202. En ligne. [https://pum.umontreal.ca/apqc/97\\_98/drouilly/drouilly.htm](https://pum.umontreal.ca/apqc/97_98/drouilly/drouilly.htm) (page consultée le 13 avril 2019).

Edelman, Murray (1993). « Contestable categories and public opinion ». *Political Communication* 10 (3), 231-242. En ligne. <https://doi.org/10.1080/10584609.1993.9962981> (page consultée le 3 janvier 2021).

Entman, Robert (1993). « Framing: Toward Clarification of a Fractured Paradigm ». *Journal of Communication* 43 (4), 51-58. En ligne. <https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.1993.tb01304.x> (page consultée le 10 avril 2019).

Entman, Robert (2003). « Cascading Activation: Contesting the White House's Frame After 9/11 ». *Political Communication* 20 (4), 415-432. En ligne. <https://doi.org/10.1080/10584600390244176> (page consultée le 19 février 2019).

Erk, Jan (2008). *Explaining Federalism: State, Society and Congruence in Austria, Belgium, Canada, Germany and Switzerland*. Abingdon, Royaume-Uni et New York: Routledge.

Esser, Frank. (2015). « Media Effects, History Of ». Dans Wolfgang Donsbach, dir., *The Concise Encyclopedia of Communication*. Malden, MA: John Wiley & Sons Inc., 352-53. En ligne. <https://doi.org/10.1002/9781118789353.ch13> (page consultée le 5 décembre 2018).

Fabris, Papillon et Michel Beauchamp (2006). « Le point de vue des sources au regard de la pratique journalistique en Ontario français ». Dans Michel Beauchamp, Thierry Watine, dir., *Médias et milieux francophones*. Québec: Les Presses de l'Université Laval, 65-86.

Fletcher, Frederick J. (1998). « Media and Political Identity: Canada and Quebec in the Era of Globalization ». *Canadian Journal of Communication* 23 (3). En ligne. <https://doi.org/10.22230/cjc.1998v23n3a1049> (page consultée le 15 avril 2019).

Fong Yang, Lai et Sidin Ahmad Ishak (2012). « Framing Interethnic Conflict in Malaysia: A Comparative Analysis of Newspaper Coverage on the Hindu Rights Action Force (Hindraf) ». *International Journal of Communication* 6, 166-189. En ligne. [https://expert.taylors.edu.my/file/remis/publication/100268\\_558\\_1.pdf](https://expert.taylors.edu.my/file/remis/publication/100268_558_1.pdf) (page consultée le 20 février 2019).

Freake, Rachelle (2012). « A cross-linguistic corpus-assisted discourse study of language ideologies in Canadian newspapers ». Acte présenté dans le cadre du colloque *Corpus Linguistics Conference 2011*, Birmingham, Royaume-Uni, 20-22 juillet 2011. En ligne. <http://www.birmingham.ac.uk/documents/college-artslaw/corpus/conference-archives/2011/Paper-17.pdf> (page consultée le 15 avril 2019).

Gagné, Gilles et Simon Langlois (2000). « Le vote en faveur de la souveraineté du Québec, 1995-2000 ». *Recherches sociographiques* 41 (3), 431-477. En ligne. <https://doi.org/10.7202/057392ar> (page consultée le 14 mars 2019).

Gagnon, Sylvie (2003). « La construction discursive du concept de la souveraineté dans les médias canadiens lors du référendum de 1995 ». *Revue québécoise de linguistique* 32 (2), 97-116. En ligne. <https://doi.org/10.7202/017544ar> (page consultée le 6 mars 2019).

Gamson, William A. et Andre Modigliani (1987). « The changing culture of affirmative action ». Dans Richard G. Braungart, Margaret M. Braungart, dir., *Research in political sociology*. Greenwich, CT, États-Unis: JAI Press, 137-177.

Gamson, William A. et Andre Modigliani (1989). « Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power: A Constructionist Approach ». *American Journal of Sociology* 95 (1), 1-37. En ligne. <https://www.jstor.org/stable/2780405> (page consultée le 12 février 2020).

Gan, Faith, Joo Leng Teo et Benjamin H. Detenber (2005). « Framing the Battle for the White House: A Comparison of Two National Newspapers' Coverage of the 2000 United States Presidential Election ». *Gazette* 67 (5), 441-467.

Gerhards, Jürgen et Dieter Rucht (1992). « Mesomobilization: Organizing and Framing in Two Protest Campaigns in West Germany ». *American Journal of Sociology* 98 (3), 555-595.

Gidengil, Elisabeth, André Blais, Richard Nadeau et Neil Nevitte (2004). « Language and Cultural Insecurity ». Dans Alain-G. Gagnon, dir., *Québec: State and Society*. Peterborough, Canada: Broadview Press, 345-367.

Gitersos, Terry V. (2011). « *Ça devient une question d'être maîtres chez nous* : The Canadiens, Nordiques, and the Politics of Québécois Nationalism, 1979-1984. Thèse de doctorat. The School

of Graduate and Postdoctoral Studies. The University of Western Ontario. En ligne. <https://ir.lib.uwo.ca/etd/252> (page consultée le 3 janvier 2021).

Gitlin, Todd (1980). *The whole world is watching: Mass media in the making & unmaking of the new left*. Berkeley, États-Unis: University of California Press.

Goffman, Erving (1974). *Frame analysis: An essay on the organization of experience*. Cambridge, MA, États-Unis: Harvard University Press.

Greenberg, Joshua (2000). « View of Opinion Discourse and Canadian Newspapers: The Case of the Chinese ‘Boat People’ ». *Canadian Journal of Communication* 25 (4), 517-537. En ligne. <https://www.cjc-online.ca/index.php/journal/article/view/1178/1101> (page consultée le 3 janvier 2021).

Guibernau, Montserrat (2006). « National Identity, Devolution and Secession in Canada, Britain and Spain ». *Nations and Nationalism* 12 (1), 51-76. En ligne. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1111/j.1469-8129.2005.00230.x> (page consultée le 3 janvier 2021).

Ha, Jae Sik (2017). « Tailoring the Arab Spring to American values and interests: A framing analysis of U.S. elite newspapers’ opinion pieces ». *International Communication Gazette* 79 (3), 276-297. En ligne. <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/1748048516689178> (page consultée le 1er décembre 2020).

Halford, Peter W., Adrien van den Hoven, W.I. Romanow et W.C. Soderlund (1983). « A Media Tale of Two Cities: Quebec Referendum Coverage in Montreal and Toronto ». *Canadian Journal of Communication* 9 (4), 1-31. En ligne. <https://doi.org/10.22230/cjc.1983v9n4a311> (page consultée le 21 février 2019).

Hallin, Daniel C. et Paolo Mancini (2004). *Comparing Media Systems: Three Models of Media and Politics*. Cambridge: Cambridge University Press.

Hamilton, James T. (2004). *All the News That’s Fit to Sell: How the Market Transforms Information Into News*. Princeton, NJ, États-Unis: Princeton University Press.

Hänggli, Regula et Hanspeter Kriesi (2010). « Political Framing Strategies and Their Impact on Media Framing in a Swiss Direct-Democratic Campaign ». *Political Communication* 27 (2), 141-157. En ligne. <https://doi.org/10.1080/10584600903501484> (page consultée le 3 janvier 2021).

Hayes, Michael, Ian E. Ross, Mike Gasher, Donald Gutstein, James R. Dunn, Robert A. Hackett (2007). « Telling stories: News media, health literacy and public policy in Canada ». *Social Science & Medicine* 64, 1842-1852. En ligne. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2007.01.015> (page consultée le 21 février 2019).

Hazel, Kathryn-Jane (2001). « The Media and Nationalism in Québec: a complex relationship ». *Journalism Studies* 2 (1), 93-107. En ligne. <https://doi.org/10.1080/14616700120021829> (page consultée le 21 février 2019).

Henderson, Ailsa (2004). « Regional political cultures in Canada ». *Canadian Journal of Political Science* 37 (3), 595-615. En ligne. <https://www.jstor.org/stable/25165693> (page consultée le 15 avril 2019).

Hertog, James K. et Douglas McLeod (2001). « A multiperspectival approach to framing analysis: A field guide ». Dans Stephen D. Reese, Oscar H. Gandy, August E. Grant, dir., *Framing public life: Perspectives on media and our understanding of the social world*. Mahwah, NJ, États-Unis: Erlbaum, 139-161.

Huang, K. S. (1996). « A comparison between media frames and audience frames: The case of the Hill-Thomas controversy ». Acte présenté dans le cadre du colloque annuel de l'*International Communication Association 1996*, Chicago, États-Unis.

Iyengar, Shanto (1991). *Is anyone responsible? How television frames political issues*. Chicago, États-Unis: University of Chicago Press.

Iyengar, Shanto et Donald R. Kinder (1987). *News that matters: Television and American opinion*. Chicago, États-Unis: University of Chicago Press.

Jenkin, Gabrielle L., L. Signal et G. Thomson (2011). « Framing obesity: the framing contest between industry and public health at the New Zealand inquiry into obesity ». *Obesity Reviews* 12, 1022-30. En ligne. <https://doi.org/10.1111/j.1467-789X.2011.00918.x> (page consultée le 28 mai 2020).

Kahneman, Daniel et Amos Tversky (1984). « Choices, Values, Frames ». *American Psychologist* 39 (4), 341-50. En ligne. <http://web.missouri.edu/~segersti/capstone/choicesvalues.pdf> (page consultée 20 février 2019).

Katz, Elihu, Jay G. Blumler et Michael Gurevitch (1974). « Utilization of Mass Communication by the Individual ». Dans Jay G. Blumler, Elihu Katz, dir., *The Uses of Mass Communications: Current Perspectives on Gratifications Research*. Beverly Hills, États-Unis: Sage Publications.

Klein, Ezra (2018). « 'Enemy of the People': how Trump makes the media into the opposition ». *Vox*, 30 octobre 2018. En ligne. <https://www.vox.com/policy-and-politics/2018/10/30/18039990/trump-media-sanders-press-fake-news-enemy-people-bombing> (page consultée le 8 janvier 2021).

Koenig, Thomas (2004). *Routinizing Frame Analysis Through the Use of CAQDAS*. RC33 Sixth International Conference on Social Science Methodology (Amsterdam). En ligne. [http://www.restore.ac.uk/lboro/research/methods/routinizing\\_frame\\_analysis\\_RC33.pdf](http://www.restore.ac.uk/lboro/research/methods/routinizing_frame_analysis_RC33.pdf) (page consultée le 16 février 2020).

Kozman, Claudia (2017). « Measuring Issue-specific and Generic Frames in the Media's Coverage of the Steroids Issue in Baseball ». *Journalism Practice* 11 (6), 777-797. <https://doi.org/10.1080/17512786.2016.1190660>.

Labelle, Micheline, François Rocher et Guy Rocher (1995). « Pluriethnicité, citoyenneté et intégration: de la souveraineté pour lever les obstacles et les ambiguïtés ». *Cahiers de recherche sociologique* 25, 213-245. En ligne. <https://doi.org/10.7202/1002297ar> (page consultée le 14 mars 2019).

Langlois, Simon (1990). « L'évolution récente des valeurs dans la société québécoise ». *L'Action Nationale* 80 (7), 925-937.

*La Presse canadienne* (2020). « Français au Québec: une majorité de Québécois préoccupés selon un sondage Léger ». *HuffPost*, 9 novembre 2020. En ligne. [https://quebec.huffingtonpost.ca/entry/francais-quebec-montreal\\_qc\\_5fa94053c5b66009569cb814](https://quebec.huffingtonpost.ca/entry/francais-quebec-montreal_qc_5fa94053c5b66009569cb814) (page consultée le 4 janvier 2021).

Lasswell, Harold D. ([1927] 1971). *Propaganda Technique in World War I*. Cambridge: MIT Press.

Lavigne, Alain (2006). « Hebdomadaires régionaux et médias écrits communautaires au Québec: quelques réflexions sur une adéquation réussie entre les besoins des lecteurs et des annonceurs ». Dans Michel Beauchamp, Thierry Watine, dir., *Médias et milieux francophones*. Québec: Les Presses de l'Université Laval, 203-219.

Lawrence, Regina G. (2000). « Game-Framing the Issues: Tracking the Strategy Frame in Public Policy News ». *Political Communication* 17 (2), 93-114. En ligne. <https://doi.org/10.1080/105846000198422> (page consultée le 1er octobre 2020).

Lazarsfeld, Paul F., Bernard Berelson et Hazel Gaudet (1944). *The People's Choice*. Oxford, Royaume-Uni: Duell, Sloan & Pearce.

Lévesque, Catherine et Lina Dib (2020). « La députée Lambropoulos veut quitter le comité des langues officielles ». *Le Quotidien*, 20 novembre 2020. En ligne. <https://www.lequotidien.com/actualites/la-deputee-lambropoulos-veut-quitter-le-comite-des-langues-officielles-942073e4d9ee2a6ae2263631be39a728> (page consultée le 4 janvier 2021).

Levine, Marc V. (1990). *The Reconquest of Montreal: Language Policy and Social Change in a Bilingual City*. Philadelphie, États-Unis: Temple University Press.

Lincoln, Yvonna S. et Egon G. Guba (2005). « Paradigmatic Controversies, Contradictions, and Emerging Influences ». Dans Norman Denzin, Yvonna Lincoln, dir., *The SAGE Handbook of Qualitative Research* (2ème éd.). Thousand Oaks, États-Unis: Sage, 163-188.

Linström, Margaret et Willemien Marais (2012). « Qualitative News Frame Analysis: A Methodology ». *Communitas* 17, 21-37. En ligne. <http://journals.ufs.ac.za/index.php/com/article/view/991> (page consultée le 19 février 2019).

Magder, Ted (1997). « Public Discourse and the Structures of Communication ». Dans Wallace Clement, dir., *Understanding Canada: Building on the New Canadian Political Economy*. Montréal, Canada: McGill-Queen's University Press, 338-358.

Magnon, Marie-Odile et Patricia Lamarre (2013). « Être jeune et anglophone dans un Québec pluraliste ». *Webzine* 21 (71). En ligne. <https://cjf.qc.ca/vivre-ensemble/webzine/article/etre-jeune-et-anglophone-dans-un-quebec-pluraliste/> (page consultée le 8 janvier 2021).

Mahon, Andrea, Adam Lawlor et Stuart Soroka (2014). « The Mass Media and Welfare Policy Framing: A Study in Policy Definition ». Dans Alex Marland, Thierry Giasson, Tamara Small,

dir., *Political Communication in Canada: Meet the Press and Tweet the Rest*. Vancouver: University of British Columbia Press, 160-178.

Martin, Christopher R. (2008). « 'Upscale' News Audiences and the Transformation of Labor News ». *Journalism Studies* 9 (2), 178-194. En ligne. <https://doi.org/10.1080/14616700701848204> (page consultée le 3 janvier 2021).

Matthes, Jörg et Matthias Kohring (2008). « The Content Analysis of Media Frames: Toward Improving Reliability and Validity ». *Journal of Communication* 58, 258-279. En ligne. <https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.2008.00384.x> (page consultée le 17 mars 2019).

McCombs, Maxwell E. et Donald L. Shaw (1972). « The Agenda-Setting Function of Mass Media ». *The Public Opinion Quarterly* 36 (2), 176-187. En ligne. <https://www.jstor.org/stable/2747787> (page consultée le 13 avril 2019).

McCormack, Thelma (1983). « The Political Culture and the Press of Canada ». *Revue canadienne de science politique* 16 (3), 451-472. En ligne. <https://www.jstor.org/stable/3227390> (page consultée le 3 janvier 2021).

McQuail, Denis (2005). *McQuail's Mass Communication Theory*. London: SAGE Publications.

Medeiros, Mike (2019). « National frenemies: linguistic intergroup attitudes in Canada ». *Ethnic and Racial Studies* 42 (16), 3-22. En ligne. <https://doi.org/10.1080/01419870.2017.1406610> (page consultée le 11 avril 2019).

Miller, M. (1997). « Frame Mapping and Analysis of News Coverage of Contentious Issues ». *Social Science Computer Review* 15 (4), 367-378.

Monière, Denis (2001). *Pour comprendre le nationalisme au Québec et ailleurs*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal. En ligne. <https://doi.org/10.4000/books.pum.15552> (page consultée le 28 décembre 2020).

Monière, Denis et Julie Fortier (2000). *Radioscopie de l'information télévisée au Canada*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal. En ligne. <https://doi.org/10.4000/books.pum.12402> (page consultée le 3 janvier 2021).

Nadeau, Richard et Christopher J. Fleury (1995). « Gains linguistiques anticipés et appui à la souveraineté du Québec ». *Revue canadienne de science politique* 28 (1), 35-50. En ligne. <https://www.jstor.org/stable/3232123> (page consultée le 28 décembre 2020).

Nadeau, Richard et Éric Bélanger (1999). « L'appui aux partis politiques québécois, 1989-1998 ». Dans Robert Boily, dir., *L'année politique au Québec*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 203-214. En ligne. <https://books.openedition.org/pum/14657> (page consultée le 28 décembre 2020).

Nadeau, Richard et Éric Bélanger (2013). « Un modèle général d'explication du vote des Québécois ». Dans Éric Bélanger, Frédérick Bastien, François Gelineau, dir., *Les Québécois aux urnes: Les partis, les médias et les citoyens en campagne*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal, 191-207. En ligne. <https://doi.org/10.4000/books.pum> (page consultée le 28 décembre 2020).

Neuman, W. Russell, Marion R. Just et Ann N. Crigler (1992). *Common knowledge: News and the Construction of Political Meaning*. Chicago, États-Unis: University of Chicago Press.

News Media Canada (2014). *Community Newspaper Snapshot Report*. En ligne. [https://nmc-mic.ca/sites/default/files/Community%20Newspapers%20Snapshot%202014%20-%20Circulation\\_0.pdf](https://nmc-mic.ca/sites/default/files/Community%20Newspapers%20Snapshot%202014%20-%20Circulation_0.pdf) (page consultée le 14 février 2020).

Newspapers Canada (2015). *Daily Newspaper Circulation Report 2015*. News Media Canada. En ligne. [https://nmc-mic.ca/wp-content/uploads/2016/06/2015-Daily-Newspaper-Circulation-Report-REPORT\\_FINAL.pdf](https://nmc-mic.ca/wp-content/uploads/2016/06/2015-Daily-Newspaper-Circulation-Report-REPORT_FINAL.pdf) (page consultée le 3 janvier 2021).

Nisbet, Matthew C. (2010). « Knowledge into Action: Framing the Debates Over Climate Change and Poverty ». Dans Paul D'Angelo, Jim Kuypers, dir., *Doing News Framing Analysis: Empirical and Theoretical Perspectives*. New York: Routledge, 43-83.

Nisbet, Matthew C. et Mike Huge (2006). « Attention Cycles and Frames in the Plant Biotechnology Debate: Managing Power and Participation through the Press/Policy Connection ». *Harvard International Journal of Press/Politics* 11 (2), 3-40.

Oakes, Leigh et Jane Warren (2007). *Language, Citizenship, and identity in Quebec*. Basingstoke, Royaume-Uni/New York, États-Unis: Palgrave Macmillan.

Olzak, Susan (1982). « Ethnic mobilization in Quebec ». *Ethnic and Racial Studies* 5 (3), 253-275. En ligne. <https://doi.org/10.1080/01419870.1982.9993377> (page consultée le 14 mars 2019).

Ouellet, Martin (2013). « Diane de Courcy saborde le projet de loi 14 sur la Charte de la langue française ». *Huffpost*, 14 novembre 2013. En ligne. [https://quebec.huffingtonpost.ca/2013/11/14/de-courcy-loi-14\\_n\\_4276486.html](https://quebec.huffingtonpost.ca/2013/11/14/de-courcy-loi-14_n_4276486.html) (page consultée le 13 février 2020).

Pan, Zhongdang et Gerald M. Kosicki (1993). « Framing analysis: An approach to news discourse ». *Political Communication* 10 (1), 55-75.

Papacharissi, Zizi et Maria de Fatima Oliveira (2008). « News Frames Terrorism: A Comparative Analysis of Frames Employed in Terrorism Coverage in U.S. and U.K. Newspapers ». *Press/Politics* 13 (1), 52-74. En ligne. <https://doi.org/10.1177/1940161207312676> (page consultée le 1er décembre 2020).

Patterson, Thomas E. (1993). *Out of Order*. New York, États-Unis: Knopf.

Price, Vincent et David Tewksbury (1997). « News values and public opinion: A theoretical account of media priming and framing ». Dans George A. Barnett, Franklin J. Boster, dir., *Progress in the communication sciences*. New York, États-Unis: Ablex, 173-212.

Price, Vincent, David Tewksbury et Elizabeth Powers (1997). « Switching Trains of Thought: The Impact of News Frames on Readers' Cognitive Responses ». *Communication Research* 24 (5), 481-506.

Pritchard, David et Florian Sauvageau (1999). *Les journalistes canadiens. Un portrait de fin de siècle*. Les Presses de l'Université Laval.



Pritchard, David, Paul R. Brewer et Florian Sauvageau (2005). « Changes in Canadian Journalists' Views about the Social and Political Roles of the News Media: A Panel Study, 1996-2003 ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 38 (2), 287-306. En ligne. <https://www.jstor.org/stable/25165806> (page consultée le 7 mars 2019).

Qing, Cao (2000). « Journalism as Politics: reporting Hong Kong's handover in the Chinese press ». *Journalism Studies* 1 (4), 665-678. En ligne. <https://doi.org/10.1080/146167000441367> (page consultée le 20 avril 2019).

Québec (2012). *Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives*, Projet de loi 14 (adoption du principe le 30 mai 2013), 1<sup>ère</sup> session, 40<sup>e</sup> législature.

Raboy, Marc (1997). « Media, Nationalism and Identity in Canada ». *Res Publica* 39 (2), 315-323.

Radio-Canada (2013). « La présidente de l'OQLF démissionne ». *Radio-Canada*, 8 mars 2013. En ligne. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/603591/presidente-oqlf-demission> (page consultée le 4 janvier 2021).

Radio-Canada (2015). « Tous les journaux de Gesca vendus, sauf La Presse ». *Radio-Canada*, 18 mars 2015. En ligne. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/711838/capitales-medias-cauchon> (page consultée le 16 février 2020).

Radio-Canada (2018). « Discours en anglais: Plante surprise par l'ampleur de la controverse ». *Radio-Canada*, 5 décembre 2018. En ligne. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1139950/maire-plante-excuse-discours-uniligue-anglophone> (page consultée le 10 avril 2019).

Ramos, Howard et Kevin Gosine (2001). « 'The Rocket': Newspaper Coverage of the Death of a Québec Cultural Icon, A Canadian Hockey Player ». *Journal of Canadian Studies/Revue d'études canadiennes* 36 (4), 9-31. En ligne. [http://www.howardramos.ca/index\\_htm\\_files/ramos%20and%20gosine%202002.pdf](http://www.howardramos.ca/index_htm_files/ramos%20and%20gosine%202002.pdf) (page consultée le 21 février 2019).

Redden, Joanna (2014). *The Mediation of Poverty: The News, News Media, and Politics*. Lanham, MD, États-Unis: Lexington Books.

Reese, Stephen D. (2001). « Prologue — Framing public life: A bridging model for media research ». Dans Stephen D. Reese, Oscar H. Gandy, August E. Grant, dir., *Framing public life*. Mahwah, NJ, États-Unis: Erlbaum, 7-32.

Reese, Stephen D. (2007). « The framing project: a bridging model for media research revisited ». *Journal of Communication* 57 (1), 148-54. En ligne. <https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.2006.00334.x> (page consultée le 19 février 2019).

Reese, Stephen D. (2010). « Finding Frames in a Web of Culture: The Case of the War on Terror ». Dans Paul D'Angelo, Jim A. Kuypers, dir., *Doing News Framing Analysis: Empirical and Theoretical Perspectives*. New York, États-Unis/Abingdon, Royaume-Uni: Taylor & Francis, 17-42.

Rioux, Jean-Sébastien (2005). «Two Solitudes: Quebecers' Attitudes Regarding Canadian security and Defence Policy». *Journal of Military and Strategic Studies* 7 (3). En ligne. <https://jmss.org/article/view/57727/43403> (page consultée le 4 mars 2019).

Robinson, Gertrude J. (1998). *Constructing the Quebec Referendum. French and English Media Voices*. Toronto: University of Toronto Press.

Rollwagen, Heather, Ivor Shapiro, Geneviève Bonin-Labelle, Lindsay Fitzgerald et Lauriane Tremblay (2019). «Just Who Do Canadian Journalists Think They Are? Political Role Conceptions in Global and Historical Perspective». *Revue canadienne de science politique* 52 (3), 461-477. En ligne. <https://doi.org/10.1017/S0008423919000015> (page consultée le 3 janvier 2021).

Salée, Daniel (1997). «Quebec Sovereignty and the Challenge of Linguistic and Ethnocultural Minorities: Identity, Difference and the Politics of Ressentiment». *Québec Studies* 24, 6-23.

Sauvageau, Florian, David Schneiderman et David Taras (2006). *The Last Word: Media Coverage of the Supreme Court of Canada*. Vancouver: UBC Press.

Scheufele, Dietram A. (1999). «Framing as a Theory of Media Effects». *Journal of Communication* 49 (1), 103-122. En ligne. <https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.1999.tb02784.x> (page consultée le 19 février 2019).

Scheufele, Dietram A. et Shanto Iyengar (2014). «The State of Framing Research: A Call for New Directions». Dans Kate Kenski, Kathleen Hall Jamieson, dir., *The Oxford Handbook of Political Communication*. Oxford, Royaume-Uni: Oxford University Press. En ligne. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780199793471.001.0001> (page consultée le 20 février 2019).

Scott, Marian (2018). «Sorry isn't good enough after English speech, group tells Plante». *Montreal Gazette*, 5 décembre 2018. En ligne. <https://montrealgazette.com/news/local-news/saying-sorry-not-good-enough-say-language-hardliners> (page consultée le 10 avril 2019).

Semetko, Holli A. et Patti M. Valkenburg (2000). «Framing European Politics: A Content Analysis of Press and Television News». *Journal of Communication* 50 (2), 93-109. En ligne. <https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.2000.tb02843.x> (page consultée le 20 avril 2019).

Shoemaker, Pamela J. et Stephen D. Reese (1996). *Mediating the message: Theories of influences on mass media content*. New York, États-Unis: Longman.

Siegel, Arthur (1979). «French and English Broadcasting in Canada: A Political Evaluation». *Canadian Journal of Communication* 5, 1-17. En ligne. <https://cjc-online.ca/index.php/journal/article/viewFile/205/111> (page consultée le 21 février 2019).

Siegel, Arthur (1996). *Politics and the Media in Canada* (2e édition). Toronto: McGraw-Hill Ryerson.

Snow, David A., Rens Vliegthart et Catherine Corrigan-Brown (2007). «Framing the French Riots: A Comparative Study of Frame Variation». *Social Forces* 86 (2), 385-415. En ligne. <https://www.jstor.org/stable/20430747> (page consultée le 21 février 2019).

Soderlund, Walter C., Ronald H. Wagenberg, E. Donald Briggs et Ralph C. Nelson (1980). « Regional and Linguistic Agenda-Setting in Canada: A Study of Newspaper Coverage of Issues Affecting Political Integration in 1976 ». *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique* 13 (2), 347-356. En ligne. <https://www.jstor.org/stable/3229728> (page consultée le 21 février 2019).

Soroka, Stuart N. (2002). *Agenda-setting Dynamics in Canada*. Vancouver: UBC Press.

Starowicz, Mark (1993). « Citizens of Video-America: What happened to Canadian television in the satellite age ». Dans Roger de la Garde, William Gilsdorf, Ilja Wechseltmann, dir., *Small nations, big neighbour: Denmark and Quebec/Canada compare notes on American popular culture*. Londres, Royaume-Uni: John Libbey, 83-102.

Statistique Canada (2012). « GéoRecherche. Recensement de 2011 ». No. 92-142-XWF au catalogue de Statistique Canada. En ligne. <http://geodepot.statcan.gc.ca/GeoSearch2011-GeoRecherche2011/GeoSearch2011-GeoRecherche2011.jsp?lang=E&otherLang=F> (page consultée le 14 février 2020).

Stenvoll, Dag (2002). « From Russia with Love? Newspaper Coverage of Cross-Border Prostitution in Northern Norway, 1990-2001 ». *The European Journal of Women's Studies* 9 (2), 143-162. En ligne. <https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/1350682002009002807> (page consultée le 1er décembre 2020).

Strömbäck, Jesper et Daniela V. Dimitrova (2006). « Political and Media Systems Matter: A Comparison of Election News Coverage in Sweden and the United States ». *Press/Politics* 11 (4), 131-47. En ligne. <https://doi.org/10.1177/1081180X06293549> (page consultée le 20 février 2019).

Taras, David (1993). « The Mass Media and Political Crisis: Reporting Canada's Constitutional Struggles ». *Canadian Journal of Communication* 18 (2). En ligne. <https://www.cjc-online.ca/index.php/journal/article/view/741/647> (page consultée le 15 avril 2019).

Taylor, Donald M. et Lise Dubé-Simard (1984). « Language Planning and Intergroup Relations: Anglophone and Francophone Attitudes Toward the Charter of the French Language ». Dans Richard Y. Bourhis, dir., *Conflict and Language Planning in Quebec*. Clevedon, Avon, Royaume-Uni: Multilingual Matters, 148-174.

The Canadian Press (2013). « Quebec's language watchdog head steps down after 'Pastagate' ». *The Globe and Mail*, 8 mars 2013. En ligne. <https://www.theglobeandmail.com/news/national/quebecs-language-watchdog-head-steps-down-after-pastagate/article9513486/> (page consultée le 10 avril 2019).

Thibault, Simon, Frédérick Bastien, Tania Gosselin, Colette Brin et Colin Scott (2020). « Is There a Distinct Quebec Media Subsystem in Canada? Evidence of Ideological and Political Orientations among Canadian News Media Organizations ». *Canadian Journal of Political Science*, 1-20. En ligne. <https://doi.org/10.1017/S0008423920000189> (page consultée le 3 janvier 2021).

Torstar (2020). « Overview ». *Torstar*. En ligne. <https://www.torstar.com/company/overview> (page consultée le 3 janvier 2021).

Touri, Maria et Nelya Koteyko (2014). « Using corpus linguistic software in the extraction of news frames: towards a dynamic process of frame analysis in journalistic texts ». *International Journal of Social Research Methodology*, 1-16. En ligne. <https://doi.org/10.1080/13645579.2014.929878> (page consultée le 1er juin 2020).

Triga, Vasiliki et Konstantinos Vadratsikas (2018). *Framing of Cohesion Policy* (Cohesify Research Paper 9). En ligne. [http://www.cohesify.eu/wp-content/uploads/2018/03/Cohesify\\_ResearchPaper9\\_Framing1.pdf](http://www.cohesify.eu/wp-content/uploads/2018/03/Cohesify_ResearchPaper9_Framing1.pdf) (page consultée le 1er juin 2020).

Tuchman, Gaye (1978). *Making news: A study in the construction of reality*. New York, États-Unis: Free Press.

Turcotte-Summers, Jonathan (2016). « ‘Recess Is Over, Students’: The Suburban’s Framing of Educational Issues and the 2012 Printemps Érablé ». *Canadian Journal of Communication* 41, 177-186. En ligne. <https://www.cjc-online.ca/index.php/journal/article/view/3013/2810> (page consultée le 7 janvier 2021).

Van Gorp, Baldwin (2005). « Where is the Frame?: Victims and Intruders in the Belgian Press Coverage of the Asylum Issue ». *European Journal of Communication* 20 (4), 484-507.

Van Gorp, Baldwin (2007). « The Constructionist Approach to Framing: Bringing Culture Back In ». *Journal of Communication* 57, 60-78. En ligne. <https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.2006.00329.x> (page consultée le 6 mars 2019).

Van Gorp, Baldwin (2010). « Strategies to Take Subjectivity out of Framing Analysis ». Dans Paul D’Angelo, Jim Kuypers, dir., *Doing News Framing Analysis: Empirical and Theoretical Perspectives*. New York: Routledge, 84-109.

Vessey, Rachelle (2016). *Language and Canadian Media. Representations, Ideologies, Policies*. Londres: Palgrave Macmillan.

Wajsman, Beryl (2019). « Shame Quebec and publicize the OQLF’s new ‘Pastagate’ ». *The Suburban*, 16 janvier 2019. En ligne. [http://www.thesuburban.com/opinion/letters\\_to\\_editor/shame-quebec-and-publicize-the-oqlf-s-new-pastagate/article\\_9af7381b-8f1a-5a66-82a7-074fbcee2363.html](http://www.thesuburban.com/opinion/letters_to_editor/shame-quebec-and-publicize-the-oqlf-s-new-pastagate/article_9af7381b-8f1a-5a66-82a7-074fbcee2363.html) (page consultée le 10 avril 2019).

Waters, David (1982). « The English Media and the New Quebec ». Dans Gary Caldwell, Éric Waddell, dir., *The English of Quebec: From Majority to Minority Status*. Québec: Institut québécois de recherche sur la culture, 307-323.

Watine, Thierry (2000). « Le Devoir est-il encore un journal de référence ? ». *Les cahiers du journalisme* (7), 28-47. En ligne. [http://www.cahiersdujournalisme.net/pdf/07/03\\_Watine.pdf](http://www.cahiersdujournalisme.net/pdf/07/03_Watine.pdf) (page consultée le 14 février 2020).

Way, Laura (2011). « An Energy Superpower or a Super Sales Pitch? Building the Case Through an Examination of Canadian Newspapers Coverage of Oil Sands ». *Canadian Political Science Review* 5 (1), 74-98. En ligne. <https://ojs.unbc.ca/index.php/cpsr/article/view/250/331> (page consultée le 3 janvier 2021).

Werder, Olaf H. (2009). « Media Effects Theories ». Dans Stephen W. Littlejohn, Karen A. Foss, dir., *Encyclopedia of Communication Theory*. Vol. 2. Thousand Oaks, CA: SAGE Reference, 632-35. En ligne. [http://go.galegroup.com/ps/pdfViewer?resultListType=RELATED\\_DOCUMENT&searchType=BasicSearchForm&c2c=true&docId=GALE%7CCX3201900001&userGroupName=mont88738&inPS=true&contentSegment=9781412959384&prodId=GVRL&isETOC=true#content](http://go.galegroup.com/ps/pdfViewer?resultListType=RELATED_DOCUMENT&searchType=BasicSearchForm&c2c=true&docId=GALE%7CCX3201900001&userGroupName=mont88738&inPS=true&contentSegment=9781412959384&prodId=GVRL&isETOC=true#content) (page consultée le 5 décembre 2018).

Winter, Elke (2011). *Us, Them, and Others: Pluralism and National Identity in Diverse Societies*. Toronto, Canada/Buffalo, États-Unis/Londres, Royaume-Uni: University of Toronto Press.

Young, Nathan et Eric Dugas (2012). « Comparing Climate Change Coverage in Canadian English- and French-Language Print Media: Environmental Values, Media Cultures, and the Narration of Global Warming ». *Canadian Journal of Sociology/Cahiers canadiens de sociologie* 37 (1). En ligne. <http://dx.doi.org/10.29173/cjs9733> (page consultée le 21 février 2019).

## **Annexes**

### **Annexe 1: Aperçu de la période échantillonnée**

La période analysée s'étend du 5 décembre 2012, jour du dépôt du projet de loi 14 à l'Assemblée nationale, jusqu'au 22 novembre 2013, soit une semaine après l'abandon du projet par le gouvernement péquiste. Étant donné que l'attention médiatique a presque complètement disparu après cette semaine, la période d'analyse n'a pas été étendue au-delà de cette date.

Après le dépôt du projet de loi 14 en début décembre 2012, les partis politiques à l'Assemblée nationale ainsi que les acteurs sociaux, comme des groupes d'intérêts prenaient position par rapport aux amendements à la loi 101 proposés par Diane De Courcy, ministre responsable de la Charte de la langue française. Pendant la période des Fêtes et en janvier, le projet de loi n'avancait pas et le débat public était calme. Un événement qui a cependant soulevé une controverse est survenu en mi-février, quand l'Office québécois de la langue française (OQLF) a envoyé une lettre d'avertissement au propriétaire d'un restaurant italien, parce que son menu contrevenait à la Charte de la langue française. Sur les réseaux sociaux, l'incident, ironiquement nommé « Pastagate », a attiré l'attention de la presse écrite au Québec, au Canada et dans plusieurs pays étrangers. Dans les journaux échantillonnés dans cette étude-ci, l'incident est apparu le 22 février 2013. La controverse a provoqué un débat sur les pratiques de l'OQLF et sur l'implémentation de modifications pour améliorer le processus de traitement des plaintes au sein de cet organisme juste avant le début des auditions publiques sur le projet de loi 14. En plus, le tollé général autour de cet « embarras » a mené à la démission de la présidente de l'OQLF, Louise Marchand. Ce débat survenait en parallèle avec une mobilisation de groupes d'intérêts anglophones, qui organisaient des manifestations et lançaient des pétitions contre le projet de loi. Ces événements précédaient la consultation publique au sujet du projet. Le gouvernement péquiste avait planifié de tenir une commission parlementaire itinérante qui lui avait cependant été refusée par les partis d'opposition en mi-décembre. C'était alors à Québec que la commission de la culture et de l'éducation tenait 15 auditions publiques entre le 12 mars 2013 et le 18 avril 2013 où des politiciens, des activistes, des groupes d'intérêts, des organismes publics ainsi que des citoyens avaient l'occasion de présenter des mémoires.

Les auditions publiques réunissaient des acteurs de différents secteurs de la vie. Les principaux intervenants étaient des chercheurs et des organismes travaillant sur la situation linguistique au Québec et au Canada (Conseil supérieur de la langue française, Jean-Claude Corbeil), des activistes francophones (Mouvement Québec français, Mouvement Montérégie français, Société Saint-Jean Baptiste, Impératif français) et anglophones (Quebec Community Groups Network, Canadian Rights in Quebec, Alliance Quebec 2.0, Office québécois de la langue anglaise), des syndicats (SPQ-Libre, Confédération des syndicats nationaux, Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec), des avocats et des organismes juridiques (Barreau du Québec, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, Julius Grey), des commissions scolaires et des écoles (Association des commissions scolaires anglophones du Québec, Commission scolaire Central Quebec, Commission scolaire Lester B. Pearson), les représentants du milieu d'affaires (Fédération des chambres de commerce du Québec, Conseil du patronat, Conseil québécois du commerce de détail) et des politiciens municipaux (Ville de Longueuil, Association des municipalités des municipalités de banlieue) et provinciaux (Option nationale).

Les consultations publiques révélaient une forte opposition au projet de loi 14 par le milieu des affaires, les politiciens municipaux, les commissions scolaires et les organismes anglophones, qui argumentaient que le projet réduirait leurs droits et la vitalité des communautés, contreviendrait à la volonté des citoyens et serait impraticable pour les entreprises. Les interventions les plus attentivement suivies étaient celles du Barreau et de la Commission des droits de la personne qui se montraient opposés à certaines dispositions qu'ils jugeaient excessives. D'un autre côté, les chercheurs en démographie et les activistes francophones étaient favorables au projet et exigeaient parfois même des mesures de protection plus strictes. En général, cependant, la plupart des intervenants critiquaient la « nouvelle loi 101 ». C'était aussi au début de la période de la consultation publique que s'est formé le groupe CRITIQ (Canadian Rights in Quebec) qui est devenu le principal groupe anglophone mobilisé contre le projet de loi 14.

À la suite de la consultation publique, l'Assemblée nationale a tenu dix séances (sur quoi ?) entre le 30 avril 2013 et le 30 mai 2013 avant d'adopter le principe du projet à 67 contre 42 voix. Le principe a pu être adopté grâce au soutien de la CAQ (et des deux membres de

Québec solidaire) qui signalait son opposition à neuf dispositions, mais qui se contentait de quelques concessions du PQ (par exemple par rapport à l'exemption pour les enfants des militaires) avant de voter pour le principe. La CAQ préférait alors d'amender le projet de loi en étude détaillée. Ses réserves concernaient, entre autres, le retrait du statut bilingue des municipalités, l'obligation de francisation pour les PME ou l'accès au CÉGEP anglais.

L'étude détaillée en commission parlementaire a cependant été reportée à l'automne. En conséquence, entre juin et août 2013, il y avait peu de nouvelles par rapport au projet de loi 14. Puis, le 29 août, lors d'une réunion avec les députés péquistes en Gaspésie, Pauline Marois a admis publiquement qu'elle ne croyait pas pouvoir faire adopter le projet, faute du soutien caquiste. Pour obtenir le soutien de la CAQ, le PQ aurait dû renoncer à plusieurs promesses-clés de sa campagne électorale, concessions qui auraient indisposé sa base et qui auraient mené à une protection moins efficace de la langue.

Au même moment, le gouvernement annonçait sa Charte des valeurs, un projet de loi controversée qui a largement éclipsé le débat autour de la loi 101. Malgré l'aveu d'échec, le gouvernement a néanmoins essayé une dernière fois de trouver du terrain commun avec la CAQ lors de négociations lancées le 2 octobre 2013. Les pourparlers ont cependant échoué le 15 novembre et le gouvernement a définitivement abandonné son projet avant même de le soumettre au vote. Le gouvernement a alors admis ouvertement qu'il préférait ne pas faire adopter un projet jugé insuffisant et qu'il estimait préférable d'attendre jusqu'à ce qu'il forme un gouvernement majoritaire pour faire passer une loi plus ambitieuse. Cette majorité, toutefois, ne s'est jamais formée.



## Annexe 2: Cadres préliminaires (grille d'analyse)

*NB: Cette grille d'analyse a servi de point de départ à l'analyse qualitative. Elle reflète donc l'état de notre savoir après l'analyse automatisée et non pas les résultats finaux de notre analyse. Par exemple, certains sous-cadres se sont avérés peu pertinents et n'apparaissent donc pas dans notre présentation des résultats. Ce tableau a plutôt le but de documenter les différentes étapes de notre analyse et de rendre transparent le processus par lequel nous avons identifié les cadres présentés dans le chapitre 5.*

	cadre	Q-F	Q-A	C-A	explication	Reasoning devices			
						Déf. du problème	responsabilité	Eval. morale	solution
<b>1</b>	<b>Protection de la langue</b>								
1a	<b>Urgence d'agir: la menace à la langue française</b>	X	X		Le français est sous pression et en déclin en raison de l'anglicisation et la bilinguisation, l'immigration et la mondialisation. La loi 101 était un succès, mais elle doit être adaptée aux circonstances actuelles. Évaluation des dispositions par rapport à leur capacité de protéger la langue française.	Déclin du français	Pressions externes: bilinguisme, mondialisation, immigration; politique laxiste (PLQ), contexte différent qu'en 1977	Urgence d'agir, réaction avant qu'il soit trop tard, peur de disparaître	Action immédiate orientée vers la protection efficace de la langue par des mesures législatives (p.ex. au travail, en éducation)
1b	<b>Cadrage identitaire: protéger l'héritage culturel</b>	X			La langue française est le véhicule de l'identité québécoise. Sa protection est une valeur inhérente et un combat collectif et historique.	Disparition des acquis historiques et d'un trait fondamental de l'identité québécoise	Bilinguisme, mondialisation, immigration, politique laxiste	Obligation et responsabilité collective de protéger l'héritage culturel	Continuer combat collectif des Québécois pour leur langue, par voie législative et individuelle
1c	<b>Perdu la tête: l'obsession linguistique</b>	X	X	X	Le Québec est obsédé par la langue. Cette obsession mène à des politiques excessives et ridicules qui vont à l'encontre du bon sens. Ces excès nuisent à sa réputation à l'étranger. Le Québec a d'autres problèmes plus pressants que la langue. L'occupation pour la langue est exagérée et non justifiée. Cherche à discréditer la politique linguistique en général.	Obsession du Québec avec la langue, manque de bon sens	Gouvernement péquiste, OQLF	Bonne gouvernance, proportionnalité, ridicule, criminaliser Monsieur ou Madame Tout-le-Monde	Limiter les interventions, limiter le pouvoir de l'OQLF, abandonner le projet de loi, concentrer sur mesures nécessaires et problèmes réels

	cadre	Q-F	Q-A	C-A	explication	Reasoning devices			
						Déf. du problème	responsabilité	Eval. morale	solution
1x	<b>Langue - autre</b>								
2	<b>Cadragage pragmatique : coûts et bénéfices</b>								
2a	<b>Cadragage économique</b>	X	X	X	Le projet de loi nuira à l'économie québécoise: les investissements reculeront et les PME perdront du temps et de l'argent à cause de la bureaucratie imposée. Le Québec a besoin de l'anglais pour rester compétitif sur le marché international.	Les coûts économiques du projet de loi, répercussions négatives pour l'économie	PQ, mondialisation, bureaucratie	Obligation de progresser économiquement et de rester compétitif pour bien-être / la prospérité de tout le monde	Assouplir les règles pour entreprises internationales, réduire bureaucratie pour PME, accorder place à l'anglais
2b	<b>Bilinguisme: atout professionnel</b>	X	X	X	Le bilinguisme individuel/la maîtrise de la langue anglaise est un avantage sur le marché du travail. Chacun devrait y avoir accès. Les politiques restreignant l'emploi individuel de l'anglais limitent l'épanouissement professionnel des Québécois.	Utilité du bilinguisme sur le marché du travail, mais restrictions imposées par le PQ au désavantage des Québécois.	PQ, manque d'appréciation / de valorisation de l'anglais	Gaspillage de capital humain, restriction d'opportunités, utilité, épanouissement et succès individuels	Faire usage de dualité, promouvoir apprentissage de l'anglais, ne pas restreindre accès
2x	<b>Pragmatisme - autre</b>								
3	<b>Cadragage politique : le jeu politique</b>								
3a	<b>Cadre hippique: compétition politique</b>	X	X	X	Analyse des stratégies électorales des partis: adoption de points de vue en fonction de l'électorat et d'une future élection. Effets des débats sur la politique linguistique sur les intentions de vote. Cadragage en gains et pertes stratégiques.	(à raffiner)	Les partis politiques	(à raffiner)	(à raffiner)
3b	<b>Jeu diplomatique: la recherche du compromis</b>	X	X	X	Le PQ essaie de trouver du terrain commun avec l'opposition et les groupes de pression (focalisation sur négociations). Il doit aussi réagir aux exigences de l'aile nationaliste du parti. Le PQ fait donc de nombreuses concessions.	Le PQ est en position minoritaire. Il doit s'assurer de l'appui d'un autre parti (la CAQ).	PQ, CAQ, PLQ, aile nationaliste du PQ	Débat/processus démocratique pour trouver consensus large, ouverture à l'échange, honnêteté des offres	Le PQ doit faire des concessions sans trop vider le contenu de la loi (maintenir balance raisonnable).

	Cadre	Q-F	Q-A	C-A	explication	Reasoning devices			
						Déf. Du problème	responsabilité	Eval. morale	solution
3c	<b>Bataille perdue d'avance</b>	X			Le PQ est impuissant et dans une position minoritaire. Les autres partis n'ont pas d'intérêt à faire adopter le projet de loi pour des raisons stratégiques. Toute discussion est vouée à l'échec: le PQ mène une lutte qu'il ne peut pas gagner, car les autres partis agissent de mauvaise foi.	Gouvernement est minoritaire. Les autres partis sont focalisés sur leurs propres avantages. Le PQ ne peut pas faire adopter la loi.	PLQ, CAQ, position minoritaire du PQ	Egoïsme, calcul, soif de pouvoir, politique immorale, honnêteté / sincérité du PQ	avancer sur d'autres dossiers, donner mandat majoritaire au PQ
3d	<b>La souveraineté – motif caché ?</b>		X		Le projet de loi s'inscrit dans le but (caché) du PQ de pousser l'opinion publique vers la souveraineté et ainsi d'initier le processus vers la souveraineté. Le PQ cherche aussi la querelle avec Ottawa pour mobiliser les nationalistes.	Le but caché du projet de loi est de créer un terrain et une opinion publique favorable à la souveraineté.	PQ	Malhonnêteté, manipulation	(Ne pas voter pour le PQ, ne pas se laisser tromper, dénoncer stratégie diviseuse)
3x	<b>Politique - autre</b>								
4	<b>Rapports entre francophones et anglophones et minorités linguistiques</b>								
4a	<b>Conflit et hostilité</b>	X	X	X	Le projet de loi nuit à la paix sociale et à un équilibre linguistique qui s'est établi au cours de plusieurs décennies. Il est un projet hostile qui vulnérabilise les anglophones et leurs institutions et qui leur retire des droits. La communauté anglophone se mobilise pour lutter contre le plan du gouvernement.	Le projet de loi est injuste envers les anglophones. Il divise la société québécoise et crée des tensions.	PQ, projet de loi,  groupes de pression anglophones (QGCN, CRITIQU, etc.), manifestants	Le PQ se prend aux minorités vulnérables, projet injuste et hostile, crée de la méfiance et de la peur, endommage le vivre-ensemble	Dénoncer les injustices, mobiliser contre la discrimination, enlever les dispositions injustes, protéger les anglophones

	Cadre	Q-F	Q-A	C-A	Explication	Reasoning devices			
						Déf. du problème	responsabilité	Eval. morale	solution
4b	<b>Cadre juridique: droits et libertés civils</b>	X	X	X	Le projet est juridiquement controversé: il retire des droits et libertés civils inscrits à la Charte canadienne et crée de nouveaux droits. Des acteurs judiciaires ont des réserves majeures quant à la légalité des dispositions. Le projet fera l'objet de contestations judiciaires.	Le projet va à l'encontre de plusieurs droits et libertés civils inscrits à la Charte canadienne.	PQ, projet de loi,  CRITIQ, le Barreau, la Commission des droits	Le projet de loi est injuste et inconstitutionnel. Il essaie de retirer des droits fondamentaux garantis. Il est discriminatoire.	Mobiliser contre le projet de loi, contester la loi devant les tribunaux
4c	<b>Cadre idéologique: la lutte entre progrès et régression</b>		X	X	Articulation du débat autour de la lutte entre deux valeurs: la tolérance du Québec envers les minorités et d'autres cultures d'un côté et le renfermement et l'homogénéité de l'autre côté. Tout comme le projet de loi 14, la Charte des valeurs est un autre exemple des forces régressives présentes en politique québécoise.	Le PQ poursuit une politique de renfermement et d'homogénéité.	PQ, élites politiques, nationalistes, peur de disparaître	La tolérance, la diversité et le respect envers toutes les communautés sont des valeurs préférables.	Changement d'attitude, dénoncer le renfermement, s'ouvrir au monde, modernisation du nationalisme
4d	<b>Enfants gâtés: l'illégitime opposition anglophone</b>	X			Les doutes des anglophones sont exagérés, voire hypocrites. Les anglophones sont beaucoup plus protégés au Québec que les francophones au ROC. Les anglophones ne veulent pas faire partie du Québec, ils sont une société à part. Ils empêchent toute progression en matière linguistique.	Les anglophones font des réclamations illégitimes. Ils sont « contre tout ».	Communauté anglophone, regroupements anglophones, manifestants, PLQ, lobby anglophone	Il est hypocrite et trompeur des anglophones d'assumer le rôle de victime. Ils sont un obstacle à l'avancement du Québec.	Ne pas capituler devant l'opposition anglophone
4x	<b>Minorités – autre</b>								

	cadre	Q-F	Q-A	C-A	explication	Reasoning devices			
						Déf. du problème	responsabilité	Eval. morale	solution
5	Affirmation nationale : Paradise lost?								
5a	David et Goliath: l'opposition entre le Québec et le ROC	X			Le Québec ne se peut pas s'épanouir à cause de la puissance politique et l'opposition du Canada anglophone. Le système institutionnel canadien, notamment le système judiciaire, est défavorable aux intérêts du Québec. Le ROC impose un système de valeurs opposé à celui du Québec, p.ex. les droits individuels, le multiculturalisme et le libéralisme. Le PLQ est complice du ROC qui promeut les mêmes valeurs « étrangères ».	Le Québec ne peut pas déterminer son propre destin. Le Canada anglais se mêle dans ses affaires.	ROC, système constitutionnel canadien, système judiciaire, PLC et PLQ, impuissance politique du Québec	Le contrôle par le ROC impose un désavantage systémique au Québec. Ce double standard est injuste et hypocrite. Un peuple devrait pouvoir déterminer son propre destin.	Protéger et préserver les particularités du Québec, faire progresser l'autonomie québécoise, invoquer la clause dérogatoire
5b	Indifférence et apathie culturelle	X			Les Québécois eux-mêmes sont indifférents à l'égard de l'identité québécoise. Ils n'ont plus de fierté et s'éloignent de plus en plus des valeurs nationalistes, surtout à Montréal.	Les Québécois (et surtout des Montréalais) ne s'occupent pas assez des questions linguistiques et identitaires.	Québécois, Montréalais, jeunes, mondialisation, valeurs « canadiennes »	Les Québécois renoncent à leur propre culture sous prétexte d'un faux cosmopolitisme (syndrome de Stockholm, lavage de cerveau), manque de fierté, peur de disparaître	Protéger et promouvoir la langue française, affirmer identité québécoise, maintenir une nette distinction du Canada anglais, retrouver fierté et patriotisme
5c	Nationalisme démodé: en finir avec les vieux réflexes	X			Il faut repenser le nationalisme québécois, notamment en y intégrant les anglophones et allophones.	Le nationalisme promu par les acteurs politiques est démodé.	PQ, nationalistes, élites politiques et sociales	Fragmentation de la société, exclusion sociale	Créer une nouvelle vision nationaliste qui est adaptée aux conditions du 21 <sup>e</sup> siècle.
5x	Nationalisme - autre								

999	Autre/à identifier
-----	--------------------

### Annexe 3: Feuille de codage quantitative

Nom de la variable	Explication de la variable	Valeurs
FILE	Numéro de document	<i>Numérique</i> (en commençant par '0' dans chaque corpus)
DOCUMENT	Article ou lettre	<i>Texte</i>
PUBL_DATE	Date de publication	<i>Date</i> (jour-mois-année)
NEWSPAPER	Nom du journal (abrégé)	<i>JM = Journal de Montréal</i> <i>LP = La Presse</i> <i>LD = Le Devoir</i>  <i>LS = Le Soleil</i> <i>LQ = Le Quotidien</i> <i>SU = The Suburban</i>  <i>MG = The Gazette</i>  <i>GM = The Globe and Mail</i> <i>NP = National Post</i> <i>TS = Toronto Star</i>
TOTWORDS	Nombre de mots dans l'article (variable automatiquement produite)	<i>Numérique</i>
FRAME1	Cadre primaire/principal du texte	1 = cadre linguistique 2 = cadre pragmatique 3 = cadre politique 4 = cadre social 5 = cadre souverainiste 999 = autre cadre NDEF = non défini ? = dominance non déterminée R/NF = rejet/pas de cadre
FRAME2	Cadre secondaire du texte (possibilité d'omettre la variable)	1 = cadre linguistique 2 = cadre pragmatique 3 = cadre politique 4 = cadre social 5 = cadre souverainiste 999 = autre cadre NDEF = non défini ? = dominance non déterminée R/NF = rejet/pas de cadre
F1A	Présence du sous-cadre 1a	1 = présent 0 = absent
F1B	Présence du sous-cadre 1b	1 = présent 0 = absent
F1C	Présence du sous-cadre 1c	1 = présent 0 = absent
F2A	Présence du sous-cadre 2a	1 = présent 0 = absent

F2B	Présence du sous-cadre 2b	1 = présent 0 = absent
F3A	Présence du sous-cadre 3a	1 = présent 0 = absent
F3B	Présence du sous-cadre 3b	1 = présent 0 = absent
F3C	Présence du sous-cadre 3c	1 = présent 0 = absent
F3D	Présence du sous-cadre 3d	1 = présent 0 = absent
F4A	Présence du sous-cadre 4a	1 = présent 0 = absent
F4B	Présence du sous-cadre 4b	1 = présent 0 = absent
F4C	Présence du sous-cadre 4c	1 = présent 0 = absent
F4D	Présence du sous-cadre 4d	1 = présent 0 = absent
F4X	Présence du sous-cadre 4x	1 = présent 0 = absent
F5A	Présence du sous-cadre 5a	1 = présent 0 = absent
F5B	Présence du sous-cadre 5b	1 = présent 0 = absent
F5C	Présence du sous-cadre 5c	1 = présent 0 = absent